

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.

La Quinzaine Internationale

La pénétration Italienne en Orient

Mussolini a cru devoir affirmer son esprit pacifique à l'ouverture de la grande assemblée fasciste. Mais, évidemment, personne ne s'est confié à sa parole. Il faudrait tout ignorer de la politique italienne au cours des dernières années, pour nourrir des illusions à ce sujet. Le *duce* sera pacifique tant qu'il pourra poursuivre sa pénétration dans les Balkans, il cessera de l'être le jour où il se heurtera à des résistances. Il a déployé sans trêve ses efforts pour établir sa tutelle sur la presque île et y peser de tout son poids sur les gouvernements monarchiques ou ploutocratiques qui sont établis là-bas. Son rêve serait qu'aucun geste ne s'accomplît, qu'aucune négociation ne s'ouvrît entre la mer Adriatique et la mer Egée sans qu'il ne les eût autorisés. En d'autres termes, l'Europe Sud-Orientale serait un protectorat, une terre de vassalité pour lui. Il a toujours agi avec un maximum de désinvolture vis-à-vis des Etats des Balkans. Aujourd'hui, il a signé un pacte d'amitié avec la Grèce, mais il y a peu d'années, il bombardait Corfou, et si la presse officieuse hellène, par ordre, célèbre l'excellence des rapports italo-grecs, elle ne peut oublier, pourtant, que le drapeau italien flotte sur le Dodécanèse. La Roumanie, pour obtenir l'adhésion du Palais Chigi à l'annexion de la Bessarabie, lui a prêté serment de fidélité, mais comme en même temps elle est liée à la France par un traité public, et aussi par un traité secret, elle risque de se trouver en fâcheuse position. La Bulgarie est devenue le soldat de l'Italie dans les Balkans, en échange d'on ne sait quelles promesses en Macédoine. L'Albanie est aussi assujettie à cette Italie que la Lybie ou l'Erytrée, et le dernier coup de force, — religieux celui-là — que Zogou Ier y a accompli, lui a probablement été dicté de Rome. Le *duce* s'est peu soucié de mécontenter et de blesser par là le patriarcat oecuménique. Seule la Yougoslavie s'est soustraite jusqu'ici à l'emprise de la diplomatie italienne, et encore n'est-il pas sûr qu'elle s'y dérobera longtemps. Son encerclement est maintenant réalisé; sur toutes les frontières, elle aperçoit des vassaux du fascisme. La Turquie elle-même, si peu européenne désormais, a été détachée de l'Etat des Karaguéorguévitch, depuis qu'elle a négocié avec Mussolini et que le sous-secrétaire d'Etat Grandi s'est rendu à Angora.

Le *duce* est en train de faire prévaloir ses desseins impérialistes, mais l'impérialisme appelle l'impérialisme. Plus que jamais, les Balkans sont le champ clos des rivalités entre grandes puissances. Lorsqu'on parle d'une Fédération des peuples balkaniques émancipés de leurs dirigeants monarchiques ou autres, on ne défend pas seulement les libertés élémentaires de ces peuples, mais aussi la paix du monde. Car une Fédération tiendrait en respect toutes les convoitises extérieures.

Les négociations Gréco-Yougoslaves

La presse gouvernementale, en France comme en Angleterre, affecte d'attacher une très grande importance aux tractations qui viennent d'avoir lieu à Genève entre les diplomates yougoslave et grecque. Faut-il croire qu'elles modifieront sensiblement l'état des choses dans l'ensemble de la péninsule? Ce serait une dangereuse illusion.

La Grèce et la Serbie ont été jadis alliées pendant la seconde campagne balkanique contre la Bulgarie. Pendant la

guerre mondiale, l'alliance s'est brisée, car le roi des Hellènes, Constantin, n'avait pas dissimulé ses sympathies pour les empires centraux et la Bulgarie, ni son hostilité au cabinet de Belgrade. La dynastie s'effondra à Athènes. La Yougoslavie et la Grèce entrèrent en pourparlers, la première demandant à la seconde des facilités d'accès vers la mer Egée. Ces pourparlers, en réalité, échouèrent, puisque la Chambre Hellène repoussa un premier projet de traité comme attentatoire à la souveraineté nationale.

Dans les derniers mois, et après le retour de Vénizélos à la présidence du Conseil, ces pourparlers ont été renouvelés. Seulement, les conditions du débat n'étaient plus les mêmes. Lors des conversations d'autrefois, la Grèce était en rapports plus que froids avec l'Italie, et son rapprochement avec la Yougoslavie pouvait contribuer à aménager un équilibre balkanique. Les conversations d'hier ont été menées par le ministre Jivkovitch avec une Grèce qui proclame son amitié pour le cabinet de Rome. Elles se placent dans un cadre très différent; elles servent à M. Vénizélos à prouver à la France et à l'Angleterre qu'il ne penche pas trop du côté du gouvernement du *duce* et qu'il resterait volontiers neutre.

Imaginons qu'une guerre éclate (c'est une hypothèse à envisager) entre l'Italie et la Yougoslavie: où ira la Grèce? Qu'advient-il alors de la convention relative à Salonique et au tronçon Guevguéli-Salonique?

Quelles seraient les relations du cabinet de Belgrade et du cabinet d'Athènes en ce qui concerne la Macédoine?

La transaction économique et ferroviaire qui vient de s'établir, n'a rien de commun avec la grande politique. Le seul problème qui se pose est de savoir si la Grèce sera dominée par l'Italie ou par l'Angleterre qui ne veut pas renoncer à sa primauté dans la Méditerranée Orientale.

On trouve toujours devant soi dans les Balkans, la concurrence des grands Etats: Italie, France, Angleterre. Il y avait jadis l'antagonisme Austro-Russe.

Les élections Anglaises

La lutte électorale affecte un caractère de plus en plus vif en Angleterre. Ce qui se conçoit aisément, puisque nous ne sommes plus qu'à deux mois du scrutin. Or, ce scrutin aura une valeur internationale, non seulement parce que le Labour Party ne saurait prendre à l'extérieur les mêmes attitudes que le Parti Conservateur, mais aussi parce que cette consultation ou bien portera un coup à la réaction mondiale, ou bien la prolongera encore pour un temps. Il ne peut être indifférent aux nations balkaniques qui vivent pourtant loin du territoire Anglais, Ecossais ou Gallois que M. Stanley Baldwin ou Sir Austen Chamberlain demeurent au pouvoir à Londres, car l'un et l'autre ont manifesté des complaisances aux gouvernements fascistes de l'Europe Sud-Orientale. Ni M. Liaptcheff, ni M. Jivkovitch n'ont eu à s'en plaindre.

Or, le grand problème qui va peser sur les élections britanniques, est celui du chômage. Depuis la fin de la guerre, l'effectif des sans-travail a été énorme outre-Manche. Si le maximum de 2½ millions a été atteint en 1922, on est toujours, depuis lors, resté autour de 1.500.000. Le Parti Conservateur, qui a presque constamment été aux affaires durant

cette période, s'est montré impuissant à réagir contre le fléau et nul n'en pourrait marquer de la surprise.

Le cabinet conservateur a provoqué des enquêtes pour rechercher les raisons de la crise, raisons qui, d'ailleurs, n'échappaient à personne et qui se lient à la structure générale du régime capitaliste. Mais là s'est bornée son activité. Il fournira donc un facile terrain d'attaque à l'opposition dans la grande bataille politique qui va avoir son dénouement.

M. Lloyd George qui, d'habitude, ne se soucie guère de la classe ouvrière et dont la politique extérieure ne fut pas plus exempte d'impérialisme que celle des conservateurs, a rédigé un grand programme de travaux publics. Il y consacrerait 18 milliards de francs en 2 ans et y emploierait de 350.000 à 375.000 personnes, c'est-à-dire $\frac{1}{4}$ environ du total des chômeurs. Ce n'est pas encore une panacée universelle

et c'est ce que les travailleurs lui risqueront s'ils mettent quelque audace dans l'action.

De l'avis général, le succès du scrutin sera pour le Labour Party. Mais s'il arrive de nouveau au pouvoir, comment s'y comportera-t-il? Et, tout spécialement, fera-t-il une diplomatie telle qu'il décourage les facteurs réactionnaires de l'Europe Danubienne et Balkanique? Aidera-t-il les Roumains, les Grecs, les Bulgares, les Yougoslaves, qui subissent l'arbitraire, la privation des libertés, la domination monarchique et oligarchique, à se libérer et à préparer un regroupement de leurs masses populaires, par dessus les frontières actuelles, et en dépit des différends, que les grandes chancelleries, et le Foreign Office, entre autres, ont soigneusement entretenus?

Paul Louis

Dans le Filet des Traités Balkaniques

Dans la partie serrée qu'on joue entre la Yougoslavie, la Roumanie et la France, d'un côté, et l'Albanie, la Bulgarie et l'Italie, de l'autre, un grand point est à marquer à l'avantage du premier groupe: l'accord gréco-yougoslave qu'on vient de signer à Genève. Il résout un conflit latent qui a divisé les deux peuples balkaniques depuis 1923. Par cet accord, la Yougoslavie obtient le libre accès à la mer Egée, assurant aux produits serbes, à travers les cinquante kilomètres du territoire grec, soit par la voie ferrée, soit par la voie fluviale du Vardar, la communication libre avec le port grec de Salonique. Il est à peine nécessaire de souligner l'importance de la Convention. Grâce à elle, la Yougoslavie s'émancipera de la servitude adriatique, servitude lourde soit au point de vue commercial à cause de la difficulté des communications vers la côte adriatique aux ports mal outillés, soit au point de vue politique, à cause du contrôle que l'Italie exerce sur l'Adriatique, du détroit d'Otrante pouvant à tout instant enfermer la Serbie. Par contre, la concession à la Yougoslavie d'une zone libre où tout son trafic d'exportation et d'importation pourra s'effectuer sans être soumis à un contrôle grec, va faire de Salonique le port naturel de la Yougoslavie qui devient ainsi le hinterland de Salonique. Ce sera une perte nette pour le commerce italien. La déviation du trafic serbe ne sera pas indifférent à Fiume et à Trieste surtout dans leur détresse actuelle. Par ailleurs, le trafic serbe est frappé par l'éviction de la compagnie *Iadranska Plovidba* de la côte orientale de l'Adriatique, à la suite du privilège accordé à la compagnie italienne «Puglia» qui est exemptée, pendant cinq ans, de toute taxe de port dans les eaux albanaises. Privilège considérable, vu l'élévation des taxes (4 à 5000 francs environ pour un bateau). En outre, un projet de voie ferrée de Durazzo à Tirana prolongeant la ligne Tirana-Elbassan-Kortcha-Florina et la ralliant à Salonique et à Constantinople, pourrait réduire le dommage pour l'Italie de la descente yougoslave par la ligne Guévguéli-Salonique. En attendant, la presse italienne n'est pas enthousiaste du nouvel accord. Elle laisse percer un embarras évident.

Le côté politique de la question n'est pas moins sensible que le côté économique. Par les accords de Genève, la Yougoslavie échappe à l'encerclement albanais-italien. Même si elle n'a pas pu convaincre la Grèce à lui céder un pouce de territoire pour assurer efficacement ses intérêts dans le port de Salonique, le débouché serbe à la rue libre est garanti. Et même si, dans son savant balancement entre les deux groupes de Puissances qui se disputent l'hégémonie dans les Balkans, entre lesquels il aspire à jouer le rôle de pivot central. Vénizélos, le fin Crétois, pendant les négociations de l'accord a nettement refusé à la Yougoslavie la permission du transport de matériel de guerre en cas d'hostilité, et cela, paraît-il, sous la pression de Mussolini. Cette restriction n'a évidemment d'autre valeur que celle que les circonstances peuvent lui donner. La feuille de figue n'est pas la preuve d'une chasteté toujours intraitable. D'ailleurs, ainsi que le note le *Peuple*, la Yougoslavie sait très bien que, en cas de guerre, ses communications avec Salonique dépendront beaucoup moins des conventions signées soit entre Belgrade et Athènes, soit entre Athènes et Rome, que des conditions de politique internationale devant lesquelles on se trouvera placé.

Comme fiche de consolation, la presse italienne a marqué le fait que le pacte d'amitié gréco-yougoslave, qui devait couronner les accords de Genève, n'a pas pu être signé avec eux-ci. Elle s'efforce d'y voir la preuve que des difficultés ont surgi entre les deux parties. Ces difficultés consisteraient en le désir de Belgrade d'obtenir d'Athènes quelques paroles bien nuancées — ainsi que le dit la *Stampa* de Turin —

à émuquer la pointe que les Serbes croient voir dans le traité d'amitié italo-grec, d'après les vœux du Quai d'Orsay. Le journal italien ajoute que le gouvernement d'Athènes, voulant se limiter à des rapports de simple bon voisinage avec la Yougoslavie, n'est pas disposé à adhérer aux désirs de Belgrade.

Au fond de ces remarques doit-on percevoir le regret de l'Italie fasciste de n'avoir pas renouvelé le traité italo-yougoslave de 1924, venu à expiration le 27 janvier dernier? Ce traité n'avait gêné nullement l'Italie dans sa politique adriatico-balkanique. Au cours de ce traité, l'Italie fasciste a conquis et colonisé l'Albanie; elle a fait sacrer Ahmed Zogou; elle s'est liée avec la Bulgarie et les agents de l'organisation fasciste macédonienne. Elle s'est rapprochée de la Hongrie poursuivant, d'accord avec le magnat de la presse anglaise, Rothermere, la révision des traités de Trianon. Vis-à-vis de l'alliance franco-yougoslave, auquel est venu s'ajouter le nouveau traité de commerce signé ces jours derniers au Quai d'Orsay, est-ce qu'il ne faisait pas beau de voir un inoffensif traité d'amitié italo-yougoslave qui n'empêchant rien aux deux impérialismes rivaux, les couvrait des fleurs de la bienséance de la diplomatie? En vérité, pourquoi l'Italie n'a-t-elle pas voulu d'un pacte d'amitié avec la Yougoslavie? Avec le cynisme qui caractérise le régime fasciste, le *Giornale d'Italia* expliquait naguère les mobiles de Mussolini: «La Yougoslavie, écrivait ce journal, avait demandé officiellement le renouvellement du pacte au gouvernement italien, mais celui-ci, se basant sur des données précises, agissant avec une pleine franchise, n'a pas cru opportun d'accepter la demande de la Yougoslavie précisément au lendemain du profond bouleversement de l'Etat serbo-croato-slovène, provoqué par la dictature militaire qui a supprimé la Constitution, le Parlement et les associations et enlevé à l'opinion publique toute possibilité de s'exprimer». N'écarquillez pas les yeux, c'est bien l'organe du «duce» qui exprime sa virtuose indignation contre la dictature militaire «qui a supprimé la Constitution, le Parlement et les associations et enlevé à l'opinion publique toute possibilité de s'exprimer», et qui nous dit l'imprudence qu'il y aurait à conclure un traité avec un pareil Etat! Le *Messaggero* de Rome, plus avisé, se contentait d'observer que «tout comme l'existence du traité n'avait pas empêché des périodes de tension aiguë entre Rome et Belgrade, le défaut d'un pacte ne modifiera pas une situation déjà grandement améliorée entre les deux pays». En outre, le journal romain, envisageant la possibilité que «demain un autre pacte analogue à celui qui venait d'expirer pourrait bien être signé», faisait cette remarque: «Le traité échu n'avait à son origine que le caractère d'une intention; celui de demain, par contre, sera une traduction en actes de ces intentions, et sa conclusion signifiera la liquidation de toutes les questions concernant les deux Etats». Enfin, le *Messaggero* s'élevait contre tous les pronostics «tendancieux» faits à l'étranger sur le conflit probable entre Rome et Belgrade.

On voit que le «duce» aime aussi à faire balancer sa presse entre le dédain et la flatterie. Mais la Yougoslavie ne montre aucune disposition à se laisser prendre au filet. En face de l'alliance italo-albanaise et italo-bulgare, elle serre ses relations balkaniques en vue d'échapper à l'embouteillage en Adriatique et de renforcer sa situation pour ce qui concerne la question toujours plus brûlante des Minorités. Sous ce dernier point, on ne saurait diminuer l'importance du traité gréco-yougoslave d'amitié et d'arbitrage, dont les négociations ont été reprises ces jours derniers avec tout porté à le croire, l'intention bien arrêtée d'arriver à une conclusion favorable, quelles que soient les intrigues de Rome.

Paolo Davila

Impressions d'un Congrès

Les lecteurs de la «Fédération Balkanique» savent déjà quelle importante démonstration fut le Congrès International Antifasciste, qui s'est tenu à Berlin. Ils sont renseignés également sur son activité. Ils savent que les faits apportés, rassemblés par les délégués ont précisé la notion du fascisme, prouvé la prolifération du fascisme dans un monde qui vit sous le signe du Capitalisme et de la guerre, prouvé surtout que le fascisme n'est pas un phénomène épisodique, mais qu'essentiel ou larvé, il est une réaction défensive, une réaction, devenue constitutionnelle, de la Bourgeoisie, quelles que soient les nuances démocratiques ou impérialistes de son tempérament ou de son âge.

Les nations où persiste un peu de démocratie, ou plus exactement quelque apparence démocratique, aident ou sollicitent les manifestations du fascisme en Pologne ou dans les pays balkaniques que leurs capitaux colonisent. Mais il n'en est pas du fascisme comme du colonialisme. La brutalité colonisatrice n'était guère qu'article d'exportation. Actuellement, les méthodes et les moeurs d'un fascisme à l'état subaigu pénètrent les grandes puissances européennes. Le fascisme a d'autres visages que celui de Mussolini.

Voici donc, non pas un compte rendu, mais quelques impressions en marge du Congrès.

Succession de langages, de mimiques, de gestes différents. Les orateurs des pays méridionaux jettent à l'auditoire, avec violence, l'idée, le fait. Les orateurs du Nord les montrent, les font circuler, ne semblent pas s'en délivrer complètement. Diversité ethnique. Mais cette diversité des personnes et des groupes rend, par contraste, plus évidente encore l'identité du fait partout dénoncé: le fait fasciste. Identité du crime. Mais telle est ici l'atmosphère qu'on n'est point tenté de rapporter cette identité à la nature éternelle de l'homme, mais à ses conditions d'époque. L'air qu'on respire ici, on ne le respirait pas, on ne pouvait pas le respirer avant la guerre, avant la révolution russe. Partout où des hommes se groupaient contre le désordre établi, ce n'était que chaleur reli-

gieuse encore. Chaleur de frottement: l'idéal abstrait se frottait à l'idéal sentimental. L'intellectuel apportait sa critique, une critique bien à lui, le prolétaire, on ne sait quoi, qui n'était peut-être qu'un cri. Il y avait un infranchissable abîme entre une doctrine qui s'anémiait dans les bibliothèques et la révolte confuse. On la promettait, cette doctrine, à la contemplation des foules, comme une sainte coiffée d'une auréole. Entre tel meeting d'avant la révolution russe et ce Congrès de Berlin, je perçois la même différence qu'entre les sortilèges d'une sorcière du Centre Africain et les gestes d'un chirurgien dans une salle d'opération.

Je n'ai pas le temps de préciser, de définir. Si bien qu'on pourrait croire à quelque jeu littéraire. Mais je sais bien que quelque chose ici est à exprimer, quelque chose qui, historiquement, est neuf. Et, pour être plus clair, je veux signaler une lointaine analogie: pour ses fins à lui, Barrès a passé sa vie à tenter de donner un visage humain à l'entité diplomatique et aux émotions conventionnelles qu'il appelait culture.

Un ancien député catholique italien, Miglioli, deux anciens Président du Conseil, Mgr Fan Noly et le comte Karoly, parlèrent au Congrès et au meeting du Cirque Busch. Ils dénoncèrent les crimes du fascisme en Italie, dans les pays balkaniques, en Hongrie. Parlementaire, homme d'Eglise, homme d'Etat, ils apportaient un double témoignage. Non seulement ils dénonçaient le crime, mais avouaient que la démocratie ne pouvait rien contre le crime, que démocratie et fascisme tendaient à se confondre.

Démocratie, libéralisme, droits de l'Homme, autant de morts. Je le savais. Mais, là il semblait que les cadavres fussent exposés.

La foule au Cirque Busch, les chœurs. Contre un bas flanc rouge et noir, là où sont d'ordinaire les hommes de la «haie», dans sa voiture orthopédique, un mutilé de la grande guerre.

Leon Werth

Après le Congrès antifasciste de Berlin

En clôturant le Congrès dont il avait pris l'heureuse initiative et dont il ne cessa d'être l'animateur, Henri Barbusse a très justement proclamé que le travail, en vue duquel nous avions été convoqués, ne faisait, à vrai dire, que commencer.

Fascisme... Antifascisme... Ce n'est pas en trois jours de débats que nous pouvions espérer résoudre ni même exposer tous les problèmes contenus en puissance dans ces deux mots. Ils ont une signification trop profonde, une portée trop étendue, pour ne pas déborder les limites d'un conflit momentané et purement politique.

La lutte contre le fascisme ne met pas seulement en présence deux politiques, ce qui ne serait, en définitive, que d'un intérêt assez mince. Elle n'oppose pas seulement deux doctrines, deux partis. Elle est la forme la plus récente du vieux combat entre deux classes. Elle est donc d'ordre social. Mais c'est aussi dans cette lutte que s'opposent, de la façon la plus apparente, la plus tangible, deux morales, deux formes de la pensée moderne. C'est ce qui lui confère sa grandeur et son caractère profondément humain.

Car l'heure est venue de choisir. Et ce serait n'avoir aucun sentiment des réalités que de s'imaginer qu'on peut rester au-dessus d'une telle mêlée, se désintéresser d'une lutte où est engagée notre destinée, je veux dire l'avenir de la civilisation.

L'enjeu de cette partie est constitué, d'une part, par des valeurs matérielles et spirituelles qui nous sont chères, d'autre part, par les moyens dont nous entendons disposer pour augmenter ces valeurs, pour en créer de nouvelles.

Le fascisme, c'est — Félicien Challaye l'a excellemment dit ici même — «la violence au service du privilège», c'est la défense désespérée de la bourgeoisie qui, après avoir, des siècles durant, joué dans l'histoire un rôle révolutionnaire, s'efforce d'oublier et de faire oublier comment elle entendit jadis remplir sa mission historique, s'efforce de garder pour elle seule les fruits de ses conquêtes et nie au prolétariat le droit de suivre son propre exemple.

Que cette défense de la bourgeoisie prenne, par sa cru-

auté même, tous les caractères de l'affolement, c'est ce que maintes déclarations apportées à la tribune du Congrès ont confirmé une fois de plus. On est en droit de voir dans cet affolement la preuve d'une évidente faiblesse, mais les moyens dont dispose la classe bourgeoise sont encore trop nombreux et trop puissants pour que l'on puisse considérer comme proches les conséquences de cette faiblesse. L'organisation systématique de la lutte antifasciste est une nécessité que le Congrès de Berlin ne s'est pas borné à proclamer. Il en a étudié les modalités et les possibilités; il a compris que la question du fascisme ne peut rester étrangère à aucune forme d'activité sociale ou politique; il a jugé indispensable que toutes les associations représentées au Congrès, (ou susceptibles d'accepter ses résolutions) qu'elles soient syndicales ou politiques, d'attaque, de défense ou de solidarité prolétarienne, d'étude ou de propagande, participent au travail commun, avec des moyens différenciés par leurs caractères particuliers.

La délégation française a particulièrement insisté sur les inconvénients que présenterait la fondation d'une nouvelle association qui, spécifiquement antifasciste, ne pourrait cependant mener son action que parallèlement aux groupements existants et ne ferait qu'augmenter le nombre des cartes dont le portefeuille du militant est déjà bourré.

C'est donc à l'idée d'un Bureau International d'étude et de direction que le Congrès s'est arrêté. Fixé à Berlin, cet office aura pour charge, d'une part, de centraliser une forte documentation, d'autre part de diffuser le matériel ainsi recueilli, parmi les organisations affiliées, de donner à celles-ci mots d'ordre et directives, créant ainsi un synchronisme nécessaire, apportant une utile méthode dans le travail systématiquement mené par chaque organisation sur le terrain qui lui est propre.

La création d'un organisme aussi nouveau est, à mon sens, le plus important résultat du Congrès Antifasciste de Berlin dont, par ailleurs, la valeur démonstrative fut considérable.

Francis Jourdain

Le Congrès Antifasciste

(Rapport spécial pour „La Fédération Balkanique“)

Le Premier Congrès Antifasciste International constitue pour les peuples opprimés des Balkans un événement historique, car il pose les bases pour une lutte organisée internationale de tous les éléments réellement démocrates et révolutionnaires, contre le fascisme qui se dresse toujours plus menaçant, surtout aux Balkans. Pour la première fois, nous voyons les organisations nationales balkaniques entrer en contact intime avec ces éléments de lutte du monde entier qui ont assumé la tâche d'atteindre des idéals sublimes: la liberté et la souveraineté de chaque peuple, la liberté de l'homme et du citoyen.

Nous regrettons que le cadre de notre journal ne nous permette pas un rapport détaillé qu'exigerait l'importance des problèmes discutés au Congrès, la gravité et le niveau supérieur des débats.

Le Congrès fut ouvert le 9 mars, à la grande salle de la Maison Syndicale, par un discours solennel, éloquent et plein de feu du célèbre écrivain français Henri Barbusse, le lutteur éminent et intrépide pour la liberté des peuples, hautement estimé aux Balkans tout particulièrement.

Après le discours de Henri Barbusse et après avoir porté un hommage aux victimes du fascisme tombées dans le monde entier, le Présidium du Congrès fut élu comme suit:

Barbusse, Snock (secrétaire du Comité Antifasciste de Grande Bretagne), *H. Bittner* (membre de la fraction du Sejm polonais), *Michael Karolyi, Guido Migliolo, Münzenberg, Heckert, Stassowa* (Union Soviétique), *Jevréinoff* (Union Syndicale Panrusse), *Landova-Stychova* (députée tchécoslovaque), *Alfons Paquet* (écrivain, Allemagne), *Fan Noli, Martelli* (France, Unions Paysannes), *Folli* (Italie, Organisations de la Jeunesse).

Aux applaudissements frénétiques du Congrès, les victimes suivantes de la terreur fasciste furent élues membres de la Présidence d'honneur:

Terracini et Gramsci (Italie), *Mathias Rakosi* (Hongrie), *Bujor, Stefanoff et Dobrogeanu-Gherea* (Roumanie), *Panoff, Kostoff, J. Mileff*, (Bulgarie), *André Marty, Caretti* (France), *Rudolf Margies* (Allemagne), *Hofmaier* (Suisse, vient d'être condamné à 15 ans et 9 mois de travaux forcés dans l'Italie de Mussolini), *de la Pologne, de la Yougoslavie (Pijade, condamné à 12 ans de travaux forcés, et Kerochévitch, à 20 ans)*.

Les permissions d'entrée en Allemagne ont été refusés à 4 délégués de différents syndicats ouvriers de Moscou et à un délégué belge.

Avant le commencement des débats, *W. Pick*, le président du Secours Rouge allemand, transmet à l'Assemblée les saluts du prolétariat révolutionnaire de Berlin.

Le premier point de l'ordre du jour: fascisme, impérialisme et danger de guerre, est exposé par *Henri Barbusse*. Il souligne le caractère capitaliste du fascisme et la nécessité de le saisir dans sa signification historique pour le combattre en conséquence.

»Nous sommes venus ici de tous les points de l'univers, dit Henri Barbusse, comme des juges pour dresser un réquisitoire vivant.

»Contre une des forces triomphantes de cette époque: contre le fascisme.

»Qu'est-ce que c'est que le fascisme?

»Répétons une fois de plus cette évidence: Ce fléau n'est pas un phénomène résultant de la grandeur ou de la puissance individuelle de quelqu'un. Il n'est pas tombé du génie d'un ou plusieurs aventuriers ou condottieri. Ces gens n'ont pas de génie. Le fascisme est la conséquence d'un état de choses qui dépasse singulièrement les faits et gestes de quelques personnalités.

»Le fascisme international, c'est-à-dire tous les fascismes, ne se sont développés qu'avec la complaisance ou la complicité des gouvernements constitués. Leur objectif est de devenir eux-mêmes une force d'Etat. Dans quelques pays, ils y ont réussi intégralement. Ailleurs, ils sont tolérés ou aidés par les autorités publiques, et ces organismes parasites prennent pied et s'installent, et doublent le pouvoir légal en attendant qu'ils l'usurpent. Du moment que le cadre existe, tout l'appareil sort de terre avec des formes de parti, de ligue, ou de société secrète.

»Donc, qu'on donne un large sens au mot de fascisme. Qu'on ne dise pas par exemple: »Dans tel pays, comme en Espagne, ce n'est pas le fascisme, c'est la dictature militaire«. Ces distinctions sont insignifiantes. En réalité, ce sont les

mêmes buts et les mêmes moyens. Tous ces systèmes ne diffèrent que par les prétextes et les masques.

»Et partout sévit la persécution atroce. Les assassinats: l'assassinat pur et simple, et l'assassinat après un simulacre de jugement, les emprisonnements, les déportations, les tortures se multiplient. Le droit d'asile n'existe plus guère, non plus qu'aucune des libertés civiques comme la liberté de penser et d'écrire. Le fascisme international est arrivé à assomiler, dans le domaine de la législation intérieure et extérieure, l'opposition qu'on lui fait, aux crimes de droit commun. Destruction des organisations et des libertés ouvrières. Ignoble maquillage de ces libertés et de ces organisations sous l'estampille du fascisme. Surexploitation du travail. Immense et grandissante vague de tuerie et de barbarie.

»Ce bilan sera fait ici. C'est un des buts du Congrès. L'encyclopédie sanglante sera rassemblée par des hommes dont plusieurs sont déjà touchés et marqués par la griffe du monstre. Cette page d'histoire sera écrite tout entière en chair et en sang. D'ici va sortir un grand cri de souffrance et un grand cri d'appel.

»Nous ne sommes pas des gens qui se contenteront d'apporter à une pareille tribune, ou plutôt à un pareil tribunal, des lamentations qui ne seraient que des lamentations. Notre but — le second but de ce Congrès — est de soulever les hommes avec la vérité, et de les faire marcher.

»Quels hommes? Les honnêtes gens. Mais ce n'est pas assez dire. Sans doute, il y a de belles consciences, des esprits libres, de nobles lutteurs, qui, de tout leur cœur et de toute leur raison, ont jugé infâme, dégradante et funeste, la débauche fasciste. Mais, plus encore, il faut que monte ici la voix des foules, c'est-à-dire des masses ouvrières, des organisations ouvrières.

»Il ne faut pas oublier que si quelque chose peut être fait effectivement contre le fascisme, ce seront les multitudes organisées qui l'imposeront. Ce seront elles qui imposeront l'abolition des lois d'exception, et l'amnistie, en attendant mieux. En agissant ainsi, elles ne feront que réaliser leurs aspirations profondes et parcourir une des étapes de leur innombrable libération — et c'est au bout de cette voie qu'est l'abolition violente du Fascisme!«

A la fin de son discours accueilli par des applaudissements frénétiques, *Henri Barbusse* envoya le salut du Congrès à l'Union Soviétique, la patrie de tous les travailleurs, le pays où il n'y a point de place pour le fascisme.

Manfred Georg, l'éditeur démocrate du »Tempo« de Berlin, démontre que »le danger fasciste est devenu aigu en Allemagne aussi et qu'il n'est plus rien resté dans ce pays des acquisitions de la révolution de 1918.«

Middleton (Grande Bretagne), le leader de la colonne des sans-travail qui s'est rendue à Londres, relève les forts courants fascistes en Angleterre, »cette forteresse de la démocratie, mais souligne en même temps l'impression colossale produite par l'accueil des sans-travail à Londres, accueil qui prouve que les masses ouvrières anglaises sont prêtes à la lutte contre l'impérialisme anglais et ses visées fascistes.

Michael Karolyi, stigmatise le fascisme hongrois comme le représentant des exploités et gros-proprétaires, l'acolyte du fascisme italien, l'avant-garde dans la guerre future. Le fascisme hongrois veut écarter l'injustice du traité de Trianon par une nouvelle boucherie de peuples au service du fascisme. Karolyi invite à la lutte contre le fascisme, et, comme première étape, à l'édification du socialisme en Europe.

L'ouvrier *Nazarévitch* et l'ouvrière-mineure *Kladenska*, de la République Tchécoslovaque, prononcent un réquisitoire contre la République »nationale« Tchécoslovaque qui dirige des expéditions punitives en Carpatho-Russie, et fait assaillir et féroce ment battre les habitants de cette contrée.

Dr. Welts, membre du Parlement suisse, s'élève contre la Société des Nations qui, de la Suisse jadis libre, a fait le centre de la réaction mondiale et y forge les armes contre l'Etat ouvrier et paysan de l'Union Soviétique. Le gouvernement suisse tolère les agissements des fascistes italiens, la création d'organisations et syndicats fascistes italiens ainsi que tout un réseau d'espionnage. Sur le désir exprimé par les fascistes italiens, il défendit la manifestation antifasciste. Dr. Welts condamne la social-démocratie suisse qui ne veut pas entreprendre la lutte contre le fascisme et souligne que les partis communistes sont les seuls qui combattent le fascisme.

Fritz Heckert, comme représentant du prolétariat révolutionnaire allemand, dénonce l'attitude passive de la social-démocratie allemande et désigne sa non-participation au Con-

grès comme un appui évident du fascisme. L'orateur invite les larges masses à la lutte énergique contre le fascisme, lutte qui ne peut être couronnée de succès que si toute attitude opportuniste et conciliante à l'égard du fascisme en est décidément écartée.

II. Séance (après-midi du 9 mars).

Le premier orateur, *Guido Miglioli*, fit en termes véhéments un historique du fascisme en Italie. La première période, dit Miglioli, est celle d'une terreur sanglante non légalisée mais tolérée par le gouvernement. Dans la deuxième période, le fascisme, déjà légalisé, détruit toutes les institutions parlementaires. Dans la troisième période, après l'attentat simulé contre Mussolini, le fascisme soumet le peuple italien à une torture psychique et physique inconnue dans l'histoire: les bastonnades, les meurtres et les procès contre les adversaires politiques sont à l'ordre du jour. Mais les existences, anéanties par milliers, des pionniers de la nouvelle société n'auront pas été anéanties pour rien.

Henri Bittner (Pologne), membre du Sejm, élève une énergique accusation contre la dictature de Pilsudski sur les nations opprimées qui représentent les 40% de la population en Pologne. Il décrit en termes émûs les persécutions de la part des autorités, le baillonnement de la presse d'opposition, la fermeture des écoles, l'oppression des pauvres masses paysannes, les bastonnades, les condamnations à des centaines d'années de prison, surtout en Ukraine Occidentale et en Russie Blanche. Le fascisme polonais, sachant fort bien que les minorités nationales constituent la réserve principale de la lutte révolutionnaire de libération en Pologne, veut étouffer dans leur embryon même tous les mouvements nationaux de ces peuples.

Ledebour, l'un des plus anciens vétérans du socialisme allemand, s'élève violemment contre les réformistes allemands et les intitulés des acolytes du fascisme. »En Allemagne, dit-il, se dresse le danger fasciste. Nous devons tirer de la défaite des socialistes italiens cette leçon importante que le fascisme ne peut être renversé que par la lutte armée.«

Au nom des peuples opprimés des Balkans, *Fan Noli*, frénétiquement applaudi par le Congrès, monte à la tribune. Il donne une caractéristique du fascisme balkanique et dit: Le fascisme aux Balkans, qui emploie pour son appareil de violence les 40 à 50% des revenus étatiques, est favorisé et encouragé par les puissances impérialistes, en premier lieu par la Grande Bretagne. Puis, il parle des gouvernements de terreur qui sévissent aux Balkans: Liaptcheff en Bulgarie, Maniu en Roumanie, Ahmed Zogou en Albanie, le général Jivkovitch en Yougoslavie, Vénizélos en Grèce. Partout, les méthodes sanglantes de la dictature militaire, derrière laquelle se tient la grosse bourgeoisie; partout, des machinations préparant une nouvelle guerre.

Aux pays balkaniques, plus de la moitié de la population se compose de minorités nationales qui sont opprimées: des Allemands, Hongrois, Croates, Slovènes, Bosniaques, Monténégrins, Albanais, Macédoniens, Bessarabiens, Ukrainiens, Dobroudjanais, Thraciens, Juifs, etc. En Yougoslavie, les Serbes ne forment qu'un tiers de la population. L'histoire des Etats balkaniques est une histoire des violences, des meurtres, de l'extermination des travailleurs et des minorités nationales, pour lesquelles il n'existe ni liberté d'organisation ou de presse, ni écoles. Il y a des peuples opprimés qui sont littéralement exterminés, et l'orateur en cite d'exemples saisissants. Les masses chassées du pays ne trouvent point d'asile et périssent misérablement.

Il n'existe qu'une seule issue de cette situation insupportable maintenue à l'aide de la Société des Nations et du réformisme: l'Union des Républiques Ouvrières et Paysannes des Balkans. Voilà ce qu'il nous faudra conquérir. (Applaudissements frénétiques et prolongés.)

Stoyanoff (Bulgarie), cite des précisions effrayantes sur les victimes de la terreur fasciste en Bulgarie: 20.000 ouvriers et paysans de massacrés, 1200 d'enterrés vivants dans les grottes bulgares, 2000 émigrés politiques... Il espère que le Congrès réunira en un front révolutionnaire de lutte tous les combattants contre le fascisme.

Jean (Lithuanie) esquisse un tableau de la sanglante terreur fasciste en 1926, lorsqu'un grand nombre de mouvements ouvriers révolutionnaires furent réprimés.

Blache, secrétaire du Secours Rouge français, présente des données sur la croissance du fascisme en France, qui s'exprime surtout par les persécutions toujours plus violentes de la classe ouvrière en France et par les nombreuses condamnations des leaders de ce mouvement.

Folli, membre de l'Union de la Jeunesse Communiste italienne, relève la participation active et pleine d'abnégation de la jeunesse communiste italienne à la lutte contre le fascisme.

Petrescanu (Bessarabien, membre de la délégation rou-

maine) déclare la terreur fasciste roumaine en Bessarabie, qui y dévaste des contrées entières. Rien qu'en une seule nuit, 2000 ouvriers furent massacrés à Tatarbunar. L'état de siège sévit en Bessarabie depuis déjà onze ans.

II. Point de l'Ordre du Jour: La situation des ouvriers, des paysans et des intellectuels dans les pays fascistes. La situation des syndicats.

Le rapporteur, le professeur *Genari*, vivement acclamé, présente un tableau vivant et fidèle de la situation des masses ouvrières en Italie. Sur la base de données statistiques, *Genari* arrive au résultat que la situation des ouvriers en Italie peut être fort bien comparée à celle des plus misérables coolis chinois. Un ouvrier italien gagne en moyenne 2,19 lires par jour, et ce salaire baisse tous les ans. Presque les 80% des recettes étatiques sont affectées à l'entretien de l'armée, de la police et des organisations fascistes... Les libres syndicats opprimés par le fascisme continuent à travailler illégalement et constituent le seul refuge des masses de la ville et du village. La lutte pour la liberté des syndicats est donc aussi une lutte contre le fascisme. La chute du fascisme est inévitable, car il n'a pas su se créer une large base sociale et gagner les masses, car il est dirigé contre elles surtout. L'affranchissement du joug fasciste sera obtenu par la lutte des larges masses, avec les ouvriers italiens en tête.

La Séance de Clôture du 10 mars.

Markoff (Etats-Unis d'Amérique) transmet au Congrès les saluts du Comité Américain Antifasciste et relève l'activité que ce Comité déploie en Amérique, la propagande antifasciste, les conférences organisées, etc.

Le délégué autrichien *Hermann*, membre du parti social-démocrate autrichien, souligne le danger fasciste toujours croissant à la suite de la croissance des organisations fascistes, et exprime son mécontentement de l'attitude du parti socialiste.

Romagnoli, qui venait d'arriver directement de l'Italie, fut frénétiquement salué par le Congrès. Il releva, que les ouvriers italiens souffrent systématiquement de la faim. »Ce n'est que par le soulèvement armé des ouvriers, paysans et soldats que le fascisme peut être renversé« s'écria-t-il à la fin de son discours.

Kalaidjiev, ancien délégué du parti ouvrier bulgare, proclame que le fascisme bulgare, appuyé sur les puissances impérialistes occidentales, a précipité les ouvriers de Bulgarie dans la misère la plus noire. Il leur a ravi tous les droits et a réduit les paysans à la mendicité. Malgré ces pressions, il n'a cependant pas été à même de constituer des syndicats fascistes.

Nicoletti (Italie), l'organisateur des paysans et des ouvriers agricoles d'Italie, dépeint la misérable situation des paysans sous la dictature effrénée des gros-propriétaires.

Il fut ensuite donné lecture des nombreuses dépêches et lettres de sympathie adressées au Congrès, dont une de l'ancien député italien et président du parti républicain *Mario Bergamo*, qui »condamne sévèrement tous ceux qui se tiennent à l'écart et ne participent pas activement à la lutte contre le fascisme«. Puis, des dépêches et lettres du Secours Rouge International au nom de ses onze millions de membres, des survivants de la Commune de Paris, de la gauche du parti social-démocrate polonais aux délégués duquel les visas d'entrée ont été refusés, etc.

Wojtyński, le député du parti paysan de Pologne, *Gordin* (Espagne), *Volkau* (Hollande) transmirent au Congrès les saluts des masses laborieuses de leurs pays respectifs.

Hornik, au nom de l'Union des Combattants Rouges de l'Allemagne, promit solennellement que les Combattants Rouges mettront en exécution les décisions du Congrès.

Le professeur *Nejedly* (Tchécoslovaquie) stigmatisa les intellectuels qui se placent aux côtés du fascisme, et adressa un appel pour la lutte contre ces intellectuels menteurs.

Le Congrès prit ensuite connaissance des rapports de huit commissions et vota la résolution que nous publierons ultérieurement. Le rapporteur de la commission des minorités nationales était *Fan Noli*; nous en publions ci-bas la résolution.

Le Congrès récida la création d'un Bureau International Antifasciste, ayant son siège à Berlin. Le Bureau commença ses travaux le 1er avril déjà.

Dimanche, 10 mars, fut tenu dans les salles géantes du Cirque Busch un meeting de masse du Berlin révolutionnaire. Y assistaient tous les délégués du Congrès et les représentants de toutes les organisations révolutionnaires de Berlin. Au nom du parti communiste d'Allemagne, *W. Pick* salua le Congrès. Des discours furent ensuite prononcés par *Barbusse*, *Landova-Stychova* (Tchécoslovaquie), *Karolyi*, *Fan Noli* (au nom des peuples opprimés les Balkans) qui fut frénétiquement applaudi, *Witkowski* (Pologne), *Dorel* (France) et *Miglioli*. Le dernier discours fut prononcé par *Münzenberg*, et le meeting se termina au chant de l'Internationale.

Une déclaration des organisations national-révolutionnaires balkaniques

Les organisations national-révolutionnaires balkaniques ont présenté au Congrès International Antifasciste la Déclaration suivante :

Le fascisme, détenant le pouvoir dans tous les pays balkaniques, est particulièrement féroce à l'égard des peuples nationalement opprimés qui se composent de millions d'êtres humains, peuples restés, après la guerre mondiale, sous un joug étranger. Après cette guerre, qui fut déclarée dans les Balkans sous le drapeau de la «libération nationale» — deux millions et demi de Macédoniens, un million d'Albanais, un million de Dobroudjanais, 5 millions de Hongrois, 3½ millions de Croates, des millions de Bulgares, Monténégrins, Bosniaques, Slovènes, Turcs, Russes, Grecs, Allemands, Juifs, Ukrainiens, etc. — plus de 20 nationalités comptant 21 millions de personnes sur un total de 41 millions d'habitants dans les Balkans continuent à être privées de leur liberté nationale. De nouveau dépecées et encadrées de force dans les Etats étrangers, ces nationalités ont été déclarées «minorités» et soumises à un joug plus insupportable encore qu'auparavant. Elles subissent un régime d'état de siège, de bastonnade, de cours martiales, de poursuites cruelles, d'arrestations, et sont totalement privées de toute activité nationale. A l'aide d'organisations terroristes créées par le régime fasciste spécialement contre ces nationalités opprimées: «S. R. N. A. O.», «Narodna-Odbrana», «Oudroujénie», «Actiunea Romaneasca», «Mobilă», «O. R. I. M.», «O. R. I. D.», «Rodna Sahtita», «Koubrat», «Poing Grec», etc., etc., on organise périodiquement des pogromes, des assassinats en masse, des carnages inconnus même au temps de l'Inquisition. C'est par l'assassinat des militants les plus en vue, par l'emprisonnement et l'émigration forcée de la partie la plus consciente de ces populations, que les oppresseurs balkaniques croient être à même de pouvoir briser la conscience nationale et l'esprit combattif des peuples balkaniques opprimés, de dénationaliser et de coloniser les régions annexées par eux.

La dénationalisation et la colonisation, pratiquées par le fascisme, attisent les sentiments chauvinistes et les aspirations de nouvelles annexions et de revanche. Elles aiguissent les conflits entre les pays balkaniques et excitent les appétits pour de nouvelles guerres entre les pays balkaniques et les pays voisins.

Les grandes puissances impérialistes appuient de toutes leurs forces le fascisme et la terreur contre les peuples balkaniques opprimés. L'Italie, l'inspiratrice du fascisme dans les

Balkans, avec ses aspirations de conquêtes dans ces pays, s'appuie exclusivement, dans sa politique balkanique, sur les organisations fascistes. Elles les soutient ouvertement, moralement et matériellement. D'autre part, l'impérialisme anglo-français favorise et encourage par tous les moyens les gouvernements réactionnaires balkaniques, obtient comme récompense des avantages économiques et financiers, et prépare le bloc des gouvernements fascistes balkaniques pour la guerre contre l'Union Soviétique et contre les populations des colonies qui se réveillent.

Mais malgré le fascisme et la terreur, les peuples balkaniques opprimés ne se laisseront pas anéantir nationalement. Ils ne se laisseront pas entraîner dans une guerre étrangère à leurs propres intérêts. Combattant résolument l'oppression, ils voient leur libération uniquement dans la lutte contre le fascisme, et la réaction balkanique.

Dans cette lutte âpre pour leur libération, les peuples balkaniques opprimés et les organisations qui les représentent, l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne Unifiée (ORIM unifiée), le Comité Albanais de l'Emancipation Nationale, le Comité de Cossovo, l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (ORD), le Comité Révolutionnaire de la Thrace Occidentale, comptent sur l'aide des paysans, des ouvriers et de toutes les forces progressives en lutte contre le fascisme, pour la liberté et pour les droits politiques et civiques. Ils font appel à leur aide morale pour mettre fin au régime barbare dans les Balkans, pour démasquer les gouvernements fascistes et impérialistes dans ces pays et pour rendre impossible la nouvelle guerre impérialiste qui se prépare. Ce n'est qu'en secouant le joug dont ils sont victimes, que les peuples balkaniques auront la possibilité de disposer librement de leur propre sort. Libérés et fédérés dans une Union Fraternelle, ils seront à même de réduire à néant les aspirations impérialistes, d'écartier les dangers de guerre et de préparer les conditions nécessaires qui leur garantiront une paix stable, un progrès économique et culturel.

Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée (ORIM unifiée)

Comité Albanais de l'Emancipation Nationale

Comité de Cossovo

Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise (ORD)

Comité Révolutionnaire de la Thrace Occidentale.

Résolution du Congrès International Antifasciste Le fascisme et l'oppression nationale

Le fascisme, né d'abord en Italie contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat et des pauvres paysans, a bien vite pénétré dans tous les pays capitalistes et a déjà installé sa domination de terreur dans toute une série de ces pays. Partout où il s'est emparé du pouvoir, il s'est rapidement délarvé comme un système particulièrement violent et corrompu d'oppression du peuple travailleur en entier, au service exclusif de la grosse bourgeoisie et de la grosse propriété terrienne. Partout, il annihile toute liberté politique des masses travailleuses, réprime toute possibilité de libre organisation et étouffe par la violence tout phénomène de la lutte économique et politique des masses laborieuses du peuple à la ville et à la campagne contre leurs exploités, à la merci desquels il veut les livrer.

Dans les régions à minorités nationales sévit la terreur de la couche grand capitaliste de la nation dominante contre les couches laborieuses des minorités nationales, ce sous de nombreux rapports bien plus féroce que dans les autres régions de ces pays fascistes. Car c'est l'oppression nationale appliquée par les méthodes les plus raffinées qui vient s'y ajouter à la jugulation politique et économique des travailleurs. C'est une oppression nationale qui vise à la dénationalisation et à l'annihilation par la violence de ces minorités nationales et qui emploie à cet effet tous les moyens: de la destruction de la culture nationale de ces minorités jusqu'à la ruine économique systématique de leurs couches laborieuses. Les travailleurs allemands du Tyrol du sud et slaves de la côte de l'Adria-

tique gémissant sous le joug de Mussolini, les travailleurs blanc-russiens et ukrainiens de la Pologne de Pilsudski, les paysans bessarabiens et dobroudjanais et les masses laborieuses des autres nations «libérées» par les boyards, les Macédoniens saignant sous les fascismes serbe, bulgare et grec, les ouvriers et paysans catalans baillonnés par Primo de Rivera, les Croates, les Albanais, les Thraciens, les Ukrainiens des Carpathes, etc. etc., tous ces travailleurs dont le nombre atteint des dizaines de millions, sont doublement et triplement jugulés et pillés. Ils le sont par les potentats fascistes de la nation dominante à l'instar de tous les autres travailleurs dans les pays en question; ils le sont par les mesures spéciales qui tendent à les dénationaliser; ils le sont par les couches capitalistes et gros paysannes de leur propre nation, qui sont corrompues par tous les moyens par les potentats fascistes, pour que, par leur fascitisation, les organisations de masse national-révolutionnaires soient scindées et désorganisées. Les organisations des masses travailleuses des minorités nationales sont persécutées par tous les moyens imaginables (la Hromada en Pologne, le Parti Républicain Croate en Yougoslavie, les organisations des travailleurs slovènes en Italie); les méthodes les plus barbares et les plus féroces de destruction sont appliquées contre des organisations d'autres nations opprimées (l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée, le Comité Révolutionnaire de Cossovo, l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise, etc., etc.).

L'oppression nationale et la fascitisation des couches

capitalistes et gros paysannes des minorités nationales elles-mêmes jouent un rôle très-important dans les préparatifs impérialistes de guerre. D'une part, elles servent à aplanir la voie à des aventures impérialistes guerrières — dans les pays limitrophes de l'Union Soviétique et particulièrement dans les pays balkaniques, à la guerre contre l'Union Soviétique. D'autre part, les grands et petits impérialistes luttent sans cesse entre eux-mêmes pour leurs minorités se trouvant dans les autres pays impérialistes et fascistes, qu'ils excitent et soutiennent au moyen d'organisations fascistes-irréductibles. C'est tout particulièrement dans les Balkans que ces luttes et ces organisations aiguissent le danger de guerre.

Le Congrès Antifasciste International attire l'attention des ouvriers, des paysans et des intellectuels progressifs du monde entier sur la situation épouvantable des couches laborieuses des nations opprimées par le fascisme, et les invite à accourir, éperonnées par la nécessité urgente, au secours de ces nations opprimées, à mener la lutte contre le fascisme avec d'autant plus d'énergie et de décision.

En pleine solidarité avec les masses laborieuses des nations opprimées par le fascisme, le Congrès s'adresse à elles et les invite à lutter en front uni révolutionnaire, côte à côte avec les ouvriers et paysans révolutionnaires, pour leur libération économique, politique et nationale, contre le fascisme et la bourgeoisie impérialiste dont la domination signifie une guerre sans trêve contre les larges masses à l'intérieur des pays capitalistes et le danger de guerre toujours croissant entre les peuples. Les peuples opprimés et les minorités nationales n'ont rien à attendre de la Société des Nations et d'autres institutions similaires, qui ne sont que des institutions de la bourgeoisie impérialiste. Leur libération ne peut être conquise que par la lutte révolutionnaire commune de tous les peuples et classes opprimés, contre le fascisme et la réaction internationale des impérialistes.

A bas le fascisme!

A bas l'oppression nationale!

Droit d'autodétermination plein et entier pour toutes les nations, jusqu'au détachement!

Salut à toutes les victimes du fascisme, à ses déportés et prisonniers, et à tous les peuples opprimés et privés de leurs droits!

Télégrammes lancés par le Congrès

Au Président du Conseil, M. Liapcheff,

Sofia

Au nom de 250 intellectuels éminents et délégués des organisations progressives et humanitaires de tous les pays d'Europe, réunis au Congrès Antifasciste à Berlin, nous élevons notre protestation énergique contre la terreur incessante de votre police et de vos agents, les fascistes macédoniens. Le monde civilisé est indigné des assassinats quotidiens en masse et des arbitraires perpétrés journellement par les bandes fascistes d'Ivan Mikhaïloff dans le département de Pétritch et ailleurs, en Bulgarie.

Nous insistons pour qu'on mette fin à ce féroce carnage perpétuel pratiqué en Macédoine par les autorités bulgares. Nous demandons droits et libertés pour tous les Macédoniens en Bulgarie.

Dans la lutte pour la liberté et l'indépendance, l'Europe progressive est aux côtés du peuple macédonien.

Au Président du Conseil, M. Vénizélos,

Athènes

Au nom de 250 intellectuels éminents et délégués des organisations progressives et humanitaires de tous les pays d'Europe, réunis au Congrès Antifasciste à Berlin, nous élevons notre protestation énergique contre les poursuites et la terreur incessante en Macédoine sous le joug grec. Vous assumez toute la responsabilité du fait que plusieurs centaines de milliers de Macédoniens d'origine bulgare, turque, albanaise, etc. ont été forcés par des moyens barbares de fuir leur patrie. Pillés et affamés, ces victimes de votre politique meurent dans les autres pays. Vous assumez encore la responsabilité de la situation malheureuse dans laquelle se trouvent les réfugiés grecs colonisés en Macédoine et de la politique d'oppression et de dénationalisation pratiquée sur la population macédonienne restée encore dans ses foyers.

Nous exigeons qu'on mette fin à cette politique inhumaine. Nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques, des déportés aux îles, et la possibilité pour les réfugiés de rentrer librement dans leurs pays.

Le peuple macédonien a le droit d'être libre et indépendant, et dans la lutte contre ses oppresseurs, il jouit de notre entière sympathie.

Berlin, le 9 mars 1929.

Pour le Présidium du Congrès:

Fan Noli

Henri Barbusse

Siegfried Jacobi

Michel Karoly

Willy Münzenberg

Au Président du Conseil, M. le Général Jivkowitz,
Belgrade

Au nom de 250 intellectuels éminents et délégués des organisations progressives et humanitaires de tous les pays d'Europe, réunis au Congrès Antifasciste à Berlin, nous élevons notre protestation énergique contre la dictature militaire qui sévit en Yougoslavie et plus particulièrement en Macédoine et au Cossovo. Nous sommes indignés des assassinats en masse, arrestations et bastonnades cruelles pratiquées sur des milliers de Macédoniens et d'Albanais innocents par les organes de votre gouvernement et de ceux et de vos précesseurs.

Nous insistons pour qu'on mette fin à cette terreur inouïe en Macédoine. Nous exigeons une amnistie générale et la libération sans retard des centaines de prisonniers politiques qui gémissent dans les prisons souterraines de Skopje, Bitolia, etc. Nous demandons que soient accordés au peuple macédonien et albanais tous les droits humains, nationaux, politiques et culturels.

Nous déclarons en même temps que la lutte héroïque et les innombrables martyrs du peuple macédonien, jouissent de la sympathie et de l'aide de tous les libres-penseurs et de toutes les organisations progressives d'Europe.

Dr. Vitcheff, Rédacteur en chef de la «Svobodna Dobroudja».

Au fondateur du mouvement libérateur dobroudjanais, aux militants pour la liberté et l'indépendance de la Dobroudja éprouvée, ainsi qu'à tous les réfugiés dobroudjanais, chassés par le fascisme roumain, le Congrès Antifasciste International envoie ses saluts, en leur tendant une main fraternelle pour la lutte commune contre le fascisme et l'oppression internationale dont sont victimes les milliers d'opprimés, pour le droit d'auto-détermination des peuples, pour une Dobroudja libre et indépendante dans le cadre de la Fédération Balkanique.

Le groupe populaire macédonien de Paris à Henri Barbusse

A Henri Barbusse, Président du Comité d'Initiative du Congrès International Antifasciste.

Depuis quelques années, le chauvinisme, l'expansionnisme, le militarisme exercent de nouveau leur dictature dans les pays capitalistes. Ebranlés dans leurs bases sociales, ces pays tendent tous leurs efforts pour développer et enraciner ces sentiments dans les masses populaires, comme contre-poids à leurs sentiments de fraternité, de concorde et d'humanité. L'expression des efforts de gouvernements capitalistes et de la classe dominante se traduit par le renforcement de l'oppression et de l'exploitation des masses laborieuses et des minorités nationales. Les minorités nationales, création des dernières guerres capitalistes et des traités de paix ignobles, souffrent de la domination étrangère et aspirent à leur libération et à leur indépendance.

L'oppression et l'exploitation renforcée de ces dernières années constituent le fascisme. Par le fascisme, les pays capitalistes veulent soit maintenir l'ordre établi par les traités de paix impérialistes, soit le combattre, mais leur but est toujours de maintenir l'ordre social établi contre la volonté des peuples et des masses opprimés. Le fascisme est l'ennemi du peuple, l'ennemi de la liberté, de l'humanité.

Un des pays les plus éprouvés et les plus martyrisés par le fascisme, c'est notre patrie, la Macédoine. Ecartelée par les traités de paix entre les trois Etats balkaniques aux gouvernements fascistes de Belgrade, Sofia et Athènes, la Macédoine et les Macédoniens sont soumis à l'oppression, à la dénationalisation, à l'extermination, à la terreur la plus cruelle que le monde ait jamais vue. La terreur gouvernementale est doublée par celle des organisations soi-disant «révolutionnaires». L'ORIM fasciste des Macédoniens Sofiotes, les *Oudroujenta*, les bandits du Poing Grec, rivalisent par leur cruauté et leur bestialité avec les gendarmes et les militaires officiels. Le peuple macédonien étouffe, meurt, cerné dans le feu intérieur et extérieur du fascisme balkanique. 2.000 révolutionnaires macédoniens, victimes des sicaires de l'ORIM fasciste et des revanchards bulgares, sont massacrés dans la

région de Pétritch, fief du bandit Ivan Mikhaïloff; 2.000 autres gisent dans les montagnes et les plaines de la Macédoine serbe; plus de 4.000 remplissent les prisons infectes de Skopie, Bitolia, Chtip, Resna, etc. Parmi ces derniers, on trouve l'élite du peuple macédonien, sa jeunesse estudiantine, ses médecins, ses avocats: ses intellectuels. Les Macédoniens de la zone grecque sont expatriés, de force. Triste et misérable est le sort des réfugiés »patronnés« par la S. D. N.

Les gouvernements balkaniques organisent la course aux armements pour nous »libérer«. Nous sommes le butin convoité; nos plaines, nos montagnes, nos ports sont le but des impérialistes balkaniques; nous sommes les victimes de la plus criante des injustices humaines. Nous sommes l'enjeu de la guerre qui frappe déjà à la porte de l'Europe et du monde entier.

Cependant, placée au centre des Balkans et peuplée par toutes les races et les religions balkaniques, la Macédoine est destinée à jouer le rôle d'union dans les Balkans. Son peuple, rompu à la lutte révolutionnaire pour la délivrance de la Macédoine du joug des sultans rouges, ne cédera jamais à la domination étrangère. Forts de leur endurance, de leur courage, de leur dévouement à la cause libératrice; aidés puissamment par les autres nationalités et les masses laborieuses opprimées des Balkans, les Macédoniens luttent et lutteront contre le fascisme et l'impérialisme balkanique, contre les guerres impérialistes, pour la liberté des peuples et nations balkaniques, pour la Fédération des Républiques Populaires Balkaniques.

Nous, les victimes du fascisme, et des guerres impérialistes, nous ne pouvons pas ne pas nous ranger au premier rang des militants antifascistes. Nous nous rallions à l'idée de notre grand ami Henri Barbusse qui, à maintes reprises, en sa qualité de président du Comité Central contre la Terreur Blanche dans les Balkans, a pris notre défense contre les violences des gouvernements et organisations fascistes balkaniques, qui a dénoncé les menées anti-macédoniennes et terroristes de l'ORIM fasciste, qui a protesté contre les excès et injustices que nous subissons, qui a élevé sa voix pour l'organisation d'une force internationale des peuples et classes opprimées contre le fascisme, contre les guerres impérialistes, contre l'oppression des minorités nationales.

Nous sommes convaincus que tous les amis de la liberté et de l'indépendance de la Macédoine, de la liberté et de l'indépendance des Balkans, et de la Fédération Balkanique, répondront à l'appel vibrant de Barbusse contre le fascisme.

Contre le fascisme et les guerres impérialistes, unissons nos forces national-révolutionnaires et social-révolutionnaires.

Pour le groupe populaire macédonien de Paris:

Nicoloff,	Macédonien bulgare,
Krstitch,	„ serbe,
Stratos,	„ grec,
Shpata,	„ albanais.

(Tous les télégrammes ci-contre adressés par le Congrès ont été signés: Pour le Présidium du Congrès: Henri Barbusse, Fan Noli, Michael Karoly, Willy Münzenberg, Siegfried Jacoby.)

La fascistisation complète de la Yougoslavie

Immédiatement après la guerre européenne, le fascisme grand-serbe s'est mis à appliquer sur une large échelle les méthodes fascistes dans les régions occupées de la Macédoine et du Cossovo. Jusque pendant la guerre européenne, ces deux provinces se trouvaient placées, sans Constitution aucune, sous le régime d'une administration militaire. Après la guerre, les méthodes fascistes redoublèrent de violence et furent étendues aussi à d'autres provinces conquises, particulièrement au Monténégro, à la Dalmatie, à la Voyvodine, à la Bosnie, à l'Herzégovine. La Croatie et la Slovénie aussi n'en furent point épargnées. La *Fédération Balkanique* a déjà relevé à maintes reprises les immenses sacrifices et victimes infligés au pays par les coups assésés par les méthodes fascistes du gouvernement grand-serbe au cours des dernières 15 années et dévoilé les tendances du régime vers la destruction des derniers vestiges de gouvernement parlementaire, vers la complète fascistisation du pays, vers une terreur effrénée avec pour but l'annihilation définitive de tout mouvement national.

Deux mois de dictature militaire et palatine en Yougoslavie ont confirmé toutes nos craintes. Les arrestations, meurtres, assassinats des éléments de gauche, la militarisation de l'administration dans tous les districts non-serbes, particulièrement en Macédoine et au Cossovo, sont caractéristiques pour la première période de la consolidation administrative de la dictature.

Précisément dans les deux derniers mois de son existence, la dictature a appliqué toutes les méthodes de l'administration fasciste italienne. La fascistisation de l'administration étatique — des autorités administratives supérieures et moyennes — est déjà achevée. Le pouvoir dictatorial se trouve entre les mains du président du conseil, chef des organisations militaires qui représentent en Yougoslavie les patrons armés du régime; tout comme les organisations fascistes le font en Italie. Toutes les autres autorités étatiques, les autorités des districts, et les juges, aussi, sont placés sous le commandement de ces organisations militaires.

Tandis que certains politiciens démocrates, avec de la naïveté ou de la fausseté, posent et discutent la question de la durée passagère de la dictature, cette dernière développe son système étatique fasciste sur le modèle italien. La fonction législative est passée du Parlement à cette Commission Législative que le premier-ministre s'est pris comme conseiller. Pour la politique économique et sociale, c'est le Conseil Economique, en formation aussi, qui conseillera le premier-ministre. Sa constitution définitive en est ajournée seulement pour que l'influence sur ces éléments sur lesquels s'appuie le régime et dont il protège les intérêts, l'influence du gros-capital, des banques, de la grosse-propriété soit plus affermie encore. Tout comme le fascisme le fait en Italie, la dictature militaire opprime en Yougoslavie toute la presse non-fasciste et non-sympathique au gouvernement. Après la loi de la Presse, après celle de la »Défense de l'Etat« interdisant toute critique ou même allusion défavorable pour une action accomplie ou méditée par le gouvernement, la dictature prépare une autre institution fasciste: la »presse centrale« du premier-ministre, qui sera seule compétente pour fournir des nouvelles de presse. Le projet de la fascistisation des syndicats ouvriers prévoit, tout comme en Italie, des syndicats d'Etat auxquels tous les ouvriers seront obligés d'adhérer. Le renforcement des dispositions de la loi de la »Défense de l'Ordre dans l'Etat« promulguée dernièrement, est dirigé contre les minorités nationales et contre les nations opprimées. D'après ces nouvelles stipulations, le »Tribunal d'Etat« punira sévèrement non seulement les aspirations et organisations révolutionnaires et subversives, mais aussi le fait de tout simplement formuler, par écrit ou verbalement, toute revendication de liberté, d'indépendance, d'autonomie, même de droits nationaux élémentaires. La loi punit l'expression d'une pensée sur l'Etat pouvant être interprétée comme une agitation en faveur d'une autre forme étatique en Yougoslavie; elle punit aussi le refus éventuel d'une fonction assignée par l'Etat à une personne.

La fascistisation de la dictature militaire en Yougoslavie signifie pour les peuples opprimés la tentative d'étouffer définitivement les mouvements nationaux, des luttes pour les libertés nationales, pour les droits nationaux; pour la Macédoine et le Cossovo, cependant, elle signifie la serbisation, par le feu et le sabre, de la population tout-entière. La dictature militaire, qui veut parfaire son régime inquisitorial grand-serbe de quinze années en exterminant les Macédoniens, les Bulgares, les Albanais, les Turcs et en transformant les autres peuples en des esclaves de la bourgeoisie grand-serbe, doit voir se dresser devant elle tous les opprimés, qui devront se réunir pour la lutte décisive contre la tyrannie de Belgrade, sans hésitation, sans recul. L'Appel, redonné aussi dans la *Fédération Balkanique*, des Organisations National-Révolutionnaires Balkaniques a montré que ces organisations ont bien saisi leur devoir historique. Il a relevé le moral des masses des nationalités opprimées et a montré le chemin dans lequel ces nationalités devront s'engager pour la lutte commune décisive.

N. Matijévitch

Après la stabilisation en Roumanie

Nous avons montré dans le numéro précédent de la *Fédération Balkanique* dans quelles conditions a été contracté par le gouvernement roumain l'emprunt étranger et quelle est la signification financière et politique de cet emprunt. Nous y avons montré que les conséquences ne peuvent en être qu'une situation pire encore pour les larges masses populaires travailleuses; sur leur dos, les couches capitalistes recueilleront des avantages, transformant l'emprunt en une grasse affaire. Mais voici que les »bons« effets de l'emprunt pour ces couches capitalistes se font attendre. La crise de numéraire sur le marché est tout aussi aiguë qu'auparavant. La cherté monte et le chômage, loin de baisser, augmente toujours. Le ministre des Finances, M. Popovici, a dû lui-même reconnaître tout cela au Parlement. Il a montré que, tandis que dans d'autres pays dans lesquels on a fait la stabilisation, les prix qui étaient au-dessous du

niveau mondial durent monter, chez nous les prix ayant avant la stabilisation déjà atteint et même dépassé ce niveau, auraient dû reculer jusqu'à ce niveau. Mais cet événement attendu, M. Popovici l'a reconnu, n'a pas eu lieu.

Mais non seulement les prix, le chômage non plus ne reculera pas. En effet, tout comme dans une despotie asiatique, le gouvernement roumain n'a pas tenu un compte exact des dettes (et moins encore des revenus) de l'Etat. De sorte que, tandis qu'à la conclusion de l'emprunt les dettes flottantes intérieures étaient évaluées à 4 milliards de leis, aujourd'hui, lorsque les crédateurs (les fabricants et commerçants qui ont fourni à l'Etat leurs fabrications et leurs marchandises) se présentent pour encaisser, on constate avec stupeur que le quantum de ces dettes flottantes est à peu près le double dudit montant. Si on y ajoute encore la dette «spéciale» à la Banque Nationale, qui doit être maintenant payée, de 4 milliards, on comprend pourquoi l'Etat malgré la «réussite» de la souscription de l'emprunt, ne peut normaliser ni le marché, ni la vie économique: il ne peut pas payer les fabricants, et ceux-ci réduisent l'activité de leurs entreprises, ce qui signifie en fin de compte du chômage pour les ouvriers — voilà une stabilisation qui renforce les maux au lieu de les amoindrir.

Déjà les cercles des industriels sonnent l'alerte: les résultats attendus de l'emprunt et de la stabilisation se font trop attendre. La nervosité de ces cercles croît chaque jour, et plus encore la nervosité du gouvernement. La nervosité de ce dernier a cependant d'autres raisons aussi. La famine, dont les proportions purent un temps être cachées, se dévoile dans toute son étendue macabre. Dans le but de «secourir» les régions affamées, qui comprennent la Bessarabie, la Moldavie, l'Olténie et une partie de la Transylvanie et de la Dobroudja, on avait contracté un piètre emprunt qui a été comme une goutte d'eau sur une pierre échauffée. Il faut beaucoup d'argent encore si on ne veut pas transformer des régions entières en de vastes cimetières et des provinces en des champs de révoltes étendues. Et d'où prendre cet argent, alors que le déficit de l'Etat a déjà tellement grossi! Ainsi, par exemple, rien que dans les mois de janvier-février de cette année, le nouveau déficit des chemins de fer est d'un milliard. Les «excès» dans les régions affamées augmentent vertigineusement, la paysannerie désespérée cherche une issue. On commence de nouveau à émigrer. Le gouvernement s'occupe lui aussi d'une «solution» analogue; il a entrepris des enquêtes pour savoir combien de paysans on pourrait «exporter» en France où l'agriculture manque de bras. Mais contre cette solution s'élèvent les libéraux et les industriels en général. Il est vrai, raisonnent-ils, que les paysans meurent aujourd'hui de faim, mais dans un certain laps de temps l'industrie, ravivée par l'afflux des capitaux étrangers, aura besoin de ces bras. Si les paysans émigrent aujourd'hui, il est certain qu'il ne retourneront plus dans l'enfer d'où ils se sont enfuis. Que fera alors l'industrie sans les bras nécessaires? En vue donc des intérêts de demain des fabricants, il faudra empêcher les paysans de courir au dehors vers un morceau de pain, et les faire crever aujourd'hui dans le pays comme des chiens, au milieu d'un hiver terrible.

D'ailleurs, on sait que le rassasié ne croit pas à l'affamé. Les industriels, et particulièrement les grosses banques ne se ressentent point de la crise. La crise existe seulement pour les petits: pour les ouvriers, pour les paysans, pour les marchands en détail, pour les artisans. La crise a été, en plus, un moyen bien-venu pour les grosses banques pour attirer sous leur dépendance les petites banques, l'industrie, le commerce et l'agriculture. En effet, les bilans de ces grandes banques montrent une situation particulièrement prospère au milieu d'un pays ravagé par la peste. Voici, par exemple, le bilan de la Banque Blank & Comp., de la grosse banque qui, ensemble avec la Banque de Roumanie (de Bratiano) et de la Banque Crissoveloni (de la Cour), commande la vie économique toute entière du pays. Avec un capital de 125 millions de leis, elle réalise un bénéfice net, pour l'année 1928, de 66 millions, c'est-à-dire de 52%. En plus, le bilan montre des fonds de réserve, prélevés de même sur les bénéfices annuels, de 283 millions de leis. Les autres grosses banques présentent le même aspect.

La crise n'a donc pas eu comme résultat la ruine pure et simple de l'économie du pays, mais la ruine du pays en faveur des gros requins, en faveur des grosses banques et des magnats de l'industrie. L'agriculture est une ruine, les couches moyennes sont paupérisées, le chômage pour les ouvriers s'étend, la paysannerie est affamée — mais les grosses banques prospèrent. Et la stabilisation, présentée comme une panacée qui porterait la guérison pour toutes ces couches exploitées et opprimées, n'est elle aussi qu'un instru-

ment dans les mains des grosses banques pour renforcer leur domination sur le dos des classes travailleuses. Le rôle du gouvernement national-tsaraniste se dévoile ainsi objectivement non pas comme un instrument contre l'exploitation des larges masses de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie des villes, mais comme un moyen destiné à sucer l'amer «médicament» capitaliste, à augmenter les possibilités de gain du capital national et étranger. Il y a un an, alors que se déroulait entre les libéraux et les nationaux-tsaranistes la lutte acharnée autour de la question du qui va faire la stabilisation, qui va présider au partage des avantages de la stabilisation, le journal *Adeverul*, le porte-parole des cercles démocrates bourgeois et petit-bourgeois de Roumanie, écrivait:

«Les nationaux-tsaranistes ont relevé le fait que par tout, la stabilisation a produit au commencement une période de grandes difficultés. Qu'advient-il si, dans la période de ces difficultés, la population voit à la tête du pays les hommes qu'elle a toujours repoussés? (C'est-à-dire les libéraux ou les averescans — I. M.)...» (*Adeverul* du 16 janvier 1928.)

Le rôle des nationaux-tsaranistes était donc, à ce moment déjà, un an avant leur avènement au gouvernement, bien établi: faciliter la réalisation de la stabilisation du régime en vigueur, à l'aide de leur propre popularité, à l'aide des illusions que les masses nourrissaient à leur égard. La stabilisation faite par les libéraux, pour lesquels les masses n'ont que de la haine et de la soif de vengeance, aurait pu provoquer des troubles dangereux. Ce danger devait être amoindri précisément par l'effectuation de la stabilisation sur le compte des masses du peuple à l'aide d'un gouvernement populaire national-tsaraniste.

Mais effectuée par les uns ou par les autres, la stabilisation portera les mêmes fruits. Et, en effet, la conséquence en est que le gouvernement national-tsaraniste se trouve maintenant devant une situation claire et simple: la tâche de réprimer, d'étouffer les mécontentements et la révolte des masses populaires. Des persécutions contre les ouvriers, des arrestations par centaines, des procès politiques et des confiscations de journaux; la répression des «rébellions» à la campagne à l'aide des moyens usuels, de la gendarmerie, etc. En plus, les nationaux-tsaranistes organisent des associations «libres» pour la «défense de la démocratie» contre «les ennemis de l'intérieur». En Bessarabie, on a fondé une association «pour la défense de la Bessarabie contre les courants bolchévistes», dans le reste du pays on vivifie les associations existantes d'officiers et de sous-officiers de réserve et d'anciens combattants, tout comme on organise des «gardes civiques» dans le même but. La «démocratie» nationale-tsaraniste se dirige sur les voies du fascisme. La campagne des libéraux réussit donc, la campagne qui est menée depuis des semaines et dont le but a été ainsi formulé par M. Duca, ancien ministre de l'Intérieur, dans la «Chronique Politique et Parlementaire»: «En deux mots, ce que nous demandons du gouvernement, c'est la continuation de la politique de tous les gouvernements des dernières années». Le gouvernement donne satisfaction à M. Franasavici, ancien sous-secrétaire à l'Intérieur dans le cabinet Bratiano, qui demandait récemment à la Chambre que «l'excès de légalité» cesse.

Mais la revendication des larges masses populaires des villes et des villages, de l'Ancien-Royaume et des provinces opprimées, la revendication qui est symbolisée par le Gouvernement Ouvrier et Paysan, sera réalisée par la lutte contre le gouvernement Maniu. La démocratie de ceux qui travaillent sera réalisée par la lutte contre le fascisme qui croît sous la croûte national-tsaraniste.

I. Matescu

La fin d'une illusion

Les années de misère noire et de terrible oppression, qui durent en Roumanie depuis la conclusion de la paix, ont été pleinement exploitées par l'actuel parti de gouvernement lorsqu'il se trouvait en opposition. Ce parti jouissait de toutes les possibilités légales de propagande, comme parti de la bourgeoisie des nouvelles provinces et des koulaks de l'ancien royaume, soutenu même par la finance internationale qui l'employait comme allié dans sa lutte contre les tendances exclusivistes des banques libérales. Et il a su gagner l'appui des couches ouvrières et paysannes par la démagogie et par des promesses. Mais une fois arrivé au pouvoir, non seulement il oublia toutes les promesses faites, mais il renforça plus encore la terreur blanche, en la transformant d'arbitraire — ainsi qu'il la nommait étant

dans l'opposition — en légale. Ce changement de décor fut cependant constaté bien vite par les masses productrices. La période gouvernementale national-tsaraniste a montré aux masses ouvrières, qu'un parti bourgeois-capitaliste ne travaillerait jamais à réaliser les aspirations populaires, et que toutes les promesses faites n'ont été qu'un perfide moyen pour écarter les masses de la voie révolutionnaire dans laquelle elles étaient décidées de s'engager pour pouvoir changer leur situation matérielle désespérée, un moyen pour les garder enchaînées au joug capitaliste. Mais la pratique national-tsaraniste a mis fin aux illusions démocratiques et a raffermi la croyance en la force des masses ouvrières et paysannes, en leurs organisations de classe, les seules qui puissent effectivement lutter et instaurer la vraie démocratie ouvrière et paysanne.

Pour montrer quelle est la situation matérielle des paysans roumains et surtout de ceux de la Bessarabie, il suffit de citer quelques passages d'une enquête faite par le publiciste roumain Al. Terziman, enquête qui a été publiée dans le quotidien «Dimineata» du 10 mars 1929.

«J'étais à Nimoreni, le village bessarabien dont les habitants, forcés par le froid terrible, ont coupé des arbres dans la forêt voisine avant d'en obtenir l'autorisation — délit pour lequel ils sont traduits maintenant devant la justice.

«De loin, le village présente un panorama ravissant... mais dès l'entrée, l'impression change aussitôt. Une atmosphère de tristesse et de pauvreté nous accable. La paupérisation du paysan bessarabien, dont on parle tant, n'est pas un conte. La pauvreté s'est installée aussi dans les maisons de la campagne. Les villages bessarabiens deviennent de plus en plus pauvres. Le village de Nimoreni en est la preuve éclatante, l'échantillon authentique. Les paysans n'y possèdent même pas les moyens de subsistance les plus élémentaires. Il y a des cas où les paysans meurent littéralement de faim.

«Cet hiver, avec son froid polaire, a détruit tout. Mon attention vient d'être attirée par plusieurs maisons en débris. Je demande aux paysans des éclaircissements. Ils me répondent que les propriétaires de ces maisons, pour ne pas mourir de froid et pour pouvoir bouillir quelque chose pour leurs enfants, ont tout brûlé, même des parties de leurs maisons. Et à quelques pas de là s'étendent les forêts les plus denses que j'ai jamais vues.»

Au Moyen-Age, la misère et l'oppression des paysans n'étaient pas plus grandes.

M. Terziman continue plus loin: «J'ai vu des paysans les pieds et les mains gelés. Voici quelques-uns, cités par leurs noms: N. Ermurache, Petre Pana, L. Puiu, V. Cantargiu, C. Moisei, T. Frăunea, V. Frinea, etc., etc. Quelques paysans du village de Malcoei, épuisés par la faim et par le froid, ont été trouvés morts dans leurs maisons. Le paysan V. Boba, âgé de 47 ans, a été trouvé mort sur le foyer dans lequel rien n'avait été brûlé depuis un mois: près de lui, gisait son enfant, Nicolas, âgé de 8 ans, la tête dans la cendre froide. Le paysan P. Munteanu, âgé de 55 ans, et sa femme Catinca, ainsi que la paysanne V. Muscantu, ont été trouvés morts dans leurs chambres. Ils ont été enterrés aux frais des autres paysans, les morts n'ayant rien laissé dans leurs habitations susceptibles d'être vendus et de couvrir les frais d'enterrement.»

Et cette misère noire, qui n'a d'exemple que chez les esclaves coloniaux, n'est pas l'apanage de quelques villages bessarabiens seulement, c'est la situation presque générale du prolétariat agricole et des villes de la «grande» Roumanie.

Et quelles sont les libertés constitutionnelles, garanties par le gouvernement national-tsaraniste venu au pouvoir avec l'aide aussi des paysans et ouvriers gagnés par la démagogie national-tsaraniste?

Le 24 avril 1929 aura lieu le procès contre les Syndicats Unitaires. Alors que, étant dans l'opposition, le parti national-tsaraniste soutenait théoriquement le droit d'association des ouvriers, et que, parmi les avocats qui plaidaient contre la dissolution des Syndicats Unitaires se trouvaient aussi des personnalités marquantes du parti national-tsaraniste. Maintenant, M. Pompiliu Ioanitescu, une de ces personnalités, déclare que «la dissolution des Syndicats Unitaires ne dépend pas de la Justice, et le gouvernement s'est décidé à dissoudre toutes les organisations communistes...» Lorsqu'un délégué ouvrier fit remarquer à Pompiliu Ioanitescu, qu'il avait été d'un autre avis il y a quelque mois, il atténua sa déclaration... en la corrigeant de la manière suivante: «Toutes les organisations qui se trouvent sous l'influence du Parti Communiste seront dissoutes par le gouvernement». A-t-on besoin d'une déclaration plus claire concernant l'ap-

plication «impartiale» de la loi réactionnaire Marzescu, «régulant» le droit d'association? Et l'amnistie politique, militaire et agricole? A Cluj, sur l'initiative du gouvernement, s'est formé un groupe d'intellectuels, ayant comme but la lutte contre l'amnistie... Il y a quelques jours, M. Maniu a déclaré qu'il prendrait les mesures les plus énergiques contre le Bloc Ouvrier et Paysan et contre le Parti Communiste. On sait ce que cela veut dire. De nouvelles arrestations, de nouveaux procès. Entretemps, les prisonniers politiques de la prison centrale de Galatz se trouvent dans la grève de la faim, comme protestation contre le traitement misérable et contre les punitions inhumaines. A Ploesti, à Chisineu, etc., la Sigourantza a opéré de nouvelles arrestations, en maltraitant les dirigeants révolutionnaires d'après les méthodes bien connues. Et comme épilogue aux dernières «élections libres» comparaitront devant les tribunaux plusieurs dizaines d'ouvriers et des candidats du Bloc Ouvrier et Paysan, inculpés d'avoir distribué les manifestes électoraux du Bloc et d'avoir fait de la propagande électorale...

A Arad, la cavalerie a dispersé une manifestation des chômeurs. Quelques dizaines d'ouvriers, grièvement blessés, ont été transportés à l'hôpital. A Bucarest et dans les autres villes, le gouvernement «paysan» emploie les mêmes moyens pour combattre le chômage. C'est aussi de cette manière qu'on assure la liberté de la parole. M. Koloman Müller, un leader bien connu de Temisoara, a été condamné à vingt jours de prison pour «outrage». Pas un seul jour ne s'écoule sans arrestations, confiscations de journaux révolutionnaires, etc.

Ce régime de terreur et de misère a facilité plus vite qu'on ne le croyait la fin des illusions démocratiques qu'une partie de la classe ouvrière et paysanne nourrissait encore à l'égard du gouvernement de M. Maniu. Ce gouvernement n'a maintenant d'autre appui que la finance nationale et internationale et l'appareil d'Etat. Ces moyens suffisent encore, il est vrai, pour assurer aux capitalistes étrangers et nationaux les revenus habituels et les intérêts du dernier emprunt pour la stabilisation, mais il est aussi vrai que chaque jour apporte avec soi une aggravation de plus en plus aiguë de la situation économique et financière, que le mécontentement des masses ouvrières devient de plus en plus menaçant, et que, une fois délivrées de leurs illusions, elles passeront aux faits.

L'avant-garde révolutionnaire roumaine subit une nouvelle perte douloureuse. G. M. Vasilescu-Vasia, un infatigable combattant pour la cause ouvrière, tombe victime de la terreur blanche roumaine. C'est le régime des prisons de la Roumanie qui tue les prisonniers politiques. Ce régime remplace en Roumanie la peine capitale. Après Ivănuș, un autre leader du mouvement ouvrier révolutionnaire roumain, mort il y a quelques semaines à Berlin, dans un hôpital, où il a été interné après sa libération des prisons roumaines, la classe ouvrière roumaine perd un autre leader qui, depuis 22 ans, n'a lutté que pour l'affranchissement de la classe ouvrière. Vasia a été tour à tour correspondant et rédacteur de l'ancienne Romaniaa Muncitoare, l'organe central de la social-démocratie roumaine d'avant-guerre, où il a travaillé alors ensemble avec Bujor et Rakowsky; après la guerre, il s'est déclaré aussitôt pour l'Internationale Communiste; comme rédacteur du «Socialismul» — l'ancien organe du parti socialiste et puis communiste roumain — et de la Viata Muncitoare, il a développé une grande activité d'organisation; après que Parti Communiste roumain a été déclaré illégal, il a développé une grande activité pour l'organisation du Secours Rouge International, dont il a été longtemps le secrétaire général.

Dans les prisons roumaines de Jilava, etc., où il a été plusieurs fois enfermé, comme suites aussi aux grèves de la faim, Vasia a contracté la tuberculose, dont il est devenu la victime.

Son enterrement s'est transformé en une grande manifestation révolutionnaire. Le prolétariat de Bucarest, formant un cortège de plusieurs milliers de manifestants portant des drapeaux rouges, l'a conduit au cimetière de Refnvierea, où sont enterrés les 113 victimes du 13 décembre 1918.

Cette perte cruelle démontre une fois de plus la nécessité d'intensifier la lutte pour l'amnistie politique, militaire et agricole, en arrachant ainsi à la bourgeoisie roumaine les prisonniers politiques — Bujor, Stefanoff, Zaharescu, Dobrogeanu-Gherea, Manea, etc., etc., qui laissent leurs forces, chaque jour un peu plus, dans les casemates roumaines.

N. Amaru

Les Turcs de Dobroudja

La population turque en Dobroudja représente un nombre assez important de populations très diverses de ce pays. Après les Bulgares qui viennent les premiers, les Turcs représentent la population la plus importante de ce pays. Venus déjà au temps de la colonisation de la péninsule balkanique, de l'Anatolie, ils ont été installés ici pour garder la frontière du nord de l'empire turc et pour labourer les immenses biens des beys turcs, des archevêques grecs et des hobereaux bulgares. Après un développement économique, politique et culturel de plusieurs siècles dans les conditions spécifiques du pays, très éloignés de l'Asie Mineure, les Turcs ont créé leurs propres traditions et même un dialecte turc particulier. Ils considèrent la Dobroudja comme leur propre pays, liés à elle par une vie dure et misérable pendant des siècles entiers. Cependant, pour les Turcs de Dobroudja, les jours les plus durs sont arrivés après la guerre «libératrice», où ils furent privés de leur liberté nationale. La Dobroudja détachée de la Turquie, fut divisée entre la Roumanie et la Bulgarie et, de ce fait, sa population turque fut soumise à un esclavage national par les deux gouvernements respectifs. A une terrible oppression politique et économique viennent s'ajouter aujourd'hui un régime insupportable de dénationalisation, une terreur policière, des impôts très élevés, des attaques armées, etc. On a poursuivi d'une façon systématique et organisée la population turque pour l'obliger à quitter les champs très fertiles de la Dobroudja. Cette terreur a été particulièrement pratiquée en Dobroudja du Sud où des masses compactes turques peuplent en grand nombre des villages et des villes.

Les Turcs de la Dobroudja avaient salué triomphalement l'occupation roumaine de la Dobroudja du Sud en 1913. Les armées d'occupation, la gendarmerie et la Sigourantsa furent reçues par la population turque de la Dobroudja au cri de: «Les sauveurs sont venus!», car elle espérait que le changement des autorités pourrait mettre fin à l'esclavage national en Dobroudja. Ces espérances de la population turque furent créées et surtout entretenues par les gros propriétaires turcs qui se rallièrent aux nouveaux occupants, parce qu'ils croyaient que le gouvernement de Bucarest, en poursuivant la population bulgare, allaient demander l'appui des Turcs en leur faisant différentes concessions. En effet, les autorités roumaines firent plusieurs compromis, mais aux gros-propriétaires turcs seuls. Les mêmes autorités trouvèrent les moyens de s'attirer la collaboration des gros-capitalistes bulgares en Dobroudja, tout en maintenant les paysans, les artisans et les pauvres Turcs et Bulgares absolument dans la même situation. Ces derniers sont obligés de travailler la terre des nouveaux propriétaires et de faire plusieurs travaux sans recevoir aucune rémunération. Le régime de terreur pratiqué systématiquement, les bastonnades en masse, pogromes, viols des femmes et des jeunes filles, poussent ces populations à une émigration forcée. En réalité, c'est presque dans la panique qu'ils quittent tous leurs biens en émigrant vers le sud. Sur une population turque de 250.000, 70.000 personnes ont émigré rien que dans les huit dernières années.

En Bulgarie, le pays le plus voisin pour les émigrés de Dobroudja, la population dobroudjanaise pauvre ne trouve aucune refuge. Dans le pays, elle se voit refuser tout travail, toute aide et protection. Le séjour même leur est refusée. En Bulgarie même, on «épure» le pays de la population turque. Par un consentement tacite mutuel entre les gouvernements de Sofia et de Bucarest, les régions-frontières peuplées de Turcs sont évacuées pour attirer de nouveaux émigrants bulgares de Dobroudja. Ainsi, pour la population turque de Dobroudja, la seule issue reste d'aller en Turquie. Ici cependant, elle n'est pas accueillie à bras ouverts. Souffrant de la crise économique, la population locale de la Turquie recherche des pays pour émigrer. Kémal Pacha donne aux émigrés dobroudjanais des petits lopins de terres qui appartenaient auparavant aux Grecs et aux Arméniens, à des conditions très onéreuses, les obligeant à payer ces lopins de terres dans un délai de dix ans avec des intérêts très élevés.

Privés des moyens techniques, d'abri, de bétail et d'instruments, les émigrés ne peuvent pas profiter de la terre à eux donnée et sont souvent obligés de l'abandonner pour chercher du travail comme ouvriers dans les ports, les dépôts, les ateliers, etc.

Dans le pays même de Kémal, les réfugiés turcs de Dobroudja ne trouvent pas la possibilité de s'installer. La faim, les maladies et la misère les obligent à penser de nouveau à revenir dans leurs foyers en Dobroudja. En Dobroudja, cependant, ils ne pourront revenir que lorsque l'esclavage national roumain sera supprimé. Ce n'est que dans une

Dobroudja libre et indépendante, débarrassée des hobereaux roumains, turcs et bulgares et protégée contre les aspirations impérialistes, par l'Union des Libres Républiques Balkaniques, qu'ils pourront recevoir terres et liberté.

Selim Nurmi

Contre la dissolution de l'Union de la Jeunesse Dobroudjanaise

Le télégramme suivant, avec copies aux journaux «Nezavissimost», «Mir», «Znamé», «Pladné», «Zaria», «Svobodna Dobroudja», a été lancé à M. Liaptcheff:

Les Dobroudjanais habitant à l'étranger sont profondément indignés de votre décision de dissoudre l'Union de la Jeunesse Dobroudjanaise.

Nous considérons cette décision comme le résultat des intrigues et des machinations ourdies par les politiciens dans le mouvement dobroudjanaise en Bulgarie. L'immixtion directe dans les luttes dobroudjanaises en Bulgarie par la pratique d'une terreur exercée vise la soumission des forces dobroudjanaises à la tutelle d'une politique anti-dobroudjanaise. Au moment même où tous les peuples opprimés élèvent leurs voix contre les tyrans, vous, par la décision de dissoudre l'Union de la Jeunesse Dobroudjanaise, vous rangez aux côtés de ces tyrans. Les derniers internements des Dobroudjanais en Bulgarie, les menaces publiques d'assassinats et la dissolution de ladite Union, nous donnent raison de croire que vous remplissez les engagements pris vis-à-vis des grands oppresseurs mondiaux pour étouffer tout mouvement en faveur de la libération nationale. En protestant de la façon la plus énergique contre cet acte de violence égal à la violence pratiquée par les oppresseurs roumains en Dobroudja, l'Union des Dobroudjanais à l'étranger vous rend personnellement responsable devant la nation toute-entière, la population dobroudjanaise, le monde civilisé, et demande l'annulation immédiate de cette décision et l'arrêt des poursuites engagées contre les Dobroudjanais en Bulgarie.

Le Secrétaire de l'Union des Dobroudjanais à l'étranger: Ivanoff

Un Démenti de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD

L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD a publié un démenti que nous reproduisons ci-dessous:

A l'occasion de la rencontre entre la garde-frontière roumaine et un groupe armé de cinq personnes qui auraient passé du territoire bulgare en Roumanie, le Comité Exécutif de l'Union «La Dobroudja» a publié un communiqué d'après lequel la responsabilité de l'organisation et de l'envoi de groupes armés de la Bulgarie en Dobroudja incomberait à l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD.

L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD dément de la façon la plus catégorique ce communiqué du Comité Exécutif de l'Union «La Dobroudja». Elle n'a rien de commun avec les groupes armés (tchétras) et leur activité. Son programme, sa tactique et ses méthodes de lutte excluent tout-à-fait une telle activité. L'ORD n'est pas un groupe terroriste clandestin, mais au contraire une organisation des masses de la population dobroudjanaise opprimée, de toutes nationalités, masses que cette organisation prépare idéologiquement et d'une façon organisée pour un soulèvement de masse armé contre l'oppression roumaine, pour l'écroulement du joug roumain et pour la libération de la Dobroudja.

La base de l'activité de ces groupes armés se trouve en Bulgarie, et non en Dobroudja. Des groupes armés (tchétras), surgissent d'une façon spontanée de leur propre initiative, composés de Dobroudjanais réfugiés qui, restés sans protection, sans aide, sans travail, subissant une misère noire, désespérés, prennent les armes pour chercher une issue à leur situation insupportable. Pour l'activité de ces groupes, la responsabilité doit être recherchée dans la terreur des autorités roumaines et dans l'insouciance des gouvernements bulgares.

Les groupes armés (tchétras) qui apparaissent en Dobroudja d'une manière organisée, sont l'œuvre de l'Organisation Intérieure Révolutionnaire Dobroudjanaise qui, aussi bien dans le passé qu'aujourd'hui organise périodiquement des incursions armées, masquant ainsi son activité en Bulgarie visant la désorganisation du mouvement libérateur dobroudjanaise. Les incursions armées à Staro-Selo, Gavourga, M. Kainardja, Chahinlar, Doimouchlar, etc. sont l'œuvre de la même organisation, et la police et la gendarmerie en ont

pris prétexte pour renforcer la terreur et pratiquer des assassinats en masse et des carnages. L'assassinat de Dotoch Mikhalloff, Guitsoff, Gospodjakoff, Droumeff, Krasteff, etc., est aussi l'oeuvre de ladite organisation. Le Comité Exécutif sait très bien qui organise ces tchéts et ces assassinats. L'Organisation Intérieure Dobroudjanaise dispose d'une grande quantité de matériel lui permettant de connaître les véritables organisateurs de cette activité des tchéts, et ce d'autant plus que des membres de ce Comité Exécutif sont en même temps des membres dirigeants de ladite organisation. Par son communiqué tendancieux, ce Comité Exécutif s'efforce de dégager cette organisation de sa lourde responsabilité pour ses crimes passés, actuels et futurs et, en essayant de détourner l'attention de l'émigration dobroudjanaise des arbitraires qui ont été commis au congrès de Choumen, il veut préparer moralement le terrain pour de nouveaux assassinats.

Par cette activité, ledit Comité rend service aux adversaires des Dobroudjanais. En Roumanie, ce Comité Exécutif facilite aux nationaux-tsaranistes de se dispenser aisément des grandes promesses faites pendant la période électorale, en continuant de soutenir les bandes koutzovalaques terroristes

qui poursuivent la dénationalisation et la roumanisation de la Dobroudja. Le même Comité, essayant d'induire en erreur l'émigration en Bulgarie, pousse les autorités à une persécution des militants dobroudjanais les plus en vue et les plus actifs.

L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD n'a pas d'organisations locales en Bulgarie. Cependant, elle suit avec l'intérêt le plus vif les luttes des Dobroudjanais réfugiés, étant persuadée que, dans le moment le plus décisif pour la libération de la Dobroudja et l'organisation de la République Indépendante Dobroudjanaise, elle sera aidée effectivement par ceux-ci. C'est pourquoi le Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise, en soulignant le rôle provocateur dudit Comité Exécutif, adresse son Appel à l'émigration dobroudjanaise pour la mettre en garde contre les mensonges de la direction actuelle de l'Union »La Dobroudja« et lui conseille de commencer une lutte résolue contre les groupes de carriéristes qui essaient de désorganiser le mouvement libérateur dobroudjanais.

Dobroudja, le 26 février 1929.

**Le Comité Central de l'Organisation
Révolutionnaire Dobroudjanaise**

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Charakteristik des italienischen Faschismus und des balkanischen Faschismus

Eine in Italien unter dem Feuer eines schonungslosen Bürgerkrieges entstandene neue Lehre hat, im Laufe von nur wenigen Jahren, erobernd die Welt durchgezogen und nahm in der Presse und in den parlamentarischen Debatten eine überragende Stelle ein. Das ist es vielleicht, was den wichtigsten Erfolg des Faschismus kennzeichnet. Das Glück des Wortes entspricht aber nicht immer dem Inhalt der Sache. Heute will es die Mode, daß man jede Politik der Reaktion gegen die Prinzipien des westlichen Liberalismus, wie sie der französischen Revolution entsprungen sind, als Faschismus bezeichnet. Man nennt auch Faschismus jede Bewegung, welche darauf ausgeht, die exekutive Gewalt des Staates auf Kosten der gesetzgebenden Gewalt zu stärken. Man müßte sich jedoch näher erklären. Die ganze Geschichte der Klassenkämpfe zeigt Erscheinungsformen des Faschismus, lange bevor das Wort selbst entstand. Im ersten Viertel des vorigen Jahrhunderts, anläßlich der ersten Kundgebungen der gegen die kapitalistische Bourgeoisie aufgestandenen Arbeiterklasse, sah man schon heftige Reaktionsakte seitens der Bourgeoisie. Es genügt, an die Geschichte der Charlistenbewegung in England zu denken, an den Aufschwung der Macht der liberalen Bourgeoisie. Wenn wir in die Jahrhunderte zurücksehen, wird es ein leichtes sein, zu beweisen, daß der von den Fürsten und der aufstrebenden Bourgeoisie Deutschlands gegen die Bauern im XVII. Jahrhundert geführte Ausrottungskrieg voll und ganz einen faschistischen Krieg darstellt. Es ist jedoch notwendig, einen Unterschied zu machen zwischen dem Faschismus der Reaktion bei den ersten Bewegungen des proletarischen Aufstieges, und dem Faschismus der Reaktion in einem Kampfe, welcher sich als Ziel den Sturz der kapitalistischen Gesellschaft im Augenblicke ihrer Höchstentwicklung gesetzt hat. Im ersten Falle sehen wir die Bourgeoisie sich heftigst dagegen wehren, daß das Proletariat in die Heilige Arche ihres liberal-demokratischen Staates eindringe. Die Bourgeoisie bemühte sich damals, den durch ihre gegen die feudale Aristokratie geführten Kämpfe entstandenen Staat ausschließlich für ihren eigenen Nutzen zu gebrauchen. Im zweiten Falle hat die Bourgeoisie mit Schrecken konstatiert, daß sie, nachdem sie den durch die Anwendung des allgemeinen Wahlrechtes in ihre Parlamente gesandten Abgeordneten hatte einen Platz einräumen und auch dem Proletariat die durch die Verfassung verkündeten Rechte hatte zuerkennen müssen, sie nicht mehr imstande ist, den gesetzlichen Aufstieg der Arbeitermassen einzudämmen. Da zieht sie es vor, jeden liberalen Eid zu brechen, des demokratischen Spieles Regeln, welche sich nunmehr für sie als zu gefährlich erweisen, einfach zu übertreten, und in einem Götzen

zerstörenden Ansturm beginnt sie mit eigenen Händen jene allerheiligsten Institutionen umzustürzen, die nunmehr nicht ausschließlich ihr selbst nutzbringend sind, aus denen nun das Proletariat auch sich selbst Vorteile zu sichern weiß.

Es ist dies der Augenblick des erschütternden Schreies: »Die Gesetzlichkeit tötet uns!«

Es ist dies der Augenblick, da die Verfassungen nur mehr Papierfetzen werden. Da stellt die Bourgeoisie Banden auf, stampft aus dem Boden des Vaterlandes: verspätete Krieger, beruf- und erwerblose In-Halb-Sold-Stehende »Veteranen« und wirft sie gegen den Staat — ihren Staat — um das demokratische Regime umzustürzen und an dessen Stelle ein Regime der bewaffneten Diktatur aufzurichten, welches sich ausschließlich aus dem Kreise der Partisanen rekrutiert und sich auch ausschließlich auf diese Kreise stützt. Dies ist der wahre Faschismus; der klassische Faschismus, der italienische Faschismus.

Man kann für den Faschismus folgende Definition geben: die Bemühungen der Bourgeoisie, die demokratische Legalität zu zerstören, ihrem Haß gegen das Proletariat, welches in ihr einen gewissen Schutz fand, um seine Klassenforderungen zu stellen, Ausdruck zu verleihen.

So heftig und so grausam der Faschismus der ersten Periode auch sein mag, er ist nicht der wahre Faschismus. Denn diese proletarischen Anfangskämpfe enden im allgemeinen mit dem Siege der Arbeiter und zugleich mit größeren Reserven und Erwägungen seitens der Bourgeoisie, deren ökonomische Macht und kapitalistische Ausdehnung sich immer mehr erweitern muß, je mehr sie ihre Produktionsmethoden vervollständigt, um dadurch ein junges Proletariat zu schädigen. Wir sehen da ein Vorspiel und nicht das Ende der bewußten Klassenkämpfe. Der wahre Faschismus aber traut sich zu, das Zeitalter der Klassenkämpfe abzuschließen, die Klassen und ihre Parteien gewaltsam zum Verschwinden zu bringen, indem er alle unter die persönliche Macht eines Chefs beugt, welcher, über die Trümmer des demokratisch-parlamentarischen Staates schreitend, laut verkünden kann: »Der Staat bin ich!«

Der italienische Faschismus ist der wahre Faschismus; nicht als ob die wirtschaftliche Entwicklung der Bourgeoisie in Italien den Gipfel ihrer Kurve erreicht hätte, in dem er den faschistischen Entwicklungsgrad der fortgeschritteneren Schwestern Deutschlands, Frankreichs, Englands oder Nordamerikas, wo der Faschismus von der Macht noch entfernt ist, überschritten hätte. Ich sage, daß der italienische Faschismus der wahre Faschismus ist, als Gegenpartei einer proletarischen Revolution, welche in sich zusammenbrach, bevor sie noch imstande war, sich zu behaupten, dessen

Gedanken aber in einem gegebenen Momente fast allgemein auf den beiden Seiten der Barrikade erwogen wurde.

Wenn ich mich nicht irre, gehören die balkanischen Faschismen dem anderen Typus des Faschismus an, diesem Faschismus der Anfangsperiode, wenn eine junge aus ihrer Revolution ganz frisch aufgetauchte, über ihre nationalen Kriege ganz stolze junge Bourgeoisie sich daran macht, den Staat zu ihrem ausschließlichen Nutzen auszubeuten, indem sie die großen Bauernmassen ausschaltet. Die Cliques der neuen Reichen in Industrie, Handel und Finanz, verbündet mit den feudalen Grundbesitzern, unterstützt von militaristischen Elementen, kräftigen sich in den Großstädten und suchen mit allen Mitteln ihre Privilegien gegen den proletarischen und demokratischen Vorstoß der Arbeiter und Bauern zu verteidigen. Diese Cliques prahlen mit den zur Zeit der gegen die Türkei geführten Befreiungskriege erworbenen Lorbeeren. Sie stellen sich unter den Schutz der Nachkommen der ehemaligen patriotischen revolutionären Organisationen, und aus ihnen bilden sie ihre Weiße Garde. Ihre nationalistische, kriegerische Politik führt überall zum Schutzzoll. Es ist dies ein Mittel, um die Lasten des Staates auf die Schultern des Volkes abzuwälzen und der jungen Industrie die Entwicklung zu sichern. Diese Politik befolgt die Tradition des Vassalentums gegenüber fremden Mächten; es ist eine Politik diplomatischer Intrigen, deren unvermeidlicher Ausgang der Krieg sein wird. Seit dem Kriege »des Rechtes« und dem Frieden »der Gerechtigkeit« zu Versailles, haben diese orientalischen Faschisten aufgehört, sich in Wiener oder Petrograder Lichte zu bespiegeln, nur um dies in Paris, in London oder in . . . Rom zu tun, von wo sie gegen den verdächtigen Nachbarn oder gegen die Massen der Stadt und des Landes Anleihen, Waffen, Bündnisse erhoffen. Ihre Presse aber und ihre Reden sind stets Ergüsse des patentesten west-europäischen Liberalismus. Nicht eine einzige Zeitung des Sgovor von Sofia oder der Weißen Hand von Belgrad, die nicht die wunderbehrte demokratische Haltung zur Schau trüge. Sonderbar. Die großen demokratischen Prinzipien werden von der großen europäischen Presse viel mehr bestritten und verhöhnt, als von den Zeitungen in Athen oder Bukarest. Allein, die Ausübung dieser Rechte des Menschen und des Bürgers ist fast gänzlich annulliert für die neuen Arbeiter- und Bauernschichten, während sie für die Privilegiertenkreise absolut gesichert erscheint.

Dies vollzieht sich aber nicht ohne heftige Gegensätze. Dann greift man eben zum Staatsstreich, für welchen die patriotischen militarischen Organisationen stets bereit stehen. Wenn diese Organisationen sich für irgend einen Gewaltstreich nicht gerade gebrauchen lassen, suchen sie den Staat unter ihre eigene Macht zu bringen, ganz so wie ein auszubeutendes Lehen. Es entstehen unter ihnen, unter ihren Chefs, wo jeder für sich die Macht allein besitzen will, mörderische Fehden. Der Fall der verkhovistischen »Inneren Mazedonischen Revolutionären Organisation« ist in dieser Hinsicht wirklich lehrreich. Sie errichtete einen Staat im Staate und führte die Innen- und Außenpolitik Bulgariens, wie es ihr gerade paßte. Sie führt Krieg an der jugoslawischen Grenze und schließt in Rom Bündnisse mit dem mussolinischen Faschismus. Kürzlich kommentierten die italienischen Zeitungen lang und breit den Kongreß der mazedonischen Bruderschaften, in einem dem Kampfe gegen den gemeinsamen Feind gewidmeten überschwenglichen und breiten Stil der interalliierten Zeremonien.

All dies ist wohl reiner Faschismus, da ja der Staat nur eine Beute bildet, welche man mit blutigen Mitteln verteidigt. In seinem äußeren Gefüge bleibt er trotzdem augenscheinlich verfassungsmäßig und selbst parlamentarisch.

In Jugoslawien hat der Faschismus, im Gegenteil, den Staat in seiner Verfassung selbst getroffen. Alle die Verfassung berührenden Fragen wurden vom König Alexander und seinen Generälen, welche die Verfassung aufhoben, der »Lösung« zugeführt. Nun haben die kroatischen Bauern der Verfassung von 1921 nichts mehr vorzuwerfen. Der innere Zwiespalt, welcher an dem Staate der Serben, Slowenen und Kroaten nagte: Einheit oder Föderalismus, wurde durch den Despotismus selbst gelöst. Diese Frage ist vielleicht die Frage des ganzen Balkans; Einheit oder Föderalismus: Einheit zu Gunsten der Vorherrschaft irgend eines Staates — des jugoslawischen, bulgarischen oder hellenischen Imperialismus; Föderalismus für das freie Nebeneinanderbestehen aller Völker. Kurz, der Kampf in Jugoslawien ist der Kampf der ländlichen Scholle gegen den bourgeoisen und militaristischen Kapitalismus. Der Gegensatz zwischen Zagreb und Belgrad widerspiegelt unter gewissen Gesichtspunkten den Kampf, welchen die italienische Einheitsbewegung so lange zwischen Norden und Süden führte: Der

Süden, welcher dem Norden hegemonistische Tendenzen wegen seiner Anstrengungen vorwarf, aus dem Süden durch Zolltarife eine Kolonie zu machen für den Zwangsverkauf industrieller Erzeugnisse an die großen Bauernmassen; der Norden, welcher diese Beschuldigungen zurückwies, seinerseits den Süden wegen seiner patriotischen Lauheit schalt und seine eigenen, in dem »Risorgimento« errungenen Vorzüge pries, indem er auf seine hohe Zivilisation pochte und auf die Notwendigkeit hinwies, die neu erstehende Industrie von Mailand, Genua und Turin von der fremden Konkurrenz zu befreien und auf diese Weise die wirtschaftliche Unabhängigkeit der Nation zu sichern. Der Gegensatz dauerte von der Zeit nach der nationalen Einigung bis zu dem heutigen Tage, war doch der Süden der letzte Distrikt, der die faschistische Religion annahm: die von den Banken, den Industriellen und den Großgrundbesitzern aus dem Po-Tale auferlegte Religion.

In allen diesen Fällen ist der Faschismus nicht der letzte Ausdruck des Kapitalismus im Hochstadium seiner imperialistischen Entwicklung; er ist eher die verbrecherische Anstrengung gewisser dynastischer Klans und gewisser, durch das Eindringen der großen Massen in das Gebilde des Staates ganz entsetzten und verwirrten bourgeoisen Schichten. Und der Faschismus zermalmt das Proletariat, »um die Produktion zu heben«. Blinde, kindische Auffassung, wie die des Wilden, der die Bäume niederschlägt um die Früchte zu pflücken. Zu gleicher Zeit tötet der Faschismus alle Freiheiten. Gedrängt durch das Schrecken seines eigenen Werkes, hat er gar kein Maß mehr in der Reaktion. Schließlich wirft er sich in die Arme des Klerikalismus, den er grimmig gehaßt hatte. Es kommt das »Konkordat« zwischen dem faschistischen Italien und dem Vatikan, durch welches der Staat der Kirche alle Rechte einräumt: die Ehe, das kirchliche Eigentum, den religiösen Unterricht; er hebt das Exequatur der Bischöfe auf, läßt die Kongregation sich allmächtig erheben. Es ist dies das Leichentuch des Spaniens des XVIII. Jahrhunderts, das der Faschismus auf die Schultern des Italiens von Cavour und Garibaldi ausbreitet.

Es muß nur darauf geachtet werden, daß die Rückwirkung des Vertrages und des Konkordats von Latran, sich nicht bis in den katholischen Bauernmassen Kroatiens fühlbar macht.

Man sagt, daß, manchmal, die katholische Kirche es weiß, sich nicht undankbar zu zeigen. Wir wünschen es den Katholiken des Balkans nicht, sich davon zu überzeugen.

Paolo Davila

Vom italienischen Faschismus zum Balkan-Faschismus

Seit sieben Jahren, während welcher der Faschismus das italienische Volk unterdrückt, gibt es noch immer Leute, welche nichts oder beinahe nichts von diesem Regime wissen.

Das ist eine Tatsache, welche ich schon selbst — man mag sich vorstellen, mit welcher Qual — bei europäischen Politikern, selbst bei linken feststellen konnte. Man zählt noch immer viel zu viele, welche den Faschismus in ganz oberflächlicher Weise beurteilen und ihr Urteil auf Nachrichten, welche der Faschismus selbst im Auslande verbreitet, basieren.

Ich mache diesen Leuten keinen Vorwurf darüber. Die innersten Gedanken des italienischen Volkes können sich in Italien nicht manifestieren, noch die Grenzen überschreiten, und die Informationsmittel der ausgewanderten Anti-Faschisten sind viel zu gering gegenüber den Erfordernissen der Notwendigkeit.

Da jedoch der Faschismus — ich bin davon jeden Tag mehr überzeugt — ein Weltphänomen ist und nicht ein rein italienisches, haben die Politiker, besonders jene, welche für sich den Ruhm beanspruchen, als Linke zu gelten, die Pflicht, sich allen jenen anzuschließen, welche den Faschismus von Grund aus kennen, da sie ihn auftauchen und handeln gesehen haben. Sie haben die Pflicht, diesen Leuten zu helfen.

Sie würden dann wissen, daß der Faschismus ein zivilisationsloses Regime ist; sie würden erfahren, daß der Faschismus, weit entfernt, »die Ordnung hergestellt« zu haben, Italien in Haß und Bürgerkrieg geworfen hat; sie könnten sich überzeugen, daß der Faschismus, weit davon entfernt, Wohlergehen gebracht zu haben, das Land in namenloses, drückendstes Elend gestürzt hat; daß der Faschismus, anstatt die Intelligenz und die Kultur zu verbreiten, jene tötet und diese erdrückt.

Man muß hinzufügen, daß die italienischen Gefängnisse von italienischen Antifaschisten überhäuft sind; daß das gleiche auf den Verschickungsinselfen der Fall ist, und

daß endlich hunderttausende verdächtiger Familien außer Gesetz gestellt sind und alle Art Verfolgungen leiden. Es ist ihnen unmöglich, ihr Brot zu verdienen.

Der Faschismus erhält sich durch Gewalt, Lüge und Bluff. Wie Rabagas handeln diese Leute, welche heute Italien beherrschen, in der Art, die sie gestern noch verurteilten, bereit, morgen das abzuleugnen, was sie heute gesagt oder getan haben. Die faschistische Politik ist durch dieses ohne Doktrin, ohne gerade Linie, ohne Prinzipien In-den-Tag-hinein-leben charakterisiert.

Es gibt Männer und Regierungen, welche die Erklärungen der faschistischen Regierung ernst nehmen. Wie falsch! Sie glauben und geben zu glauben vor, daß ein Bündnis mit Italien eine wirkliche und dauerhafte Garantie sei. Diese Männer und Regierungen werden noch eines Tages darunter leiden.

Der Faschismus hat sich eben mit dem Papsttum verbunden, Italien unter die tatsächliche Herrschaft des Klerus gebracht und die weltliche Macht der katholischen Kirche wieder eingeführt. Das macht er, nachdem er in seinem Programm als seinen ersten Akt die Konfiskation aller Güter der religiösen Kongregationen angekündigt hatte. Der Feind von gestern wurde zum Verbündeten von heute.

So verwirklichte der Faschismus, nachdem er versprochen hatte, die Verwirklichung der »Zusammenarbeit aller Klassen« zu verfolgen, die vollständige und absolute Knechtschaft der Arbeiterklasse gegenüber der Unternehmerklasse; nachdem er die Einführung des allgemeinen Wahlrechtes angekündigt hatte, hob er Wahl und Parlament überhaupt auf; nachdem er die direkte Verwaltung der Güter durch »proletarische Organisationen« versprochen hatte, zerstörte er Tausende von Genossenschaften, welche in Italien blühten. Die Liste der Widersprüche ist ebenso lang auf nationalem,

wie auf internationalem Gebiete. Was dieses letzte Gebiet betrifft, genügt es übrigens, daran zu erinnern, daß der Faschismus, indem er den Frieden predigte, sich wie keine andere Regierung für den Krieg vorbereitet.

Die Arbeiterklasse ist allein durch ihr richtiges Gefühl dem Faschismus stets feindlich gesinnt geblieben und glaubte nie an seine Aufrichtigkeit. O, wie mußte sie diese Abneigung bezahlen! Sie allein trug die Folgen der Verbrechen des Faschismus.

Aber auch an die Anderen wird die Reihe kommen! Mögen sich alle jene in Acht nehmen, welche dem Faschismus ihre Unterstützung gewährt haben!

Mögen sich alle jene in Acht nehmen, welche ihn unterstützt und die Ratschläge, Aufrufe und Mahnrufe jener nicht gehört haben, welche, für einen Moment geschlagen, ohne genügende Informations- und Kampfmittel, trotzdem die Ueberzeugung haben, die Mehrheit des italienischen Volkes heute moralisch, morgen materiell zu vertreten.

Die Balkanstaaten gehen auf dem durch den italienischen Faschismus vorgezeichneten Wege. Nach dem Beispiel Mussolinis nützen sie die arbeitenden Massen zu Gunsten der Bourgeoisie bis zum Letzten aus. Nach dem Beispiel Mussolinis verfolgen und kreuzigen sie die revolutionären Arbeiterorganisationen durch ihre Ausnahmegerichte, durch ihre verabscheuungswürdigen Gesetze zum »Schutze des Staates«. Nach dem Beispiel Mussolinis unterdrücken und entnationalisieren sie die geknechteten ethnischen Minderheiten. Es ist sehr notwendig, daß die revolutionären Kämpfer, die Arbeiter und Bauern ihre Kräfte vereinen, um den gemeinsamen Feind zu schlagen.

Giorgio Salvi
Zweiter Sekretär der italienischen
Maximalistischen Partei

Senat und Parlament in Hellas

*Plein d'un nouvel espoir, au conseil il appelle
Tous ces chefs orgueilleux, vengeurs de sa querelle.
Voltaire, Henriade, 8. Gesang*

Endlich wurden die offiziellen Listen der Venizelisten veröffentlicht, und der Wahlkampf kann beginnen. Der Senat wird solche Ruheposten den aktiven Faktoren verleihen. All die Großen vergangener Staatsstrieche geben sich auf den Listen des Liberalismus ein seltsames Rendezvous. *Ertaxias*, der noch nach dem Sturze des bonapartistischen Regimes Pangalos die Treue bewahrt hatte, der Minister aller Ungesetzlichkeiten, der willfährige Gegenzeichner aller antidemokratischen Kundgebungen, figuriert auf der liberalen Liste.

Der arme *Papanastassiou* kann mit seiner republikanischen Union sich anstrengen, wie er mag. Die neu ausgewechselten Präfekten seiner Majestät des Volksmannes, kommandieren die Wahlen, das Räderwerk wird in Betrieb gesetzt, und jede gegnerische Strömung wird zermalmt. *Die Khakiwahlen von einst werden in den Schatten gestellt durch die Apparaturwahlen von heute.* Mögen die Gemeinden darüber flennen, daß der Staat zu viel nimmt und zu wenig gibt, mögen die Flüchtlinge über die Mißwirtschaft in ihren Fürsorgeeinrichtungen sich aufzulehnen versuchen, Venizelos hat seine Sache auf solide Grundlagen gestellt. Das fremde Kapital wird ins Land gerufen und mit Riesenprofiten der fremden Plutokraten zahlt das griechische Volk die Kosten seines »liberalen« Regimes. Faschistische Tendenzen in der Bürokratie unterstützen das Werk des parlamentarischen Diktators. Es ist kein Zufall, daß gerade jetzt der ehemalige General *Bairas* beim Ministerium des Innern um die Erlaubnis eingekommen ist, eine besondere Formation, eine »private Polizei« aufzustellen.

Die Vermehrung der Gendarmerie, die allen Ersparungsmaßnahmen zum Trotz vorgenommen wird, beweist die Angst des Regimes vor den kommenden Ereignissen. Aus demselben Grunde wurde die Konvention *Cafandaris—Moloff* in aller Eile in Kraft gesetzt, den bulgarischen Nachbarn zu beruhigen, deswegen wurden die griechisch-serbischen Verträge jetzt unterzeichnet. Venizelos braucht augenblicklich freie Hand nach innen und muß deshalb einen Pazifismus simulieren, der ihm und seiner Partei durchaus fremd ist.

Am 27. März wird die Kammer zusammentreten. Der Gesetzentwurf des Herrn *Zavitsanos* gegen den Kommunismus wird angenommen werden. Massenversammlungen der Arbeiter protestieren. Die Regierung geht darüber zur Tagesordnung über. Der Machtapparat des Staates hat in Eleusys blutige Lorbeeren geerntet. Der Schrei der Entrüstung, der sich erhob, wurde unterdrückt. Man hat zu wenig Geld für die Opfer der Ueberschwemmung, die Kältewelle forderte ungeheure Opfer, die Gendarmerieberichte Mazedoniens melden Todesfälle durch

Erfrieren, aber der Venizelismus braucht das Geld des Herrn Seligmann zu anderen Zwecken.

Unterdessen sind trotz aller pazifistischen Versicherungen äußere Konflikte nicht erspart geblieben. Die endgültige Konstituierung der Autocephalen—Orthodoxen Kirche in Albanien hat den Protest des Oikomenischen Patriarchats hervorgerufen und alten phanariotischen Traditionen getreu, hatte die griechische Regierung nichts Eiligeres zu tun, als der »leidenden« Kirche beizuspringen und Metropolit *Dorotheos* von *Corytsa* wurde förmlich zum Range eines Märtyrers der Orthodoxie erhoben. Da das serbische Patriarchat an dem »antikanonischen Akt« der Albaner teilgenommen hat, protestiert natürlich das oikomenische Patriarchat und die kaum abgeschlossene Verständigung weicht einer gereizten Stimmung. Die unselbige phanariotische Politik heischt eben neue Opfer, eine Politik, welche die griechischen Minderheiten nicht zu schützen vermag, aber die griechischen Namen verhaßt macht bei den Nachbarvölkern. Wenn man vom Regime des faschistischen Mbret fordert, daß sein Staat ein Laienstaat sei, der sich nicht um die Religion seiner Bürger kümmert, dann darf man den griechischen Staat nicht zu einem Instrument der hegemonistischen Wünsche des oikomenischen Patriarchats mißbrauchen lassen. Mag der Patriarch diejenigen mit seinem Bannfluch belegen, die sich seiner Oberhoheit entziehen, mag er den serbischen Patriarchen von *Ipek* vor sein geistliches Gericht stellen, einen politischen Konflikt ist diese theologische Frage nicht wert.

Das griechische Volk hat andere Sorgen. Nicht die gefährdeten Seelen der albanischen Schismatiker stehen auf dem Spiele, sondern Lebensinteressen der bäuerlichen und übrigen werktätigen Massen. Gerade davon aber muß der Venizelismus ablenken. Die Frage der Schulden der Flüchtlinge an die Kommission für Flüchtlingsfürsorge ist wohl von größerem Interesse. Ein Konflikt wie jener in *Stratoniki* oder in *Eleusys* wiegt schwerer als alle arbeiterfreundlichen Versicherungen des venizelistischen Regimes; aber wer fragt danach? Die Plutokratie fordert die Anerkennung ihrer kontrollösen Herrschaft und die Regierung fühlt sich als deren Exekutionsorgan. Mit einer solchen Taktik mag Venizelos den faschistischen Instinkten seiner Faktoren imponieren, mag das Uebereinkommen mit dem Vertreter des Handelskapitals, Herrn *Cafandaris* befestigen, aber die innere Ruhe wird man damit ebensowenig erzielen, wie durch die langatmigsten »Konferenzen über Arbeiterfragen«.

Venizelos braucht nicht erst zu versichern, daß er seinen Staatshaushalt nicht auf Kosten von Handel und Industrie der Plutokraten sanieren lassen will. Er will alle seine Gegner im Lager der herrschenden Klasse beschwichtigen. Erhält nicht

die Witwe des Königs Alexander eine Monatspension von 30.000 Drachmen? Kann der begeisterte Legitimist mehr verlangen? Ist dieser seltsame »Republikaner« nicht ebenso »loyal«, wie die treuesten Männer der »Volkspartei« des integralen Konstantinismus? Tsaldaris wird bald auf einer venizelistischen Liste kandidieren können, wenn es so weiter geht und wenn ihn nicht die Nachbarschaft der »Minist ermörder« davon abhält.

Venizelos wirkt überall als Versöhner, hat er doch einen eigenen Inspektorposten für die nationalen Minderheiten geschaffen. Will er damit die »historische Homogenität« fördern, will er die ausbeutenden Schichten der Minderheitsvölker für sich gewinnen oder will er einfach die gewaltsame Entnationalisierung der Fremdvölker auf Kosten der griechischen Minderheiten im Auslande mit aller Energie durchführen. Es hat sich gezeigt, daß jede Brutalität gegen die Fremdvölker sich an den schutzlosen Volksgenossen rächt und der Völkerbund mag noch so interessante Studienkommissionen einsetzen, mag einen permanenten Gerichtshof für internationale Justiz einsetzen, es ändert nichts an den Tatsachen! Am 11. März ist das Studienkomitee zusammengetreten, um das Statut dieses hohen Gerichtes zu studieren. Auch Politis ist unter diesen ausersehenen Männern, welche die internationale Gerechtigkeit vorbereiten helfen. Praktische Bedeutung hat dies nicht.

Die kleinasiatische Griechenfrage wurde mit Blut und Eisen gelöst, die griechische Minderheit in Bulgarien den schlimmsten Verfolgungen ausgesetzt, die Verhandlungen mit der Türkei mögen da oder dort Milderungen schaffen, am Wesen der Probleme ändern sie nichts, und auch der Ausröt-

tungsfeldzug des italienischen Faschismus gegen die griechische Kultur im Dodekanesos wird nicht durch den Völkerbund entschieden. Der Venizelismus aber hat nichts gelernt und alles vergessen. Der engherzige phanariotische Gedanke hat nicht nur das Patriarchat seiner Vorherrschaft über die Nationalkirchen der meisten orthodoxen Kirchen beraubt, sondern hat auch vom Standpunkte des Schutzes der griechischen Minderheiten schwere Fehler auf sich geladen. Vater Venizelos aber verfolgt die alte Politik und früher oder später werden sich die üblen Folgen derselben zeigen. Diejenigen aber, welche mit besoldeter Eilfertigkeit nun behaupten, Griechenland habe die nationale Frage der Minderheitsvölker gelöst, haben dem griechischen Volke einen schlechten Dienst erwiesen. Eine solche nationale Lösung kann jeder imperialistische Staat anstreben und durchführen. Mit Studienkommissionen und Minoritätsinspektoren ist es nicht getan, man muß auch den Willen haben, den kulturellen Bedürfnissen der Fremdvölker gerecht zu werden und gerade dieser Wille fehlt. Nur grenzenlose Naivität könnte dies verkennen und glauben, daß die neue Nationalitätenpolitik Venizelos' den griechischen Minderheiten und der griechischen Mehrheit des Dodekanesos eine bessere Zukunft sichern könnte.

Die »chambre introuvable Venizelos« wird alle Gesetze votieren, die er fordert: Die Presse knebeln, die Werktätigen entrechten, die Minderheitsvölker unterdrücken, die Plutokratie fördern. Der Senat der Faktoren aber soll das Werk vollenden, das Venizelos begonnen: Die kontrollose Herrschaft der Plutokratie durch die Säbel der Faktoren.

Melingos

Der Prozess Al. Dobrogeanu-Ghereas ist der Prozess der arbeitenden Massen Rumäniens

»Wir haben gar keinen gesetzlichen Grund, Gherea zu verurteilen. Aber wir werden ihn vernichten, weil sonst seine Ideen uns vernichten würden.«

»Cuvântul« und »Curentul«

Diese Zeilen, veröffentlicht von den faschistisch-nationalzararistischen Zeitungen »Cuvântul« und »Curentul« kennzeichnen vollkommen die Atmosphäre, in der sich der Prozeß des Kämpfers Al. Dobrogeanu-Gherea abspielte, sowie die neue Kampfstellung, die die rumänische Bourgeoisie gegen die Arbeiterklasse im allgemeinen und gegen die revolutionären Organisationen des Proletariats im besonderen einnimmt.

Während der Finanzminister Popovici den Zeitungskorrespondenten in Paris nach Abschluß der Anleiheverhandlungen erklärte, daß »in Rumänien jetzt die Freiheit herrsche, daß das ganze Land konsolidiert sei und daß jetzt gar keine Ereignisse zu erwarten seien, die die normale Abwicklung des Anleihendienstes stören könnten«, fand vor dem Bukarester Kriegsgericht der Prozeß der arbeitenden Massen Rumäniens, repräsentiert durch ihren Führer Al. Dobrogeanu-Gherea, statt, der Prozeß, der einstweilen zu seiner Verurteilung zu acht Jahren schweren Kerker geführt hat.

Wenn dieser Prozeß die Aufmerksamkeit und den Protest der demokratischen Öffentlichkeit und der breiten arbeitenden Massen Europas nicht genügend hervorgerufen hat, ist dies auch der Reklame des »Demokratismus« zuzuschreiben, deren sich die Regierung des Herrn Maniu erfreut, der Reklame, die auch von der demokratischen und sozialdemokratischen Presse gemacht wird. Denn anders kann man sich nicht erklären, daß gewisse Organe Anzeichen einer neuen demokratischen Ära unter dem Regime Maniu feststellen und der Terror, der jetzt offener denn je herrscht, einem bürokratischen liberalen Apparat zuschreiben, der die nationalzararistische »Legalität« sabotiert.

Wir haben diese »Demokratie« schon zur Zeit der Regierungsübernahme durch Maniu vorausgesehen und das letzte Urteil der Militärjustiz bestätigt die Richtigkeit unserer Voraussicht.

Die Verweigerung der Politischen-, Militärischen- und Agrar-amnestie, die Verwerfung des Rekurses Boris Stefanoffs und Zacharescus, der Terror gegen die revolutionären Organisationen des Proletariats, gerade zur Zeit der »freien Wahlen«, alle die großen und kleinen Gesetzesverletzungen bis zum Abschluß der Anleihe durch die Regierung, die sich brüstete, die Legalität wieder herzustellen, finden in dem Prozeß ihre Krönung. Dobrogeanus Verurteilung ist wie eine Unterstreichung der erwähnten Erklärung des Finanzministers und zeigt gleichzeitig, wie es die Regierung versteht, den normalen Ablauf des Anleihendienstes zu sichern.

Wie hat sich dieser Prozeß abgewickelt und warum wurde Al. Dobrogeanu-Gherea zu acht Jahren Kerker ver-

urteilt? Wie bekannt ist, wurde er im Jänner 1929 verhaftet, kurz nach seiner Rückkehr aus Rußland, wohin er sich im Jahre 1925 geflüchtet hatte, nachdem er in Rumänien als Mitangeklagter in dem damaligen Prozeß gegen die Kommunistische Partei in contumacium zu zehn Jahren schweren Kerkers verurteilt worden war.

Ebenso wie bei dem Prozeß im Sommer 1925 hat die Militärjustiz auch jetzt keine anderen Beweise gegen ihn, als daß er Mitglied dieser Partei ist und im Interesse der arbeitenden Massen Rumäniens tätig war. Ebenso wie der Prozeß gegen die Führer der revolutionären Organisationen, war dieser ein Ideen-Prozeß, der aber offen den Fortschritt des Faschismus bekundet, das ist der offenen Diktatur des Kapitals über die arbeitenden Massen Rumäniens, vermittelt welcher die Sanierung der Finanzen gesichert, und die ökonomische Krise überwunden werden soll und die Vorbereitungen des Krieges gegen die Sowjet-Union ermöglicht werden.

Oberst Botescu Ion, der Vorsitzende des Kriegsgerichtes, sagte in der Eröffnungsrede offen folgendes: »Ich mache die Zuhörer aufmerksam (das soll heißen die Delegierten der Arbeiterschaft), daß ich jede Manifestation strengstens verbiete, jeden Anruf und jedes Gemurmel, als Sympathiekundgebung für den Angeklagten oder als Feindseligkeit gegen das Gericht und die Obersten Behörden auffasse. Ich mache auch die Verteidiger aufmerksam, daß ich es nicht dulden werde, daß die Regierungen des Landes oder andere staatliche Behörden (lies: Siguranza usw.) auch nur mit einem Worte kritisiert werden.«

Die Verteidigung hatte 62 Zeugen vorgeschlagen, es wurden aber nur acht vorgeladen. Die Aktenbündel — 18 an der Zahl, mit 20.000 Seiten — wurden den Verteidigern und dem Angeklagten einen Tag vor dem Prozeß zur Einsichtnahme zur Verfügung gestellt. Vergeblich hat die Verteidigung gegen diese Unerhörtheit protestiert und die Vertagung des Prozesses verlangt, um die Akten studieren zu können; vergeblich hat sie darauf hingewiesen, daß die Militärjustiz nicht kompetent sei, in einem politischen Prozeß zu urteilen, daß auch kein Belagerungszustand mehr sei und daß die Verfügung, nach der die laufenden Prozesse noch vom Kriegsgericht durchzuführen seien, nicht zu Recht bestehe, weil sie sich auf das Gesetz vom Jahre 1864 stützt — als Rumänien noch unter türkischer Herrschaft stand! — ein Gesetz, das durch die Staatsgrundgesetze von 1866 und 1923 annulliert worden ist. All das wurde vom Kriegsgericht verworfen, indem es sich als kompetent erklärte. Es versteht sich von selbst, daß diese Eile der Militärjustiz in engstem Zusammenhang mit dem Abschluß der Anleihe steht.

Der Angeklagte, durch den Hunger- und Durststreik völlig erschöpft, hatte nicht das Recht, vor dem Kriegsgericht anders zu sprechen als was der Vorsitzende zuließ. Als der

Angeklagte auseinandersetzen wollte, daß die gegenwärtigen Verräterei der Regierung einen viel älteren Ursprung haben, und daß sie keine der Versprechungen hält, die sie den Massen vor der Regierungsübernahme gegeben hat, erklärte der Vorsitzende: »Uns interessiert die Politik nicht, wir sind Militärs. Sie haben Redefreiheit, aber nur worüber ich Sie frage.«

Dobrogeanu fragte: »Auf Grund welcher Beweise verlangt der königliche Kommissär meine Verurteilung? Alles Tatsachenmaterial, das gegen mich in den Akten vorliegt, ist der Entwurf eines Programmes in der Bauernfrage. Ist dies ein strafbares Delikt? Oder konnte man die Tatsache als ein Verbrechen bezeichnen, daß ich kommunistische Zellen organisiert habe? Welches Gesetz verbietet das? Wenn mich die Militärjustiz verurteilt, was ich mit ruhiger Stirn erwarte, so tut sie es, um die Interessen der herrschenden Klassen zu verteidigen und die der Arbeiterklasse zu schädigen.«

Der Angeklagte antwortete auf die Frage des Vorsitzenden, daß er in der Sowjet-Union war — und würde er noch die Möglichkeit haben — nochmals dorthin reisen werde, daß das russische Volk nicht Feind sondern Freund des arbeitenden rumänischen Volkes ist und daß er als Mitglied der Unitären Gewerkschaften so gearbeitet habe, wie ihm seine Ueberzeugung als Kommunist gesagt hat.

Unter den vorgeladenen Zeugen befanden sich auch M. Manoilescu, Unterstaatssekretär unter Averescu, C. Stere, ein führender national-zaranistischer Politiker, Jean Th. Florescu, ehemaliger Minister unter den Liberalen und der Arzt des Gefängnisses Jilava.

Der erste Zeuge erklärte, daß die Bekanntgabe eines politischen Programms nicht als ein strafbarer Akt gerechnet werden kann und daß die geheime Tätigkeit nicht bestraft werden kann, sondern nur die Verletzung der Gesetze. Die Lage der untersten Schichten ist die denkbar schlechteste. In der bekarabischen Frage, die einen Hauptanklagepunkt darstellt, weil die Kommunistische Partei für die Selbstbestimmung Besarabiens bis zur Lostrennung von Rumänien kämpft, erklärte Herr Manoilescu daß »das Verlangen eines Plebiszites für Besarabien unpatriotisch, aber nicht ungesetzlich sei«. Der zweite Zeuge, C. Stere, weicht jeder Frage geschickt aus, um nicht den großen Unterschied aufzuzeigen, der zwischen den Versprechungen der national-zaranistischen Partei während der Opposition und ihren positiven Leistungen als Regierungspartei besteht. Der dritte Zeuge, Herr J. Th. Florescu, sagt, daß im Auslande viele kommunistische Parteien bestehen, die an der Kommunistischen Internationale angeschlossen sind, aber daß er noch nie gehört hat, daß eine Regierung einen Kommunisten als Agent der Sowjetregierung vor Gericht gestellt hat, wegen des Anschlusses an die III. Internationale. Der Arzt des Gefängnisses Jilava erkennt es an, daß die politischen Gefangenen 40 Tage im Winter, während des strengsten Frostes, in den Karzern gehalten wurden.

Wir haben in ein paar Worten die Aussagen dieser Zeugen wiedergegeben, um ihren Zynismus, ihre Demagogie aufzuzeigen, denn die Arbeiterklasse Rumäniens hat unter Averescu und Bratianu ebenso furchtbar zu leiden gehabt, wie sie unter dem gegenwärtigen national-zaranistischen »Legalismus« leidet und die Führer der revolutionären Bewegung haben erduldet und erdulden, in den Kellern der Siguranza und in den Karzern der Gefängnisse, die grausamsten Folterungen.

Nach acht Verhandlungstagen hat das Kriegsgericht das Schlußwort dem Angeklagten entzogen und ihn, nach einer kurzen Beratung, zu acht Jahren schweren Kerker verurteilt, weil er für die Aufteilung der großen Bojarengüter unter die armen Bauern gekämpft hatte, für den Frieden mit der Sowjet-Union, für die Legalisierung der Kommunistischen Partei, des Kommunistischen Jugendverbandes und der rumänischen Roten Hilfe, sowie für die Freiheit der Minderheiten bis zu ihrer Lostrennung von Rumänien.

Sofort nach seiner Verhaftung hatte Al. Dobrogeanu-Gherea den Hunger- und Durststreik erklärt, zuerst um seinen Prozeß auf freiem Fuß zu erwarten, und später als Protest gegen die Eile des Kriegsgerichtes, die ihm keine Verteidigungsmöglichkeit gab. Jetzt führt er diesen Hunger- und Durststreik als Protest gegen dieses barbarische Urteil. Er befindet sich nun seit länger als einen Monat im Hunger- und Durststreik. Vollkommen erschöpft wurde er vom Gefängnis Jilava in ein Militärspital abtransportiert, wo er unter Bewachung liegt.

Die Pflicht der Arbeiterschaft Europas und der fortschrittlichen Kreise ist es, den Kampf der rumänischen Arbeiterschaft für die Rettung Ghereas zu unterstützen, dessen Leben in Gefahr ist, und eine umfassende Kampagne zu organisieren, um von der national-zaranistischen Regierung die Politische-, Militär- und Agrar-amnestie zu entreißen, und so vor einem sicheren Tode die Märtyrer der rumänischen Arbeiterklasse, Bujor, Zacharescu, Stefanoff und Hunderte anderer Eingekerkerten zu befreien und zu retten.

N. Amaru

Das griechisch-jugoslawische Uebereinkommen

Eine der wesentlichen Bedingungen, welche die englisch-französischen Imperialisten den Belgrader Diktatoren gestellt haben, damit die Militärdiktatur ihre finanzielle und politische Unterstützung erhalte, war auch die, daß Jugoslawien seine zwischenstaatlichen Beziehungen zu den Balkanstaaten regule. Der englisch-französische Pakt hat an erster Stelle die Regelung oder wenigstens Vertuschung der zwischenstaatlichen Streitigkeiten vorausgesehen, damit der ganze Balkan als Hauptbasis der imperialistischen Politik Englands und Frankreichs gegen die Sowjetunion und dem nahen Osten dienen kann.

Auch das griechisch-jugoslawische Uebereinkommen über die sogenannte jugoslawische freie Zone in Saloniki, ist einer der letzten Akte der von England und Frankreich befohlenen auswärtigen Politik des Belgrader Diktaturregimes. Es stellt sich aber sofort die Frage, ob dieses Uebereinkommen tatsächlich die Beziehungen zwischen den Machthabern der Balkanstaaten regelt, ob es die Zusammenstöße unter ihnen tatsächlich eliminiert, und überdies, ob dieses Uebereinkommen die Versöhnung der gegensätzlichen Interessen Englands und Frankreichs am Balkan, speziell in Griechenland und Jugoslawien, bedeutet, ob mit diesem Uebereinkommen sowie mit dem Grenzübereinkommen zwischen Jugoslawien und Griechenland die Ursachen interbalkanischer, blutiger Abrechnungen entfernt worden sind, ob somit der Weg zur gemeinsamen Ausbeutung der Balkanvölker durch England und Frankreich geebnet ist.

Man ist in Wirklichkeit weit davon entfernt — kann man schon heute antworten. Die Widersprüche, welche die hegemonistische Politik der heutigen Balkanstaaten und die gegensätzlichen Interessen der einzelnen imperialistischen Großmächte hervorbringen, treten, wie aus jedem Zuge ihrer »Konsolidierungspolitik«, so auch aus diesem gelobten Uebereinkommen Athens und Belgrads hervor.

Die Belgrader Hegemonisten, welche mit dem gewesenen Diktator Pangalos einen ersten Versuch gemacht haben, sich in Saloniki ein freies Territorium anzueignen und die griechische Souveränität in der Saloniker Zone wie auch auf der Eisenbahnlinie Saloniki—Gewgeli aufzuheben, müßten mit diesem Uebereinkommen auf ihre Eroberungsgelüste verzichten.

Solange früher die französischen Imperialisten dem Uebereinkommen mit Pangalos als Paten beigestanden sind und der französische Vertreter im Falle von Streitigkeiten als Schiedsrichter vorausgesehen war, nahmen die englischen Imperialisten an diesem Uebereinkommen auch als Paten teil und bekämpften erfolgreich die französischen »Freunde« und deren Schützlinge — die jugoslawischen Militaristen.

Griechenland hat aber seine Souveränität auch über die »jugoslawische freie Zone« und über die Eisenbahnlinie zurückerobert. Und England hat es seinem Bundesgenossen Frankreich ermöglicht, durch die sogenannte Handelszone seinen Schützling Jugoslawien unverhindert zu bewaffnen — was auch der Zweck des alten Uebereinkommens mit Pangalos und der Schaffung der freien jugoslawischen Zone war. Das ganze Uebereinkommen bedeutet für Jugoslawien tatsächlich die Transportmöglichkeit der staatlichen Monopolartikel: des Salzes und des Tabaks.

Griechenland erhielt die Unterstützung Englands zur Abwehr der imperialistischen Forderungen der großserbischen Imperialisten, mußte aber etwas aktiver in die Gewässer der englisch-italienischen Politik auf dem Balkan segeln. Gerade als Vorbedingung der englischen Unterstützung mußte Griechenland den Freundschaftspakt mit dem faschistischen System in Italien abschließen. Und so bedeutet in der Tat die Politik der »Konsolidierung« der Beziehungen auf dem Balkan, welche die englischen und französischen Imperialisten führen, den Zwischenkampf über die Erweiterung ihrer Einflüsse in einzelnen Balkanstaaten, den Kampf um Fleisch und Blut der Balkanvölker, welche im ersten internationalen Zusammenstoße als die ersten Opfer hingeworfen werden müssen. Und die kleinen balkanischen Gewalthaber pressen, nach ihren »Freundschafts«-Pakten und -Verträgen, noch stärker das Messer hinter dem Rücken in ihrer Hand und spähen des Momentes, um es einem in die Brust zu stecken: die großserbischen Hegemonisten für Saloniki und das Vardartal, um zum Ruhm und Nutzen des französischen Imperialismus und der französischen Bankiers über den ganzen Balkan zu gebieten; die griechischen Imperialisten, um sich einen Teil des albanischen Körpers im Momente, als ihn Italien aufteilen sollte, anzueignen, um die Ausbeutung in Mazedonien und Thrazien zu erweitern und wiederum die türkische kleinasiatische Küste zu besitzen, wenn England und Italien wieder anfangen, ihre »zivilisatorischen« Kanonen und Tanks gegen die türkische Republik und die Sowjetunion auszuschießen.

Aber die großen und kleinen Imperialisten vergessen an die Widerstandskraft der unterdrückten Balkanvölker, die genug gelernt haben und nicht erlauben werden, daß sich die imperialistischen und faschistischen Banken über ihre Gebeine und ihre in Brand gesteckten Heime auf dem Balkan verbreiten.

N. Matijević

Neues Budget — neue Lasten in SHS

Heute hat der Führer der Diktatur, König Alexander, das neue Budget für das Jahr 1929/30 unterzeichnet, und morgen wird seine Regierung im Amtsblatt das diesbezügliche Finanzgesetz veröffentlichen.

Auf den ersten Blick sieht man, daß das neue Budget eine Tat von Verzweifeln ist. Diese Kamarilla ist mit großem Aplomb und Geschrei aufgetreten, sie hat proklamiert, sie werde in zwölfter Stunde den Staat und das Volk von der ungeheuren Verschwendung des Parlamentes und der politischen Parteien retten, sie werde eine absolute Sparsamkeit in allen Zweigen der Staatsverwaltung einführen, alle überflüssigen Ausgaben streichen, in erster Linie die schweren Lasten, unter denen das Volk und die Volkswirtschaft leiden, herabsetzen. Der »König-Retter« hat in allen Tonarten versprochen, von nun an werde Milch und Honig fließen überall, wo bisher die Willkür der Parteidiktatur und die politische Korruption geherrscht hat... Tagtäglich meldete die Regierungspresse, wie das Volksvermögen unter dem parlamentarischen Regime unbarmherzig vergeudet wurde, was für ungeheure Dinge in der finanziellen Verwaltung des Landes geschahen und wie der neue Finanzminister in der Regierung der Diktatur, Dr. Stanko Svrljuga, Tag und Nacht arbeitet, um das Budget der größten Sparsamkeit herzustellen, um so zu »beweisen«, wohin die Diktatur die gemarteten Völker Jugoslawiens führen will und wie sie dieselben zu beglücken denkt.

Jetzt ist dieses Werk fertig — und es ist das beste Zeichen der Schwäche und der Unmöglichkeit des Diktatursystems.

Das ganze Budget beläuft sich auf 12.464.474.912 Dinar und ist um eine ganze Milliarde höher als das des vorigen Jahres.

Nur eine kurze Uebersicht auf die Ziffern des Voranschlags zeigt uns mehr als alle langen Reden der politischen Ratgeber der Diktatur und die langatmigen »Manifeste des »erhabenen Herrschers«.

Wir werden hier nur einige Ziffern aus dem neuen Budget anführen, und diese Ziffern illustrieren am besten die Ziele dieser Diktatur.

Der neue Voranschlag sieht vor:

a) für die Oberste Staatsverwaltung: 266.756.854 Dinar; b) für das Ministerium des Innern: 586.611.713 Dinar; c) für das Kriegs- und Marineministerium: 2.428.571.226 Dinar; d) für das Verkehrsministerium: 2.797.000.000 Dinar. Stellen wir nun daneben: a) für Landwirtschaft und Gewässer: 99.307.007 Dinar; b) für Handel und Industrie: 56.066.700 Dinar; c) für soziale Politik: 29.765.647 Dinar — und jedem wird der »rettende Charakter« dieses Regimes klar sein.

Solange nur die Ministergehälter — ohne die sogenannte »Zivilliste« (das Gehalt des Königs) — eine Summe von über 266 Millionen betragen, solange sieht man für alle Zweige der sozialen Fürsorge nur eine Summe von 29 Millionen vor. Solange für Polizei, Gendarmerie und Spitzeltum im Lande (für die auswärtige Spionage sorgt das Budget des Ministeriums des Aeußern) eine Summe von beinahe 600 Millionen vorgesehen ist, sieht man für alle landwirtschaftlichen Bedürfnisse in diesem Agrarlande mit rückständiger Landwirtschaft nur eine Summe von 99 Millionen vor. Solange für die militaristischen Ziele der Diktatur die ungeheure Summe von über fünf Milliarden Dinar (5.225.571.226) vorgesehen ist — da die Summe, welche für das Verkehrsministerium bestimmt ist, hauptsächlich zum Bau der strategischen Eisenbahnen verwendet werden wird —, werden für alle Bedürfnisse der Förderung der einheimischen Industrie nur 56 Millionen Dinar vorgesehen. In diesem Exposé sagte der Finanzminister, das Budget werde in den nächsten Jahren ständig steigen, da der Zinsendienst für die Auslandsanleihe nach Regelung der Kriegs- und Vorkriegsschulden gegenüber Frankreich sich erheblich vergrößern werde. Falls Jugoslawien noch eine größere Investitions- und Stabilisierungsanleihe abschließen sollte, werden die Zinsen und die Abzahlungen dieser Anleihen für das Staatsbudget eine enorme Mehrbelastung bilden.

Wir haben über die finanzielle Politik der Belgrader Hegemonisten und Militaristen öfter geschrieben, und alle unterdrückten Völker Jugoslawiens haben dies an ihrem eigenen Leibe am deutlichsten gespürt. Aber in diesem Mo-

mente ist es am interessantesten und lehrreichsten zu sehen, wie die Diktatur sich vorstellt, die Mittel für die weiteren Rüstungen und zur Selbsterhaltung verschaffen zu können. Der Finanzminister der Diktatur, Dr. Svrljuga, ließ an der Offenherzigkeit nicht mangeln: durch *Bodensteuer* und *Zölle*, sagte er. Es genügen nur diese zwei Worte, um die ganze kapitalistische arbeiter- und bauernfeindliche Finanzpolitik der Diktatur zu kennzeichnen und zu brandmarken.

Bodensteuer? In einem Lande, wo der Lebensstandard der breiten Massen so tief ist wie nirgends anders, wo der größte Teil der Bauern ein kümmerliches Dasein von der Ausbeutung der Arbeitskraft ihrer eigenen Familienmitglieder — der unmündigen Kinder und der erschöpften Greise — fristet, wo von einer Wohnungskultur überhaupt keine Frage ist und der große Teil der Landbevölkerung in den Hütten gemeinsam mit Vieh lebt, wo eine erschreckende Landflucht eingetreten ist, so daß nur in einem einzigen Bezirke über 18.000 Pässe für die Ueberseeländer in einem Jahre ausgegeben wurden?!

Die Erhöhung der Bodensteuer in einem Lande, wo in weiten Gebieten der chronische Hunger herrscht?

Zölle? Die Zölle auf alle Industrieartikel, welche jeden Konsumenten gleich treffen — den König Alexander und einen Zagreber Straßenkehrer oder einen hungrigen Landarbeiter in der Herzegovina? Die Zölle als die Quelle der Staatseinnahmen haben überall versagt — sie waren die finanzielle Weisheit der abdul-hamidischen Türkei. Mit den Zöllen denkt die Regierung den größten Konsumenten — den Arbeiter und Bauern — zu treffen, und mit deren Schweiß, deren Entsagungen und Entbehrungen die Diktatur zu festigen.

Wird ihr dies gelingen?

Die klassenbewußten Arbeiter und armen Bauern müssen Sorge dafür tragen, daß dies nicht geschieht. In diesem Zeichen werden sich alle unterdrückten Balkanvölker zusammenfinden, um gemeinsam durch Massenkampf das schwere und verhaßte faschistische, militaristische und kapitalistische Joch abzuschütteln.

Krešimir Ivačić

Gegen den erneuten faschistischen Terror in Bulgarien

Das Komitee zum Schutze der neuen Opfer der faschistischen Diktatur in Bulgarien hat, angesichts der Terrorwelle der bulgarischen Faschisten, einen Aufruf gerichtet an die Arbeiter, Bauern und Intellektuellen der ganzen Welt. Wir erhielten eine Kopie dieses Aufrufes, die wir nachstehend wiedergeben:

Der bulgarische Faschismus veranstaltet eine neue Feier mit dem Blute der besten Söhne der Arbeiterklasse. Die Polizeikeller im ganzen Lande sind aufs neue voll mit Arbeitern und Bauern, die den tierischsten Quälereien und unmenschlichen, blutigen Schlägereien seitens der bezahlten Henker der faschistischen Diktatur ausgesetzt sind. Seit zehn Tagen sind nur in der Sofioter Polizeidirektion mehr als 30 Arbeiter verhaftet und blutig gefoltert worden, in ihrer Mehrheit Eisenbahner, die als Mitglieder und Führer der nach dem barbarischen Gesetze zum Schutze des Staates (d. h. zum Schutze der faschistischen Diktatur) verbotenen Kommunistischen Partei Bulgariens angeklagt sind.

Von den bis jetzt Verhafteten sind die Namen der folgenden bekannt: *Mladen Stojanoff* (angeklagt als Sekretär der Kommunistischen Partei Bulgariens); *Lüben I. Georgieff*; *Ivan Atanasoff Schabowitsch*; *Boris Atanasoff*; *Grigor Krasteff*; *Pentscho Iv. Debarlieff*; *Todor Nikoloff*; *Krum Wassileff Popoff*; *Nikola Karakuleff*; *Kosta Stojanoff*; *Alexander Dimitroff*; *Ivan Todoroff*; *Nedko Dontscheff*; *Kostadin St. Petrunoff*; *Kostadin Chr. Klimenoff*; *St. P. Dimitroff*; *Wladko Galabinoff*; *Todor Krasteff*; *Witscho Beneff*; *Wassil Georgieff*; *Todorika Marinowa*; *Wascharoff*; *Angel Kozeff*; *Angel Kostadinoff*; *Miladinoff*; *Georgi N. Boschiloff*; *Peter Kamberoff*; *Georgi Bunschuloff*; *Mile Kostoff* und *Michal*. Die Verhaftungen dauern fort.

Infolge der tierischen Inquisitionen und unmenschlichen Schlägen, welchen die Verhafteten ausgesetzt sind, um gezwungen zu werden »Geständnisse« abzulegen, können sich mehrere von ihnen nicht einmal bewegen, und manche befinden sich in Todesagonie.

Die neuen Willkürakte und Orgien der faschistischen Diktatur in Bulgarien bezwecken einen neuen Schlag gegen die Arbeiterorganisationen, um in den Reihen der Arbeiterklasse, die für den Sturz der unter den eigenen Verbrechen zusammenbrechenden faschistischen Diktatur kämpft, Unruhe und Schrecken hervorzurufen. Es wird auch die volle Entfesselung der Gier der kapitalistischen Klasse Bulgariens bezweckt, damit die blutige Ausbeutung der Arbeiterklasse verschärft wird. Andererseits verfolgt der neuverschärfte bul-

garische faschistische Terror den Zweck, die bulgarischen Arbeiter und Bauern zu Kanonenfutter für den künftigen Antisowjetkrieg vorzubereiten.

Arbeiter und Bauern, Menschen des gewissenhaften Denkens aller Welt!

In den letzten sechs Jahren, seitdem in unserem Lande die faschistische Diktatur herrscht, hatten die bulgarischen Arbeiter und Bauern als Opfer im Kampfe gegen den Faschismus 25.000 Ermordete und »spürlos Verschwundene«, 110.000 Verhaftete (1000 sitzen noch in den Gefängnissen), 5000 politische Flüchtlinge (mehr als 3000 befinden sich noch immer im Auslande), 44.000 Arbeiter und Bauern wurden geschlagen und gefoltert, 20.000 wurden angeklagt und verurteilt.

Es sind dies nur die Menschenopfer. Die materiellen Schäden sind unberechenbar. 550 verbotene Versammlungen, 19 verbotene Zeitungen, 157 beschlagnahmte Nummern im Gesamtwerte von 735.200 Lewa, 80 Presseanklagen, 4 Redakteure verurteilt zu 18 Jahren Gefängnis, 494.000 Lewa Kautionen! Die angerichteten Schäden durch die Beschlagnahme der Güter der Kommunistischen Partei, des Kommunistischen Jugendverbandes, des Allgemeinen Arbeiter-Gewerkschaftsverbandes, der Genossenschaft »Oswoboschenie« und der neugegründeten Arbeiterorganisationen betragen die Summe von mehreren Milliarden Lewa.

Die neuen faschistischen Orgien kommen nun als Verlängerung dieser blutigen Kette!

Für die werktätigen Massen Bulgariens ist es klar, was der neue Feldzug des blutigen Faschismus verfolgt, und deshalb stehen sie auf zum entscheidenden Kampf für die Verteidigung der neuen Opfer der faschistischen Diktatur, für die Freilassung aller Verhafteten, für Arbeitererquieten der Inquisitionen und Folterungen, für volle und bedingungslose Amnestie, gegen das Gesetz zum Schutze des Staates, gegen die faschistische Diktatur, für eine Arbeiter- und Bauernregierung, gegen den Antisowjetkrieg!

Zu diesem Zwecke wurde ein spezielles Komitee von Vertretern der Arbeiterpartei, der Unabhängigen Arbeitergewerkschaften, des Arbeiterverbandes, des linken Flügels des Bauernbundes, des linken Flügels des Bauernjugendverbandes, des Sofioter Amnestiekomitees, der Angehörigen der Verhafteten, der Arbeiter- und Bauernpresse, der Arbeiter von vielen Betrieben usw. gegründet. Die Aufgabe dieses Komitees ist, den Kampf der werktätigen Massen im Namen der obigen Forderungen zu organisieren und zu führen.

Im Namen des gefolterten, aber heldenhaften bulgarischen Proletariats, im Namen aller Werktätigen, im Namen der in den Polizeidirektionen gequälten und gemordeten Arbeiter und deren Kinder und Frauen richten wir den Appell an das Weltproletariat, an die Bauern und an alle gewissenhaft denkenden Menschen, uns in unserem Kampfe zu unterstützen.

Die bulgarischen Arbeiter und Bauern haben diese Unterstützung schon mehrmals bekommen, und sie sind überzeugt, daß sie sie auch jetzt bekommen werden.

Nieder mit dem blutigen bulgarischen und Weltfaschismus!

Nieder mit dem grausamen Weißen Terror!

Es lebe das Weltproletariat und sein Befreiungskampf!

Es lebe die internationale proletarische Solidarität!

Sofia, den 30. III. 1929.

Komitee zum Schutze der neuen Opfer der faschistischen Diktatur

Rettet Mladen Stojanoff!

Die gesamte bulgarische Regierungspresse und die Bulgarische Telegraphenagentur (BTA) verbreiten neuerdings »Schreckensnachrichten« über neue Aufdeckung einer geheimen Partei, d. h. der verbotenen Kommunistischen Partei Bulgariens, über Verhaftung von Emissären der III. Internationale, die »einen Plan zur Bolschewisierung der Universitätsjugend und der Arbeiter in den Betrieben durch Verbreitung umstürzlerischer Literatur« gehabt hätten. Die ausländische bürgerliche und faschistische Presse, gierig auf solche Nachrichten, verbreitet und verschönert diese Nachrichten weiter durch erfundene Ergänzungen, wie z. B. gleichzeitige Aufdeckung von Waffenlagern, Verhaftung eines erst vor kurzem aus Rußland heimgekehrten russischen Emissärs (!) u. dgl. m.

Das bulgarische Regierungskommuniqué für das Ausland ist so klar durchsichtig, daß es von selbst die dunklen Pläne der faschistischen Liaptscheff-Regierung entlarvt. Als Ablenkungsmanöver, um den Eindruck des proklamierten und lückenlos durchgeführten allgemeinen Studentenstreiks in Sofia

und der blutigen Studentendemonstration vor dem Parlament mit zahlreichen von der Polizei verletzten Studenten und gleichzeitig erfolgten Massenverhaftungen zu verschleiern, hat die Liaptscheff-Regierung das Bedürfnis, neue »Kommunistenkomplote« zu »entdecken«. Was die »umstürzlerische Literatur« zur »Bolschewisierung der Arbeiter in den Betrieben« betrifft, es sind dies die zahlreichen Aufrufe der legalen klassenbewußten Arbeiterorganisationen Bulgariens, die in der letzten Woche, im Zusammenhang mit der furchtbaren Explosion im Militärarsenal, wobei 28 Arbeiterinnen ums Leben kamen, proklamiert wurden; es sind außerdem die Aufrufe anlässlich des Internationalen Antifaschistenkongresses, die die bulgarischen Arbeiter in eine mächtige Protestbewegung versetzten, wovon die blutbefleckte Regierungsbande und die Bourgeoisie erschrak. Das ist die »umstürzlerische Literatur«!

Darum setzt die Liaptscheff-Regierung — wie bisher immer in solchen Fällen — mit einem neuen blutigen Feldzug ein, um so mit Massenverhaftungen die neuen politischen Morde, das Verbot und die Auflösung der Arbeiterpartei, der legalen klassenbewußten Organisationen, durch den lügenhaften Pressefeldzug im In- und Ausland zu verschleiern und um die trotz Terror sich im Lande mächtig entwickelnde Antifaschistenbewegung blutig im Keime zu ersticken.

Was den »geheimnisvollen Emissär der III. Internationale russischer Nationalität« betrifft, ist das der bulgarische Arbeiter Mladen Stojanoff.

Wer ist Mladen Stojanoff?

Er ist einer der besten und opfermutigsten Führer des bulgarischen Proletariats. Mladen Stojanoff, selbst Arbeiter, ist jenes lebende Symbol des revolutionären Proletariats, der aus den tiefsten Schichten des Proletariats durch tagtägliche gefahrvolle Arbeit selbst jahrelang von den Bestien der bulgarischen Polizei gesucht und oftmals aus der tödlichen Verhaftung sich rettend, sich bis an die Stelle des Führers der Arbeiterschaft emporhob.

Daher der tödliche Haß der faschistischen Bestien und blutdürstigen Regierungsorgane ihm gegenüber! Darum die akute Gefährdung seines Lebens! Darum die kategorische Pflicht des bulgarischen und internationalen Proletariats, in letzter Stunde in Massen sich einzusetzen, um Stojanoffs Leben zu schützen!

Mladen Stojanoff ist bereits am 19. März verhaftet worden. Bis zum 25. — 6 Tage lang — verschwieg die bulgarische Regierungsmiene den gelungenen Fang, um ihr Opfer grausam foltern zu können, um Geständnisse zu erpressen. Es ist im Augenblicke sehr fraglich, ob Mladen Stojanoff noch am Leben ist, da er selbst sehr erschöpft und krank war und die grausamen Folterungen in der berüchtigten Sofioter Polizeidirektion kaum überleben wird.

Außer den Massenverhaftungen unter den demonstrierenden und streikenden Studenten — der Grund der Studentenunruhen ist die reaktionäre faschistische Bildungspolitik der Regierung und, als unmittelbarer Anlaß, die Beraubung der Gymnasiallehrerkandidaten ihres kärglichen Gehaltes (1500 — 10 Dollar monatlich!) durch ein Jahr — sind zahlreiche Verhaftungen von Arbeitern, darunter 20 Eisenbahner, Arbeiter- und Bauernfunktionäre usw. Die Regierungskorrespondenzen nach dem Auslande aber schämen sich nicht, zu erklären, daß »die Polizei im Besitze einer großen Liste verdächtiger Personen« sei, deren Verhaftung bevorsteht.

Die tieferen Gründe der jüngsten grauenhaften Verfolgungen liegen in der äußerst zugespitzten Lage des Landes. In den letzten Monaten führte das bulgarische Proletariat eine Reihe von Massen-Kampagnen. So folgte auf die Antiterror- und Amnestiekampagne im Dezember vorigen Jahres, die antifaschistische Kampagne und zugleich eine Gewerkschafts- und Pressekampagne. Infolge dieser Aktion ist eine Massenmobilisierung und Aktivisierung der Arbeiter- und Bauernmassen und ihrer Organisationen entstanden. So wurde trotz Verbot und verschärften Terrors am 10. d. M., anlässlich der Eröffnung des Internationalen Antifaschistischen Kongresses in Berlin, in Sofia, statt im versiegelten und von der Polizei blockiertem Lokale, die Versammlung auf die Straße verlegt und stürmisch durchgeführt.

Der jetzige neue Schlag zielt auf die Auflösung der legalen Arbeiter-Partei und der Unabhängigen Gewerkschaften Bulgariens. Seit September vorigen Jahres hat Ljaptscheff wiederholt versucht, ihre Auflösung herbeizuführen, jedoch dank der energischen Massenprotestbewegung sowohl im Lande als auch vom Auslande, scheiterte dieser Versuch.

Auch jetzt wird diese Gefahr nur durch die vereinten Kräfte des bulgarischen mit dem internationalen Proletariat beseitigt werden können. Darum auf zum Protest gegen die neuen Massenverhaftungen in Bulgarien! Handelt raschest zur Rettung des Lebens Mladen Stojanoffs! Hände weg von den legalen klassenbewußten Arbeiter- und Bauernorganisationen!

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ВЗИЦИ

Фашизъм на Балканите

Балканските страни подпадат една след друга под фашистка диктатура. Освен в България, Югославия и Албания, дето тая диктатура, макар и под разни форми, е вече установена, Гърция и Ромъния също така вървят към нейното установяване.

Наред с общите причини, вследствие на които господстващите класи на всекъде все повече напускат почвата на буржуазната демокрация и пригребват към системата и методите на фашизъма, на Балканите има и една редица специални, исторически, политически и економически причини, които тикат тия страни в тая насока.

Известно е, че в балканските страни буржуазно-демократическата революция, която можеше да свърже политически и идеологически буржуазията с широките народни маси, не се извърши. Буржуазията в тия страни, още в самото начало на своето господство, бе резко свързана с международния капитализъм, стана негов агент и се превърна в контра-революционна класа. Селяните, които съставляват подавящото болшинство на балканските народи, не получаха земя чрез една демократическа революция, под ръководството на буржуазията против феодализъма, както това стана например, в Франция и ред други страни. Напротив, те беха просто обект на безогледна експлоатация и ограбване от страна на буржуазията за целите на първоначалното натрупване на капиталите в балканските страни. Феодализъм не е още окончателно премахнат и грамадната селска маса и днес още се намира под тежестта на полуфеодалните отношения. Вследствие на това, между господстващите класи и селските маси, лежи дълбока пропаст.

Националната проблема на Балканите също не получи своето окончателно разрешение. Милioni маси пшкват под национален гнет. Буржуазията се стреми да преодолее големите трудности, произтичащи за нейното господство от неразрешената национална проблема, чрез системата на насилственото колонизиране на поробените области и бруталното денационализиране на инородните населения. По тоя начин обаче, националната проблема се още повече комплицира и изостря, и национално угнетените народи се тласкат в една непримирима опозиция по отношение буржуазията и нейното господство.

Балканските страни, като аграрни страни с слабо развита индустрия, са в положението на полуколонии на международния империализъм и се намират в разтягана зависимост от него. Те водят помежду си една постоянна економическа война, намират се в непрекъснати национални и териториални конфликти, насърчавани и използвани от империалистическите държави за техните собствени завоевателни интереси на Балканите. Техния вътрешен пазар, вследствие обединяването на масите и ниската им покупателна способност, е крайно ограничен, а вътрешните пазари за техното производство, в повечето случаи, са недостатъчни. Техните собствени възможности за стабилизирането на капитализъма и за рационализирането на производството, са твърде малки. Разрушенията на империалистическата война и огромните тежести на репарационните задължения и военните дългове, от своя страна, изострят още повече стопанската криза и економическите и финансови трудности. Външните заеми, към които буржуазията прибегва, като основен изход от това положение, отрупват с нови големи тежести масите и съществено увеличават толкова повече техното недоволство против буржуазията.

Буржуазията в балканските страни срещу конкуренцията на високо развитите индустриални държави, търси изход в свирепата експлоатация на пролетариата и селските маси. Тя не може, както капиталистическата буржуазия в империалистическите държави, да прави на горните слоеве от масите такива материални отстъпки, които биха ги привързали към нея. За всека придобивка, масите са принудени да водят тежка и продължителна борба. От тук и резко очертаната дълбока и непроходима пропаст между пролетариата и буржуазията, както и сравнително високата степен на революционен дух и борческа готовност на масите. От тук и слабостта на работническата аристокрация и на социал-демократията в балканските страни, за разлика от империалистическите държави.

Най-сетне, в балканските страни, които имат много общо с социалната структура на царска Русия, победоносната Октомврийска революция, която освободи пролетариата, селяните и угнетените народи в обширната Руска империя, указва особено силно влияние върху народните маси. Това влияние се засили и задълбочи чрез единадесетгодишното съществуване на Съветския съюз, чрез неговата революционна политика, чрез неговото социалистическо строителство и чрез неговата непримирима борба против империализма и за международен мир.

Вследствие на всичко това, балканската буржуазия не е в състояние да задържи своето господство чрез методите на буржуазната демокрация и парламентаризъм. Чрез тия методи, също така и империализъм не може да тури окончателно ръка на Балканите. Методите на буржуазната демокрация и парламентаризъм стават толкова по-негодни сега, когато Балканите и балканските народи следва да бъдат вмъкнати в подготвяваната империалистическа антисъветска война, срещу която решително се обявяват милионите балкански народни маси. За това, балканската буржуазия и международния империализъм виждат разрешението на задачата в фашизъм, за това те прибегват, минавайки през разни етапи, съобразно особените вътрешни условия на всека балканска страна, към установяването на фашистка диктатура.

Но посочените по-горе исторически, политически и економически особености на Балканите, придават на балканския фашизъм също един своеобразен характер. Това своеобразие на фашизъм в балканските страни се заключава, преди всичко, в обстоятелството, че той, за разлика от Италия и Полша, идва не от долу, чрез едно масово движение, на власт, а наошъки, от горе — чрез държавния апарат, опирайки се на военните сили на буржуазията и обединявайки, под командата на финансовия капитал, всички контра-революционни сили на буржуазията, на земевладелците и заможните селяни, върховете на дребната буржуазия, висшата бюрокрация — против пролетариата, трудящите се селски маси и борящите се за национално освобождение угнетени националности.

Едно особено силно оръжие на фашизъм на Балканите е, несъмнено, възкръстването на буржуазния национализъм, раздухането на националистическите и шовинистически страсти, издигането отново перспективата за велика България, велика Сърбия (Югославия), велика Гърция, велика Ромъния. Спекулирайки с националистическата идеология, фашизъм в съответните балкански страни се стреми да се свърже с слабо съзнателните слоеве на дребната буржуазия, селяните и пролетариата, за да разшири социалната база на фашистката диктатура и да облекчи прокарването на контра-революционната буржуазна национална политика (колонизацията и денационализацията). За фашизъм и фашистката диктатура, национал-революционните движения на Балканите, национал-революционните организации на македонци, добруджанци, тракийци, албанци и пр., се явяват извънредно опасно пришествие. За това именно фашизъм с не помалка жестокост се нахвърля върху национал-революционните организации, едновременно с кървавата си борба срещу революционното движение на пролетариата и селяните. Той използва най-широко фашистките национални организации за налагането и укрепването на своята диктатура и за физическото изтребление на революционните сили на работническото, селското и национал-освободителното движение. Класически е примера в това отношение с македонските организации на Т. Александров—Протогеров и с фашистката добруджанска организация в България. По тоя път върви и военно-фашистката диктатура в Югославия, която използва сърбоманските колонистки банди в Македония и се старее да направи същото в албанското, черногорското и пр. движения.

Балканския фашизъм по своето естество и характер е неразривно свързан с самото господство на капиталистическата буржуазия и империализъм на Балканите. Той не е едно временно и епизодическо явление. Неговото окончателно унищожение е възможно чрез събарянето на господството на самата буржуазия. За това и борбата против него ще бъде една тежка, продължителна, революционна борба. Нито един слой, нито една група от буржуазията, от земе-

владелците и богатите селяни немаат интерес и не могат да участвуват в тая борба, защото всички те са заинтересовани в съществуването на фашистката диктатура, като средство за поддръжане своето господство, експлоатацията и ограбването над масите; всички те имат нужда от фашистката диктатура, като свой единствен надежен щит срещу революционното освободително движение на пролетариата, селските маси и поробените националности. Тая борба е и може да бъде дело само на трудящите се от градове и села, заедно с национално угнетените маси. Само революционен блок на

тия народни маси на Балканите е в състояние да изведе борбата против фашизма и фашистката диктатура до освободителен край.

Национал-революционните организации на Балканите, чийто смъртен враг е фашизма, с пълно основание схващат борбата против фашизма и фашистката диктатура, като своя собствена борба, като една неотемлима част от големата борба против националния гнет и за национално освобождение.

Г. Димитров

Обществото на народите и въпроса за малцинствата

Петдесет и четвъртата сесия на Обществото на народите се състоя при една атмосфера по-гъбна, отколкото други път. Международното обществено мнение почти не ѝ отдаде внимание. Тя не ангажира вниманието на големата преса. Един вуал на незаинтересованост обгръна това събитие, ако, разбира се, би могло да се говори за едно събитие.

В същност обаче, въпроса, който се поставяше пред тази сесия, беше един от най-важните. Касаеше се за националните малцинства, въпрос сложен, парлив, който крие в себе си най-големата опасност против мира; въпрос също, който сочи специалната компетентност на Обществото на народите, според самите постановления на мирните договори. Обществото на народите се «справи» с този въпрос, патоварвайки една комисия да приготви един доклад. Никакви общи дебати, касаещи фактите и принципните положения.

Силен юмручен удар върху масата, който Шреземан направи при речта на Залески, се приключи чрез един силен удар с сабя в водата. Щом отношенията между Германия и Полша се подобрят, по силата на едно дипломатическо споразумение по въпроса за арестуването на г. Илиц, председател на Народния съюз, въпроса за малцинствата ще бъде погребан. Женева третира въпроса за националните малцинства изключително от гледна точка на... множествата. Ще рече, в полза на отношенията и интересите на големите сили. Не сме ние, които ще кажем, че тази гледна точка е без всяко значение. Но това не е всичкото, нито най-важното.

Има една концепция при разглеждането на въпроса за малцинствата сам по себе си. Това е гледната точка на човешината, на священното право на човешката личност да живее собствен, личен живот, да говори своя матерен език, да не бъде измъчван всеки ден в развитието на своята култура, в своята економическа или професионална дейност. Всеки въпрос за националност не е свързан неизбежно с въпроса за сепаратизъм, за териториална анексия или териториално откъсване, не се облъсква безусловно с барьерата на «светите договори». Може дори да се каже, че колкото повече някои се опитват да не държат сметка за тази страна на въпроса, толкова повече се засилват опасните течения за отцепване. Егизъм на великите сили е жесток, когато той изоставя въпроса за малцинствата поради незаинтересованост към страданията на милиони и милиони човешки същества; той е слеп, когато не вижда, че поради големите опасения от политически последици, които има, той сам услужва и подпомага движенията, които целят изменението на политическата карта на Европа чрез война, било че тия движения са спонтанни, било — както това става най-често — че тия движения са поддръжани и насочвани чрез и от големите империалистически сили.

Възможно ли е, наистина, г. Бриан да каже, че най-лошата услуга, която би могла да се направи на малцинствата, това е да се публикуват техните документи, толкова понекога те са детински? Че всички, техни оплаквания се състоят в следното:

Един баща иска удовлетворение от Обществото на народите, защото сина му получил две плесници от учителя си или едно частно лице се оплаква, че като поискал един билет за пътуване на полски, германския ж. п. чиновник се преструвал, че не разбира молбата му. Не е само германското малцинство, което е излагано на подигравка в Полша, нито пък се касае само за полското малцинство, което трябва да бъде защитавано в Германия. От Адриатика до Черното море съществува една грамадна маса от национални малцинства, често размесени, маса, която крещи, излагайки своите страдания, своята мизерия. Нищо не струва лицемерието, което некога известни правителства практикуват, като деноansirат с кресък режима, на който са подложени техните малцинства в съседната държава, режим, който те сами практикуват по отношение на малцинствата, които имат в пределите на собствената си страна. Сръбската «Ориона» се вълнува ужасно срещу италианския фашизъм, който

денационализира славяните от Истрия, в същия момент обаче, «Белата ръка» практикува същите атентати, за да денационализира кудовласите, албанците, гърците, българите в Македония. От своя страна, гръцкото, българското и румънското правителства правят същото по отношение на техните малцинства и т. н.

Никаква честност, никаква лоялност в правителствата. Въпроса за малцинствата сочи на абсолютния фалит на категоричния императив на Канта.

Мусолини теоретизира не само неизменяемостта на договорите, що се отнася до границата при Бенер, но той поддръжа още, че въпроса за управлението на германските малцинства от южния Тирол, е въпрос от изключително вътрешна компетентия на Италия. Същия Мусолини обаче, взема позата на голем протектор на Унгария относно нейните аспирации за ревизия и предлага открито своята помощ на комунистите от фашистката ВМРО за техните кървави подвизи в Югославия. Проче, всичките сили имат своите малцинства за покровителство и своите малцинства за принужденне или малцинства, които оставят, за да бъдат притискани от други, според изикванията на техното съперничество за влияние и надмощие. На едни се дават съвети за кураж, дори оръжие и пари; на други се дават съвети да бъдат лоялни по отношение държавата, от която са анексирани. Тази последната тенденция бе лайт-мотива на кратката Женевска сесия. Слушайте в «Temps», който е най-сериозния и най-красноречив изразител:

«По силата на известни и особени положения, нема въпрос по-деликатен за разглеждане в една среда, като тази в Женева, отколкото въпроса за защита на малцинствата. Ако се желаше да се осигурят правата на тия последните, желаше се също да се наложат тем длъжностите, които те имат по отношение на държавата, към която те редовно са присъединени и чийто национален суверенитет не би се реализирал чрез защитата на тия малцинства».

Това значи да признаеш, че Обществото на народите нема що да каже, нито що да прави за защита на малцинствата, защото не би могло да се говори за право на защита на Обществото на народите по отношение малцинствата, право на защита което не би нахърнило в известна степен суверенитета на държавата, от която тези малцинства съставляват една «редовна част». Това е един съвет за абдикиране, който в «Temps» дава едновременно на малцинствата, на народите и на Обществото на народите, техен настояник, по силата на собствените си статuti.

Една подобна глупост не е възможна, освен когато Обществото на народите се третира като владение на големата компания: Париж—Лондон—Рим—Берлин. Всичко що смущава спокойствието на големата компания, трябва да мълчи. Малцинствата трябва проче, да мълчат. Големата компания не знае или не иска да знае за тех, поне когато тя държи своите заседания върху смеящите се брегове на Леманското езеро.

В същност, по този начин не се прави никаква услуга на Обществото на народите; това не е начин да се повдигне неговия авторитет, да се направи от него един истински орган за международния мир.

Че въпроса за малцинствата е страшно мъжен, трънлив и пълнен с изненади — това е известно. Но да го игнорираш, за да го удушиш, това е още по-лошо. Това задълство на силите, добито с цената на мълчанието, капитулацията и чрез отричане на всека справедливост, може да доведе до внезапни сътресения.

Всичките страдащи национални малцинства апелират към Интернационала на народите. Изоставените от Обществото на народите ще изоставят това последното. Това е заключението, което трябва да се направи от политиката, която възтържествува в Женева.

Паоло Давила

Обществото на народите и националните малцинства

Преди общата война, броя на националните малцинства беше твърде голем. Имаше цели страни, където тия малцинства съставляваха болшинството от населението. След войната, положението се измени. Много от тия национални малцинства добиха свои национални и културни права. В империята на Романовци, след победоносната руска революция, всички национални малцинства добиха своето национално освобождение. Ние не говорим тук за стотиците народи, угнетени от руския царизъм, които получиха пълното свое освобождение. Некои национални малцинства и в други страни, като бившата Австро-унгарска монархия и Германската империя, също тъй добиха своето национално освобождение. Но едновременно с това, десетки националности попаднаха в едно подчинено положение. Едни от национално свободните народи до войната, попаднаха в робство; други, които бежа и преди войната потиснати, останаха в същото положение.

Броя на националните малцинства само в централна и юго-източна Европа сега е повече от шестдесет. Техната численост е над 40 милиона. Те съставляват 10% от населението на Европа, а в некои страни, те съставляват фактически болшинството от населението там. Ние имаме страни в централна и юго-източна Европа, където техното число се равнява, а в некои и надминава, населението от господстващите нации. Такива страни са Полша, където националните малцинства съставляват 40% от населението, Ромъния, където те съставляват 35% от населението, Чехославия — 60% и Югославия — също тъй 60%.

През време на войната, империалистите и милитаристите уверяваха угнетените народи и националните малцинства, че те водят войната и за техното освобождение. Това беше само за да ги привлечат на своя страна. Ето защо, при изработването на мирните договори, за да хвърлят прах в очите на милионите народни маси, които попаднаха в национално робство, те бежа принудени да предвидят известни клаузи в тия договори за покровителство на поставените под чужда власт народи. Така, в всички договори, които те наложиха на победените, бежа предвидени специални клаузи за покровителството на националните малцинства, при все че в тия страни оставаха незначителни чужди националности; подписани бежа специални договори, с които Полша, Югославия, Ромъния, Чехославия и Гърция признаваха националните и културни права на чуждите националности; най-сетне, некои държави като Естония, Латвия, Литва и Албания направиха декларации пред ОН, в смисъл, че те дават покровителство на чуждите националности. Тия бежа задълженията, които държавите победителки поежа за покровителството на националните малцинства. О на Н, създадено от тия държави, имаше за задача да следи за точното прилагане на тия постановления.

Как постъпи то?

Националните малцинства бежа угнетявани. На тех се отказваха и най-елементарните национални и културни права; цели народи, като македонците, албанците от Косово и други, бежа третираны не като отделни народи, не и като национални малцинства. Икономически, те бежа поставени при изключително положение; те бежа облагани с данаки, неколнократно по-големи от тия, с които бежа облагани господстващите националности. Те не се ползуваха с политически и граждански права, с които се ползуваха тия последните.

С една реч, положението на националните малцинства, къде повече, къде по-малко, беше непоносимо. Тия национални малцинства, или голем брой от тех, помислиха, че ОН ще облекчи техното положение. Те почнаха да дават оплаквания и петиции до последното. Образува се грамада от досиета. Техното разглеждане беше предоставено на един специален комитет. Какво обаче ставаше в тоя комитет, какви решения той вземаше, никой не знаеше. Тия решения не бежа разгласявани, самите заинтересовани не знаяха каква е участва на техните постъпки. А положението на националните малцинства продължаваше да бъде непоносимо. Нещо повече даже. То се влошаваше. Ако обществеността и заинтересованите национални малцинства нищо не знаяха за решенията на комитета, заинтересованите държави — угнетителки, които имаха всекога възможност да знаят за постъпките на своите поданици пред ОН, засилваха своето угнетение и терор, по отношение на тия от националните малцинства, които се оплакваша от своите притеснители.

Но, националните малцинства не се ограничаваха само с оплаквания пред ОН. Те изнасяха публично своето

положение и протестираха против последното. Така, ОН беше заставащо да се занимае с тоя въпрос. И наистина, то се е занимавало до сега няколко пъти. Въпроса обаче, бе повдиган в ОН чисто формално; всички ония делегати, като холандския Ван Блокланд, швейцарския Мота, които повдигнаха тоя въпрос пред ОН, не се занимаваха с самата същност на тая проблема, а по-скоро намираха, че досегашната процедура на разглеждане петициите на националните малцинства е нецелна. Те предлагаха например да се образува вместо комитет от трима души, една постоянна комисия, подобна на тая, която съществуваше при същото ОН за колониалните мандати. Това предложение, колкото и да беше невинно, пропадна. Държавите, които държаха в подчинение милиони народи, като Полша, Ромъния, Югославия и Чехославия, се противопоставиха и те бежа подкрепени от Франция, Италия и Англия.

В самия Съвет при ОН се изказаха мнения, които са в противоречие с смисъла на клаузите за покровителство на националните малцинства, предвидени в договорите. Един от делегатите, Франко Мела, отиде до там, че в едно от заседанията на Съвета в 1925 год. изказа мнение, какво режима установен по отношение на националните малцинства имал преходен характер, че неговото предназначение било да притовети асимилирането на тия малцинства. Тая теза за асимилирането на националните малцинства намери пълното одобрение на делегатите на държавите угнетителки.

Въпроса за националните малцинства бе повдигнат и в декемврийската сесия на Съвета, по повод предложението на канадския делегат Дандуранд за изменение процедурата при разглеждането на петициите на националните малцинства. В тая сесия полския делегат Залески говори против германската организация за защита на немците в Горна Силезия, Фолкбунд, чиито лидери бежа преследвани. Германският министър на външните работи Шреземан, удрийки с юмрук по масата заяви, че той поставя тоя въпрос на разглеждане за следната сесия.

Така, въпроса за националните малцинства беше сложен на разглеждане в предстоящата сесия на Съвета при ОН и той съставляваше главния въпрос на тая сесия. Едновременно с това, целия печат на държавите угнетителки водеше кампания против самите национални малцинства. Тезата на държавите угнетителки, като Полша и Ромъния, които бежа представени в Съвета, беше най-ревностно поддръжана от Англия, угнетителка на ирландци, египтяни, индийци и много други народи, от Япония, поробителка на корейците, Италия, потистница на словените и немците в южна Тирол и специално от Франция, която се явява главен покровител на тия държави, както изобщо на Малкото съглашение.

Тая теза се изразява в следното: договорите за мир са неприкосновени; националните малцинства не са угнетявани в страните, където те живеят (какъв цинизъм!). Никоя държава, която има национални малцинства, не мисли да прилага по отношение на тех принудителни мерки за асимиляция. Но, ако притеснението на националните малцинства е едно престъпление, то още по-големо престъпление е да се фаворизира една политика, която има за цел да настрои националните малцинства против държавата, да разруши нейното единство. (С това се прави алозия на дейността на немците в други държави и чийто защитник се опита да се яви Шреземан). Бриан, Титулеско и Залески се явиха открити защитници на следваната до сега потистническа политика, която цели асимилирането на националните малцинства, техното денационализиране.

Чемберлен, който е оглед на вътрешното положение на Англия, искаше да даде вид, че не е противник на националните малцинства, заяви, че е съгласен да се даде поголема гласност на процедурата по петициите на националните малцинства, но същевременно заяви, че тоя въпрос не требвало да се използва за политическа агитация. Треба, заяви той, националните малцинства да имат чисти ръце, когато се адресират в Женева.

Какви са истинските намерения на държавите угнетителки на националните малцинства и изобщо към какво се стремят ръководителите на Съвета при ОН, които са врагове на потиснатите народи и националните малцинства, се вижда ясно от една фраза, която Бриан произнесе:

Треба да произведем впечатление у националните малцинства, че ние мислим за тех.

Да, треба да се произведе впечатление, че империалистите и угнетителите на народите и на националните

малцинства мислят за тех. Но, угнетените народи и национални малцинства схващат вече, че те не могат да очакват нищо добро от ОН, което е изразител на държавите, които озакониха техното робско положение. Дебатите, които се развива в Женева, тезите и декларациите на представителите на държавите угнетителки и на фактическите ръководители на това Общество, и взетата резолюция — да се проучи въпроса от един комитет, в който ще участвуват представители на държави като Япония, Англия и Испания — ще разбият илюзиите в тия от потиснатите народи и национални малцинства, които са очаквали подобрене на своето положение от тоя институт.

Угнетените балкански народи и национални малцин-

ства, макар и да знаеха, че те не могат да очакват нищо добро от тоя институт на потисничество, изпратиха едно писмо до Съвета (което ние поместяме по-долу), в което, след като протестираха високо против непоносимото положение, в което тия народи се намират, посочват на големата отговорност, която ОН понася, като продължава да поддържа угнетителите на тия народи.

За балканските угнетени народи и национални малцинства, а това се отнася и за всички угнетени народи и национални малцинства, има един единствен път на национално освобождение — пътя на масовата революционна борба против техните угнетители.

Д. Влахов

Балканските национал-революционни организации и Обществото на народите

Ние публикуваме в страниците на нашия вестник едно копие от изпратеното писмо на Балканските национал-революционни организации до Председателя на Съвета на Обществото на Народите:

Господин Председателю,

По случай настоящата сесия на Съвета при Обществото на народите, имащ на дневен ред въпроса за националните малцинства, ние долуподписаните, Балкански национал-революционни организации, сме длъжни да подчертаем още веднаж, че положението, в което се намират народите, чиито интереси и идеали ние представяваме, е много по-лошо, отколкото преди установяването на режимите, които днес съществуват.

Македонците, албанците от Косово, тези от Чамрия под Гърция, добруджанците и тракийците, са подложени на изтребление. Останалите балкански народи се намират в същото положение.

Ежедневно политически убийства и често масови убийства се устройват над тези народи. Те са лишени от политически и граждански права, дори от най-елементарните културни и национални права; те са подложени на един режим на национално потисничество и на варварски терор. Нашите народи са ограбвани и експлоатирани по безчовечен начин. Политиката на правителствата, които ги тиранизират, цели техната пълна денационализация и техното физическо изтребление.

Ние констатираме, че главната причина на това непоносимо положение на потиснатите балкански народи и национални малцинства, съставляващи половината от Балканското население, лежи в основните статута на самите тия страни — прекъснат резултат на мирните договори, които разкъсаха живите тела на тия народи, лишавайки едни от тях от техната национална независимост, други — от националната автономия, на които се радваха преди.

Ние констатираме още, че въпреки многобройните постъпки на потиснатите народи и националните малцинства, в Югославия се извършват винаги масови убийства на македонци, албанци от Косово, черногорци и др. народи; в Гърция убиват, ограбват или заточават местни македонци,

албанци от Чамрия; в България убиват, тероризират масово македонци и тракийци; в Ромъния преследват жестоко и убиват добруджанци и други народи. В момента, когато в Балканите се води една политика на пълна денационализация, договорите, съществуващи за така наречената защита на националните малцинства и чието прилагане е една от най-съществените задачи на Обществото на народите, не са приложени от това последното. Напротив, омъччавайки се, Обществото на народите спомага политиката на денационализацията и на националното потисничество.

Макар и да знаем, че Обществото на народите е в същност изражение на силите, които изработиха мирните договори и създадоха непоносимото положение, за което говорим по-горе, ние мислим, че е наш дълг — в момента, когато въпроса за малцинствата е на дневен ред в вашата сесия — да привлечем вашето внимание върху националното потисничество и терора, чиито жертви са потиснатите народи и националните малцинства и върху опасността за мира на Балканите, което носи в себе си това положение, подчертавайки отговорността, която самото Общество на народите понася, продължавайки да подкрепя потисниците на нашите народи.

Ние сме убедени, че днешното непоносимо положение на потиснатите народи и на националните малцинства в Балканите, ще престане да съществува в момента, когато на Балканите ще се установи един режим, който ще позволи на тези народи да се самоопределят, да разполагат с собствената си съдба и, бидейки свободни, да се федерират, образувайки така един братски съюз.

Единствено един такъв режим на Балканите може да тури край на настоящето положение, което представлява един истински срам и позор за човечеството и цивилизацията.

5 Март 1929 год.

Вътрешна македонска революционна организация — Обединена (ВМРО — Обединена)

Албански комитет за национално освобождение

Косовски комитет

Добруджанска революционна организация (ДРО)

Революционен комитет на западна Тракия

Едно опровержение

Комюнике на Добруджанската революционна организация (ДРО)

В редакцията ни се получи следното комюнике на Добруджанската революционна организация (ДРО), което ние считаме за свой дълг да осветим:

Изпълнителния комитет на Съюза «Добруджа», по повод едно стълкновение между ромънската гранична охрана и една петочленна въоръжена група минала от България на ромънска територия миналия месец, публикува едно комюнике, с което отговорността за организиране и изпращане на чети от България в Добруджа, недвусмислено приписва на Добруджанската революционна организация (ДРО).

Добруджанската революционна организация (ДРО) се счита длъжна по най-категоричен начин да отхвърли това неверно съобщение на Изпълнителния комитет. С четите и четническата дейност ДРО нема нищо общо. Нейната програма, тактика и методи на борба отричат напълно четни-

чеството, от където и да иде то. ДРО не е съзаклятническо-терористическа група, а масова организация на угнетеното добруджанско население от всички населяващи Добруджа народности, които тя идейно и организационно подготвя не за четнически набег, а за масово въоръжено народно въстание за събаряне на ромънския гнет и освобождаване на Добруджа.

Базата на четническото не е Добруджа, а България. Чети, в неорганизиран вид, спонтанно се пораждат по самоделиниватива на отделни добруджанци-бежанци, които оставени без закрила, без помощ, без работа, окъсани, гладни и доведени всред суровите условия на емигрантството до отчаяние, се хващат за оръжието и с оръжие в ръка търсят изход от своето тежко, безизходно положение. За техните постъпки не ДРО, а терора на ромънските власти и безгрижието на българските правителства са виновни.

В организиран вид четите са дело само на ВДРО, която, както в миналото, така и сега продължава периодически да устройва четнически нападения, прикривайки с тях дейността си в България, насочена към разстройване и разнебитване на освободителното добруджанско движение. Дело на ВДРО беха нападенията в Старо-село, Кавурга, М-Кайнарджа, Шахинлар, Доймушлар и др., използвани от ромънската полиция и жандармерия за засилване на терора, за масови разстрели и кланета. Дело също на ВДРО бе убиването на Дочо Михайлов, Гицов, Господжаков, Друмев, Кръстев и др. Изпъл. к-т не може да не знае кой действително организира чети и върши убийства. В негови ръце има огромен материал и доказателства. Негови членове са едновременно членове и в ръководството на ВДРО и, с своето явно тенденциозно комюнике той цели да отбие от себе си тежката отговорност за миналите, сегашните и бъдещите престъпления на ВДРО, да отклони вниманието на емиграцията от насилията и беззаконията, извършени на конгреса в Шумен, и да подготви морално почвата за нови убийства.

Но така той услужва само на враговете на добруджанци. В Ромъния, Изпъл. к-т улеснява национал-царанистите да се измъкнат от щедро даваните преди изборите обещания

и да продължат да разюздават куцовлашките банди, — да денационализират и ромънизират Добруджа. В България той, опитвайки се да заблуди емиграцията, подтиква властите към преследване на по-видните и активни добруджански дейци.

В България, Добруджанската революционна организация (ДРО) няма свои организации, но тя не престава да следи с най-жив интерес живота и борбите на добруджанците-бежанци, убедена, че те, в решителния момент на борбата за освобождаване на Добруджа и извоюване на Добруджанската независима република ще й съдействуват с всички сили. Затова ЦК на ДРО, изтъквайки явно провокаторската роля на Изпъл. к-т отправя своя апел към добруджанската емиграция в България, да не се подава на заблудите на сегашното насилническо ръководство на Сюза »Добруджа«, а сплотени, да оказват решителен отпор срещу опитите за разстройване, разпокъсване и използване от отделни карьеристи и карьеристически групи освободителното добруджанско движение.

Добруджа 26 Февруари 1929 г.

от ЦК на
Добруджанската революционна организация (ДРО)

Против новия фашистки терор в България

В редакцията ни се получи един апел от Комитета за защита новите жертви на фашистката диктатура в България, който ние публикуваме по-долу in extenso:

Апел

към работниците, селяните и всички честно мислящи умове
в целия свет

Българския фашизъм отново си устройва пир с кръвта на най-доблестните синове на работническата класа в нашата нещастна страна. Полицейските мазета в цялата страна отново се пълнят с работници и селяни, които се подлагат на зверски мъчения и свирепи побоища от страна на наемните палачи на фашистката диктатура. Само в Софийската Дирекция на полицията от десетина дена са арестувани и подложени на страшни мъчения и кървава инквизиция повече от 30 работника, в болшинството си железничари, обвинени като членове и ръководители на поставената в нелегалност по силата на варварския закон за защита на държавата (т. е. на фашистката диктатура) Българска комунистическа партия.

От арестуваните известни ни са до сега имената на следните работници: Младен Стоянов (обвинен като секретар на БКП), Любен С. Георгиев, Иван Атанас Шабович, Борис Атанасов, Григор Кръстев, Пенчо Ив. Дебърлиев, Тодор Николов, Крум Василев Попов, Никола Каракулев, Коста Стоянов, Александър Димитров, Иван Тодоров, Недко Дончев, Костадин Ст. Петрунов, Костадин Хр. Клименов, Ст. П. Димитров, Владо Гълъбинов, Тодор Кръстев, Вичо Бенев, Васил Георгиев, Тодорка Маринова, Вжаров, Ангел Коцев, Ангел Константинов, Миладинов, Георги Н. Божилов, Петър Камбаров, Георги Бунжулов, Миле Костов и Михал. Арестите продължават.

Вследствие зверската инквизиция и безчовечните побоища, на които са подложени всички арестувани, за да бъдат заставени да направят »самопризнания«, повечето от тях не могат да се движат, а някои са в предсмъртна агония.

Новите кървави изтъпления и оргии на фашистката диктатура се устройват с цел да се нанесе нов унищожителен удар върху работническите организации и да се влее смут и уплаха в средата на трудящите се маси, борящи се за събарянето на тази диктатура, която се клати из основи под напора на собствените си престъпления. Цели се и пълното развързване ръцете на капиталистическата класа за да може да затегне още повече въжето на кървавата експлоатация около врата на работническата класа. От друга страна новият засилен терор преследва и целта да се подготвят българските работници и селяни за пушечно месо в престоящата противосъветска война.

Работници и селяни, хора на честната мисъл от всички страни!

През последните шест години от когато господства фашизмът в нашата страна българските работници и селяни

са дали, в борбата си срещу фашистката диктатура, 25,000 избити и безследно изчезнали, 110,000 арестувани (от които 1000 и сега са в затворите), 5000 емигранти (от които в настоящия момент повече от 3000 се намират в чужбина), 44,000 изтезавани и бити, 20,000 съдени и подведени под съд. Това са само човешки жертви, а материалните са просто неизчислими. Неразрешени събрания 550, спрени вестници 19, конфискувани броеве 157 на стойност 735,200 лв., дела по печата 80, осъдени редактори 4 на 18 години, взети гаранции само по печата 494,000 лв. Материалните загуби от конфискуваните имоти на Комунистическата партия, Младешкия комунистически съюз, Общия работнически синдикален съюз, кооперация »Освобождение«, както и на ново-създадените легални работнически организации, възлизат на няколко милиарда лева.

Новите садистически оргии на фашистката диктатура идват само да удължат тая кървава верига.

Трудящите се маси в нашата страна, схващайки ясно какво се преследва с новия пристъп на кървавия фашизъм, се вдигат на решителна борба в защита на новите жертви на фашистката диктатура и в защита на своите класови организации, за освобождаване на всички арестувани, работническа анкета за изтезанията и побоищата, за пълна и безусловна амнистия, против ЗЗД, против фашистката диктатура, за работническо-селско правителство, против войната срещу СССР.

За тая цел е образуван специален комитет с представители на Работническата партия, Независимите работнически професионални съюзи, Работническия младежки съюз, левицата в Земледельския народен съюз, левицата в Младешкия земеделски съюз, Комитет за амнистия в София, близките на арестуваните работници, работническите и селски вестници, работниците от много предприятия и пр. Задачата на тоя комитет е да организира и ръководи борбата на трудящите се маси в името на гореизброените искания.

От името на изтъчения, но героичен български пролетариат, от името на всички трудящи се, от името на инквизираните и умъртвявани в Дирекцията на полицията работници и на техните деца и жени, ние отправяме горещ апел към интернационалния пролетариат и селяните и към всички честно мислящи хора в целия свет да ни подкрепят в тая борба.

Не веднаж българските работници и селяни са получавали тая подкрепа, те са уверени, че и сега ще им бъде оказана.

Долу кървавия български и световен фашизъм!
Долу свирепия бел терор!
Да живее световния пролетариат и неговата освободителна борба!
Да живее международната работническа солидарност!
София, 30 III 1929 год.

От Комитета за
защита новите жертви
на фашистката диктатура

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЃИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАПРЕДНА ЕВРОПА ПРОТИВ ФАШИСТИЧКЕ УМРО И ПРОТИВ БУГАРСКЕ ВОЈНИЧКЕ ВЛАДЕ

За ослобођење Македоније! За мир на Балкану!

За интернационалну анкету у сва три дела Македоније!

Интернационални протест против покоља, које почињу банде фашистичке УМРО у Македонији под бугарским јармом и против ужасног удеса македонског народа кога уговори о миру распарчаше између Бугарске, Југославије и Грчке и захтев, да се одреди интернационална и непристрани анкета у сва три дела Македоније — ово племенито дело, да се приправи решење македонског питања заузима све величанственији замањ. Најважније личности научног, литерарног и политичког живота из свих земаља Европе потписују у све већем броју овај једнодушни протест целог културног света и тако подижу велику важност овог документа. У нашим задњим бројевима обелоданисмо тај протест, кога потписа преко триста најгласовитијих француских, италијанских, немачких, аустријских представника најплеменитијег, напредног, јавног мишљења, између других: Виктор Маргерит, Леон Базалжет, Хабари, Леон Верт, Шарл Брин, Шампсио, Зиромски, Виктор Баш, Марсел Кашен, П. Војан-Кутурије, Жан Лонге, М. Делепин, Емил Кан, Бернар Лакш, Пол Луи, Фелисјен Шале, Фердинанд Коркос, Брак, Еме

Мерик, Морис Јункер, Жорж Пиош, Ф. Турати, К. Тревес, Н. Балдини, Л. Камполонги, Е. Кизеза, М. Пистоки, Буоци, Мадам Древе, Мадам Дишен, А. Балабанова, Др. Александер, Макс Барт, Ервин Бергер, Едуард Бернштајн, Георг Давидсон, Проф. Алберт Ајнштајн, Др. А. Фрајмут, Проф. Ханс Голдберг, Проф. Алфонс Голдшмидт, Артур Холичер, Клаус Херман, Херварт Валден, Др. Макс Ходан, Др. Јосиф Хофман, госпођа Др. Хелене Штеноер, Бечки Комите против белог терора на Балкану, Георг Ледебур, Ервин Пискатор, Ото Нушке, Карл фон Осиецки, и т. д.

Акција се наставља. Снага права диже се и буну против самовоље, тираније и злочина.

Интернационална анкета Балканске Федерације била је студија македонског и балканских питања. Садашња акција културног света је прва, прецизна мера за решење ових питања.

Редакција

За мир на Балкану

Потписани сматрају за своју дужност да упозоре јавно мишљење на ужасне догађаје, који се сада одигравају на бугарском земљишту између македонских фракција.

Убиство генерала Протогера 7. јула 1928. г. по наредби његовог такмаца Ивана Михајлова дало је непосредни повод овим страховитим појединачним и масовним убиствима. Пристаје Протогера и Михајлова у Софији и у бугарском делу Македоније убијају се међусобно. Број палих изнаша већ 1000.

Пред убиством Протогера починише наоружане комитацијске банде мноштво убиства, напада и препада. Одговорност за сва ова крвава дела носи »Унутрашња Македонска Револуционарна Организација« (У.М.Р.О.), одкад је ова — некад ослободилачким идеалима настројена организација пала у руке бугарских реакционарних и фашистичких алексиониста.

Комитације који се данас међусобно убијају суделују у свим злочинима белог терора, кому је од 1923 до 1928 пало жртвом више од 25.000 људи. Пре него букнуше ове унутрашње борбе, поубијаше комитације већ хекатомбе бугарских и македонских антифашиста из свих партија. Њихови су саучесници бугарске владе, организатори државног удара. Једна од македонских фракција које су се међусобно побијале држала је са господином Љапчевом, генералом Влкомом и краљем, друга је била у служби господе Занкова и генерала Русева. Обадве се фракције бију за ова два огранка бугарског фашизма.

Бугарски и македонски народ, кога су уговори о миру поделили између Бугарске, Југославије и Грчке, жртва су овог стања.

Интернационално јавно мишљење мора им притећи у помоћ, тим више што македонско-бугарске смутње представљају сталну погубел за нови балкански и светски рат.

Тим што потписани протестују против злочина које починише македонски фашисти изјављују да се македонско питање може да реши само у духу слободе и равноправности. Захтевају да се у сва три дела Македоније организује интернационална анкета са потпуном гаранцијом непристраниости да приправи ово — за ослобођење Балкану неопходно нужно решење.

Потписани:

Фриц Ретшер и Ани Ретшер, књижевници, Визбаден; Проф. Др. Лео Рагаз, књижевник, Базел; Државна заједница слободоумних удружења, Организација Берлин, Секретар Макс Блум; Леман-Русбилдт, члан Ц. К. немачке Лиге за човекова права, Берлин; Артур Зехоф, књижевник, Берлин; Проф. С. Сенгер, Берлин; Е. Синц, парох; Георг Шпигл, општински одборник; Др. Сисхајм, судски саветник, Берлин; Проф. Др. Курт Робинсон, Шпандау; Др. Курт Розенфелд, бивши министар правде, члан парламента, Берлин; госпођа Лизе Шпер, учитељица; Херман Сомер; Хани Сомер; Еуген Шпиро; Др. Аугуст Симсен, Јена; госпођа Тони Сендер, члан парламента, Берлин; Франц В. Сајферт, сликар, Келн; Георг Шримпф; Проф. Др. Рајнхард Стрекер, бивши хесенски министар вера; Макс Е. Швабах; генерал изван службе фон Шенајх; Др. Штедлер, архитект, Минхен; Р. Шмидт, Сулцтал; Пастор Ф. Н. Штендел, Бремен; Карл Штајнике, Билефелд; госпођа Ана Штајнике, Билефелд; Др. Густав Шнајдер, књижевник, члан парламента, Берлин; Артур Штрајтер и госпођа; Хуго Штрегер, медицинар; Ема Шрајбер, учитељица; Инг. Емил Шнајдер, Пегниц, Оберфранкен; Јакоб

Шлер, главни секретар црвене помоћи Немачке, Берлин; Е. Унфрид; Аугуст Сухи, уредник; Франц Шухоф, Берлин; Сонеле, посланик у швајцарском парламенту; Проф. Фајт-Валентин, Потсдам; Вили Фивег, школски саветник; Лотар Ф. Фике, Бармен; Тео Верхаген, књижевник; Клара Фибиг, књижевник, Берлин; Сигфрид Вајнберг, адвокат и нотар, Берлин; Др. Алфред Волфенштајн, Берлин; госпођа дипл. инт. Уршула Вајс; Паул Волтер; Паул Валтер; Паул Валкер; Емил Велк, Вајмар; Фр. Х. Воленвебер, Бамберг; Рихард Веркхајзер, Дармштадт; Лео Вајт; Карл Восницка; граф фон Ведел, Дрезден; цуковник полиције Шицингер, Берлин; Др. Винкен, школски саветник, Вилерсдорф; Др. Херман Вендел, књижевник, Франкфурт н. Мајни; Игнац Вробел, књижевник, Берлин; Др. Груно Шенфелд, адвокат, Беч; Карл Аугуст Виткогел, књижевник, Франкфурт н. Мајни; Никола Це, Минхен; Карл Зукермајер; Леополд Циглер; Ханс Циге, књижевник, Берлин; школски саветник Др. Рихард Фишер; виши владин саветник Хуго Јакоби, Вајмар; члан парламента и бивши министар-председник Танцен; адвокат Др. Антон Финкелштајн; Алфред Доберт, пруски

земаљски посланик, Берлин; **Н. Х. Рупел**, Келн; **Синдикат немачких учитеља-цасекција Берлин**; **Др. Бото Лазерштајн**, правник, Берлин; **Вили Минценберг**, члан парламента, Берлин; **Едуард Фукс**, књижевник, културни историчар, Берлин; **Др. Лео Клаубер**, лекар, Берлин; **Проф. Шарл Бодуен**, књижевник, Женева; **Фердинанд Бисон**, почасни председник Француске Лиге за човекова права, Париз; **Алис Декудр**, књижевник, Женева; **Едуард Дифур**, градски саветник Женева; **Проф. Др. Аугуст Форел**, Иворн, Швајцарска; **Франси Лебе**, секретар женевске секције савеза шумских радника, Женева; **Андре Олтрамар**, посланик, градски саветник, министар просвете женевског кантона; **Шарл Л. Плиснје**, адвокат и новинар, Брисел; **Др. Антон Александер**, адвокат, Берлин; **Др. мед. Курт Александер**, Берлин; **Др. Бесеник**, Сарајево; **Ана Маргот Вели**, Вајмар; **Проф. Р. Енгелхардт**, Берлин; **Проф. Паул Ернестини**, Берлин; **Проф. Курт Ајеншмидт**, Берлин; **Др. Фриц Леви**, адвокат, Есен; **Др. Ханс Леви**, Берлин; **Курт Леви**, студ. мед., Берлин; **Томас Ман**, књижевник, Минхен; **Др. Хајнрих Ман**, књижевник, Минхен; **Гертруд Мецнер**, учитељица, Берлин-Фриденау; **Проф. Алек-**

сандар Мере, Женева; **Др. Ханс Мизам**, лекар, Берлин; **Др. Фриц Марбах**, Берн; **Проф. Др. Фр. Нетер**, Бреслау; **Миха Нидермајер**, бивши градски саветник, Минхен; **Карин Махелис**, књижевник, Туре; **Андреас Хелер**, Бамберг; **Вили Хекер**, Крефелд; **Ервин Корт**, учитељ, Берлин; **Фрида Перлен**, Берлин; **Рихард Шмидт**, књижевник, Тетинген; **Моница Шредер**; **Жанет Шварц**; **Вилхелм Шмидтсон**, члан академије наука, Бања, Содеберг; **Др. Лудвиг Штерн**, Есен; **Др. З. Диц**, Бамберг; **Емил Шобен**, Женева; судски саветник **Др. Јоханес Вертхауер**, Берлин; **Рихард Вајхерт**, Франкфурт н. Мајни; **Др. мед. Макс Тоблер**, Цирих; **Херберт Руфуртус**, учитељ, Берлин-Најкелн; **Проф. Хајнрих Циле**, Берлин; **Др. јур. Г. Цилински**, адвокат, Берлин; полицијски пуковник изван службе **Ланге**, Берлин; генерал **Дајмлиг**; **Проф. Матиас Морхардт**, Париз; **Г. Модилиани**, бивши италијански нар. посланик, Париз; **Шарл Вилдрак**, књижевник, Париз; **Фр. Буфони**, бивши италијански нар. посланик, Париз; **Марсел Бернар**, секретар новине »Monde«, Париз; **Аугуст Хамон**, књижевник; **Анриет Хамон**, књижевник.

Следи

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Grčko-jugoslavenski sporazum

Beograd, 29. marta 1929 g.

Jedan od bitnih uslova, koje su englesko-francuski imperijalisti postavili beogradskim diktatorima za dobijanje finansijske i političke podrške militarističkoj diktaturi, bio je uslov, da Jugoslavija reguliše međusobne odnose sa balkanskim državama. Englesko-francuski imperijalistički pakt predvideo je na prvom mestu sredjivanje ili bar pritajivanje međusobnih raspi balkanskih vlasnika, da bi ceo Balkan mogao poslužiti kao glavna baza imperijalističke politike Engleske i Francuske protiv Sovjetske Unije i Bliskog Istoka.

I grčko-jugoslavenski sporazum o t. zv. jugoslavenskoj slobodnoj zoni u Solunu jeste jedan od poslednjih akata spoljnje politike diktatorskog beogradskog režima, diktovanih od Engleske i Francuske.

Ali se odmah postavlja pitanje, da li ovaj sporazum označava u istini sredjivanje odnosa medju vlasnicima balkanskih država, da li otklanja sukobe medju njima i pored toga, da li taj sporazum znači izgladjivanje suprotnih interesa Engleske i Francuske na Balkanu, a specijalno u Grčkoj i Jugoslaviji: da li su tim sporazumom, kao i graničnim sporazumom izmedju, Jugoslavije i Bugarske, otklonjene klice medjubalkanskih krvavih razračunavanja i potpuno poravnat put složnoj eksploataciji balkanskih naroda od strane Engleske i Francuske? Daleko je od toga u stvari — može se još sada odgovoriti. Protivorečnosti koje neminovno poradja hegemonistička politika današnjih balkanskih država i suprotni interesi pojedinih velikih imperijalističkih sila, izbijaju iz svakog poteza njihove »konsolidacione« politike, pa i iz ovog hvaljenog sporazuma Atine i Beograda.

Beogradski hegemonisti, koji su sa bivšim diktatorom Pangalosom napravili korak da u Solunu prigrabe slobodnu teritoriju i unište grčki suverenitet, kako na toj zoni, tako i na železničkoj pruzi od Soluna do Gjevgelije, morali su se sadašnjim sporazumom odreći svojih zavojevačkih težnja. Dok su pre francuski imperijalisti kumovali sporazumu sa Pangalosom i francuski predstavnik bio naručen kao arbitar u slučaju sporova, dotle ovome sporazumu kumuju engleski imperijalisti i uspešno suzbijaju francuske »prijatelje« i njihove štićenike jugoslavenske militariste.

Grčka je povratila suverenitet i nad »slobodnom jugoslavenskom zonom« i nad železničkom prugom. Njene carinske, sanitetske i policijske vlasti imaće punu nadležnost. Olakšice koje su date jugoslavenskoj zoni, date su i grčkoj slobodnoj zoni. Ali je Engleska onemogućila njenoj saveznicu Francuskoj da kroz tu t. zv. trgovačku zonu nesmetano oružava svoga štićenika Jugoslaviju — što je i bio cilj staroga sporazuma sa Pangalosom i stvaranja slobodne jugoslavenske zone. Ceo sporazum za Jugoslaviju znači u stvari mogućnost transporta državnih monopolisanih artikala: duvana i soli.

Grčka je dobila potporu Engleske da suzbije imperijalističke težnje veliko-srpskih hegemonista prema Solunu, ali je zato morala unići malo aktivnije u vode englesko-talijanske

politike na Balkanu. Upravo kao preduslov za podršku od strane Engleske, morala je Grčka sklopiti pakt prijateljstva sa fašističkim režimom u Italiji.

I tako politika »sredjivanja« odnosa na Balkanu, koju vode engleski i francuski imperijalisti, u praksi znači međusobnu borbu oko proširivanja uticaja u pojedinim balkanskim državama, borbu o meso i krv balkanskih naroda, koje treba da se baci za žrtvu u prvom međunarodnom sukobu. A mali balkanski vlasnici, posle njihovih »prijateljskih« sporazuma, stežu još jače nož u ruci iza leđa i vrebaju momenat da ga zabiju jedan drugom u grudi: veliko-srpski hegemonisti, da bi se dočepali Soluna i cele vadarske doline i da bi u slavu i za interese francuskog imperijalizma i francuskih bankara zavladaeli celim Balkanom; grčki imperijalisti, da bi mogli otkinuti parče albanskog tela — kada ga Italija bude čerečila, proširiti pljačku u Makedoniji i Trakiji i opet stati nogom na tursku maloazijsku obalu, kada Engleska i Italija ponova počnu iskrcavati svoje »civilizatorske« topove i tankove protiv Turske Republike i Sovjetske Unije.

Ali i veliki i mali imperijalisti zaboravljaju na otpornu snagu ugnjetenih balkanskih naroda, koji su se dovoljno naučili i koji neće više dopustiti da se preko njihovih kostiju i zgarišta njihovih domova šire imperijalističke i fašističke bande na Balkanu.

N. Matijević

Novi budget — novi nameti u SHS

Danas je vođa diktature kralj Aleksandar potpisao budget za godinu 1929/30, a sutra će njegova vlada objelodaniti u »Službenim Novinama« odnosni finansijski zakon.

Na prvi se pogled odmah vidi, da je ovaj budget — djelo očajnika. Ova je družba nastupila ogromnom vikom i drekom, da će ona u dvanaesti čas spasiti narod od užasnog raspikueštva parlamenta i političkih stranaka, da će zavesti apsolutnu štednju u svoj državnoj upravi i brisati sve suvišne izdatke, da će u prvom redu skinuti sve teške namete pod kojim stenje narodno gospodarstvo... »Kralj-Spasitelj« obećavao je, da će jednom riječju proteći med i mlijeko, gdje je dosada harala samovolja stranačke diktature i političke korupcije... Dnevno je javljala režimska štampa, kako se nemilosrdno rasipalo narodno dobro pod vladom parlamentarnih frakcija, kakve su se nečuvane stvari događale u finansijskoj upravi zemlje i kako je novi ministar financija u vladi diktature Dr. Stanko Švirijuga zaposlen dan i noć, da sprovede budget najstrože štednje i da svojim proračunskim predlogom pruži dokaz i sliku, kamo diktatura vodi napačene narode u Jugoslaviji i kako misli, da ih usreći.

Sada je to djelo objelodanjeno — i ono je najbolji znak slabosti i nemogućnosti diktature.

Cijeli budget iznosi 12.464.474.912 dinara i viši je za čitavu milijardu dinara od prošlogodišnjeg budžeta parlamentarnog režima. Samo jedan kratki pogled na cifre proračuna

vișe nam kaže nego li svi govori političkih savjetnika diktature i proročanski manifesti »Uzvišenog Vladara«.

Mi ćemo ovdje spomenuti samo neke cifre iz novog proračuna, koji nam najbolje ilustriraju ciljeve diktature. Novi proračun predviđa: a) vrhovna državna uprava: 266,756,854 dinara; b) ministarstvo unutrašnjih djela: 586,611,713 dinara; c) ministarstvo vojske i mornarice: 2,428,571,226 dinara; d) ministarstvo saobraćaja: 2,797,000,000 dinara. Usporedimo sa ovim cifre: a) poljoprivrede i voda: 99,307,007 dinara; b) industrije i trgovine: 56,066,700 dinara; c) socijalna politika: 29,765,647 dinara, pa će svakomu biti jasan »spasavajući karakter« ovog režima.

Dok se za same ministarske plate — bez obzira na kraljevu civilnu listu — predviđa suma od preko 266 miliona, dotle za sve grane socijalne skrbi i pomoći samo suma od 29 miliona. Dok se za policiju žandarmeriju i doušništvo u zemlji (za vanjsku špijunažu u inostranstvu skrbi budget ministarstva vanjskih poslova) predviđa suma od blizu 600 miliona dinara, predviđa se za sve poljoprivredne potrebe jedne agrarne zemlje sa zaostalim i nazadnom poljoprivredom samo suma od 99 miliona. Dok se za militarističke svrhe diktature predviđa suma od 5.225,571.226 (jer suma od 2.797.000.000 predviđena za ministarstvo saobraćaja trošit će se u glavnom za gradnju stratezijskih željeznica), za industrijalne potrebe zemlje predviđa se suma od svega 56 miliona.

U svom exposéu kazao je ministar financija, da će budget u budućim godinama stalno pokazivati tendenciju, da se diže, jer će se morati unositi sume za kamate vanjskog zajma kao i sume potrebne za podmirenje ratnih i predratnih dugova Francuskoj, ako bi pak Jugoslavija sklopila veći investicioni i stabilizacioni zajam, to će kamate i oplate stalno sve veće teretiti državni budget.

Mi smo o finansijskoj politici beogradskih militarista i hegemonista često pisali, nju su najbolje na svojim ledjima osjetili potlačeni narodi Jugoslavije. Ali je u ovom momentu najinteresantnije, kako misli diktatura da namakne sredstva za svoje potrebe i da se i dalje naoružava. Ministar financija Dr. Svrliuga i na to odgovorio, neobičnom iskrenošću: *porezom na zemljište i carinama*. Samo su te dvije riječi dostatne, da svim seljacima i radnicima bude jasno, u kakvim kapitalističkim i bankarskim vodama brodi državna finansijska politika u SHS. *Porez na zemljište?* U zemlji, gdje je životni niveau neizmjereno nizak, gdje seljaštvo živi i kuburi od izrabljivanja radne snage nejakie djece i iznemoglih staraca, gdje je nepoznata kultura stanova i gdje se živi u izbama zajedno sa marvom, gdje je nastao očajni bijeg sa sela u varoš i gdje je samo u jednom srežu u godinu dana izdano 18.000 putnica za prekoceanske zemlje! Podizanje poreza na zemljište u zemlji, gdje u velikom dijelu vlada kronička glad?

Carine? Carine na sve industrijske artikle, koje jednako pogadjaju svakog potrošača — kralja Aleksandra i zagrebačkog uličnog pometaja? Carine kao izvor državnih dohoda bile su finansijska mudrost Abdul-Hamidove Turske i svuda su zatajile.

Carinama misli vlada pogoditi najvećeg i najbrojnijeg konsumenta — seljaka i radnika i njegovim žuljevima, njegovom znojem i odricanjem utvrdjivati diktaturu.

Hoće li diktaturi to poći za rukom?

Svijesni radnici i siromašni seljaci Jugoslavije moraju se postarati, da to ne bude. U tom kolu naći će se svi potlačeni narodi Balkana, da zajednički, masovnom borbom obore teški i omraženi fašistički, militaristički i kapitalistički jaram.

Zagreb 29. III. 1929.

Krešimir Ivčić

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITĂ DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

După stabilizare

Am arătat în numărul trecut al »Federației Balcanice« condițiile în care a fost contractat de către guvernul român împrumutul străin și semnificația lui financiară și politică. Am arătat acolo, că consecințele lui nu pot fi decât înrăutățirea situației economice a maselor largi populare și munci-toare; pe spinarea lor urmează ca păturile capitaliste și ciocoiești să tragă foloase din împrumutul contractat și din stabilizare. Iată însă că efectele »bune« pentru aceste pături capitaliste întârzie a veni. Criza de numerar pe piață este tot așa de mare ca și înainte. Scumpetea crește, iar șomajul nu numai că nu dă îndărăt, dar mai și sporește. Ministrul de finanțe Popovici a trebuit să recunoască el însuși aceste fapte în parlament. Dânsul a arătat că, pe când în alte țări, în care s'a făcut stabilizarea, prețurile, care erau sub nivelul mondial, trebuiau să crească, la noi, unde prețurile atinseseră deacuma și întrecuseră acest nivel mondial, prețurile ar fi trebuit să scadă până la acest nivel. Această însă, a recunoscut d. Popovici, nu s'a întâmplat »încă«.

Dar nici șomajul nu va da înapoi. Într'adevăr, ca într'o despotie asiatică, guvernul român nu ducea socoteală în regulă de datoriile (și nici de veniturile) statului. Astfel, pe când la contractarea împrumutului datoriile flotante interne erau apreciate la vre-o patru miliarde lei, astăzi, când creditorii (fabricanții cari au livrat statului) se prezintă să-și încaseze polițele, se constată că cvantumul acestor datorii flotante este aproape dublu. Dacă se mai adaugă și datoria »specială« la Banca Națională de aproape alte patru miliarde lei, atunci înțelegem de ce statul, cu tot împrumutul contractat și »reusite«, nu poate normaliza piața și viața economică: nu poate plăti unde e dator, adică fabricanților; aceștia la rândul lor refuză să mai livreze, și, pentru că nu au din ce duce mai departe producția, închid fabricile sau reduc activitatea acestora. Ur-marea este deci că șomajul nu dă și nici nu va putea da în timpul apropiat, îndărăt.

Cercurile industriale și financiare deja dau alarma, că efectele »asteptate« ale stabilizării și împrumutului n'au avut loc. Ingrijorarea în aceste cercuri crește pe fiecare zi. Deasemenea și nervozitatea guvernului. Mai ales că foametea, ale cărei proporții putuseră fi ascunse o vreme, se devăluie acuma în toată întinderea ei macabră. În scopul »ajutorării«

regiunilor infometate, care cuprind Basarabia, Moldova, Olte-nia, o parte din Ardeal și din Dobrogea, se contractase la o casă germană un biet împrumut, care a fost însă ca o picătură de apă pe o piatră infierbântată. Trebuie bani, alți bani. Și bani de unde, când deficitul statului este așa de mare? Numai pe lunile Ianuarie-Februarie a. c. deficitul nou al căilor ferate este de un miliard lei. »Excesele« la țară se înmulțesc deacea vertiginos. Țărâșimea, desperată caută o scăpare. *Emigrarea*, iată iesirea pe care o vede ea. Guvernul este și el silit să se gândească la o asemenea »soluție«. El a întreprins cercetări pentru a vedea, care este numărul de țărani cari ar putea emigra în Franța, unde este nevoie de brațe mai ales la muncile agricole. Dar nici această »soluție« nu poate fi aplicată. Într'adevăr, liberalii și cercurile industriale sunt contra emigrării. Este adevărat, zic ei, că astăzi țărâșii mor de foame, dar peste o vreme industria va avea nevoie de brațele lor; și dacă ei emigrează astăzi, este sigur că nu vor mai voi să se întoarcă mâine în iadul de care au fugit. Ce se va face atunci industria fără brațe? În vederea intereselor de mâine ale fabricanților deci, țărâșii să crăpe astăzi ca vrăbiile în iarna geroasă.

Dealminteri, nu-i decât firește ca satulul să nu creadă flămândului. Industriașii, și mai ales băncile cele mari, nu se resimt de pe urma crizei. Criza există numai pentru cei mici; pentru muncitori, pentru țărâșii, pentru detailiștii, pentru meseriași. Criza a fost un mijloc binevenit pentru ca băncile mari să aducă apoi sub dependența lor băncile mici și industria, comerțul și agricultura. Într'adevăr, bilanțurile acestor mari bănci arată o situație prosperă în mijlocul unei regiuni ca pustiite de ciumă. Iată de pildă bilanțul băncii Blank et Comp., — banca din București care, împreună cu Banca Românească și cu Banca Crisoveloni, stăpânesc întreaga viață economică a țării. La un capital de 125 milioane lei această bancă arată pe anul 1928 un beneficiu net de 66 milioane, adică de 52%. În afară de asta bilanțul băncii arată fonduri de rezervă, preluate tot din beneficiile realizate, în sumă totală de 283 milioane lei. Și aceiași înfățișare o prezintă și bilanțurile celorlalte bănci mari.

Criza a avut ca rezultat nu ruina pur și simplu a economiei țării, ci ruina ei în favoarea rechinilor vieții economice, în favoarea băncilor și a magnaților industriei. Agricultura este o ruină, păturile mijlocii sunt pauperizate, șomajul industrial se întinde, țărâșimea este adusă în sapa

de lemn și la foamele, — dar băncile mari prosperă. Și stabilizarea, prezentată ca un panaceu ce va aduce îndreptare pentru toate aceste păături exploatare și supte până la măduvă, stabilizarea nu este decât tot un instrument în mâinile marilor bănci pentru a se întări pe spinarea păturilor muncitoare. Rolul guvernului național-tărănist se dovedește astfel a fi nu un instrument *contra* exploatării masselor largi ale țărănimii și ale miciei-burghezii dela orașe, ci un mijloc menit a îndulci »medicamentele« amare menite să creeze o bază mai solidă, stabilă pentru stăpânirea și exploatarea masselor largi de către capitalul național și străin. Acum un an și mai bine, când se ducea încă lupta între liberali și național-tărăniști pe chestiunea: cine să facă stabilizarea, adică cine s'o prezideze și cine să împartă avantajele ei, acum un an ziarul »Adeverul«, pâlnia prin care vorbesc cercurile democratice ale burgheziei și ale miciei-burghezii din România, scria următoarele:

»Național-tărăniștii au relevat faptul, că pretutindenea stabilizarea a produs la început o perioadă de mari greutăți. Ce va fi, dacă în timpul acestor greutăți populația va vedea la cârma țării pe oamenii, pe cari dânsa i-a respins mereu (adică pe liberali sau pe averescani)!... (»Adeverul« din 16 Ianuarie 1928.)

Rolul național-tărăniștilor era deci de pe atunci, cu un an înainte de venirea lor la guvern, bine stabilit: să ușureze realizarea stabilizării regimului de exploatare și asuprire, prin aceea că această stabilizare să fie făcută sub steagul unui partid, în care masele au pus mari iluzii. Stabilizarea, dacă ar fi fost realizată de către liberali, împotriva cărora țara nu are de cât ură și dor de răzbunare, ar fi provocat turburări periculoase în țară. Pericolul acestor turburări trebuia să fie micșorat tocmai prin efectuarea stabilizării de către un guvern »popular«. Dar efectuată de unul sau de altul, urmările ei nu pot fi decât aceleași. Și consecința este că guvernul național-tărănist se află astăzi în fața unei situații clare: să înăbușe nemulțumirile și revolta masselor largi populare. Prigoană contra muncitorimii, arestări cu sutele, procese și confiscări de ziare; reprimarea »rebeliunilor« la țară cu aceleași mijloace ca și liberalii, cu jandarmerie. Pe deasupra, național-tărăniștii organizează asociații »libere« pentru »apărarea democrației« de »dușmanii neamului«. În Basarabia s'a pus baza unei »Asociații pentru apărarea Basarabiei de pericolul bolșevic«, în restul țării se porcede la activizarea asociațiilor existente de ofițeri și sub-ofițeri de rezervă și de demobilizați, precum și la organizarea de »gărzi cetățenesti«. »Democrația« național-tărănistă se dezvoltă pe drumuri fasciste. Revendicarea liberalilor se realizează, revendicarea formulată de d. Duca, fost ministru de interne, în »Cronica Politică și parlamentară«: »In două cuvinte, ceace cerem guvernului este *continuarea poliției tuturor guvernelor din ultimii ani*«. Este revendicarea precizată în chip plastic d ed. Franasovici, fost sub-secretar la interne, la Camera: »Incetarea *excesului de legalitate*«.

Revendicarea însă a masselor largi muncitoare dela sate și dela orașe, din Vechiul-Regat și din tinuturile anexate și asuprite naționalicește, nu poate fi realizată de guvernul domnului Maniu. Guvernul Muncitoresc-Tărănesc va fi înfăptuit de lupta masselor largi împotriva acestui guvern. Democrația celor ce muncesc va fi înfăptuită în lupta contra fascismului, ce crește sub coaja național-tărănistă.

I. Mateescu

România și protocolul Litwinow

România — împreună cu Polonia — a semnat așadar după o lună de tratative, protocolul propus la începutul lui Ianuarie de către guvernul sovietic. Prin acest protocol pactul Kellog este pus imediat în vigoare în cecece privește Uniunea Sovietică, Polonia și România. Când ne uităm însă înapoi la cele cinci săptămâni, care au trecut dela propunerea sovietică și până la acceptarea ei de către Polonia și România, atunci se desprind prețioase învățături pentru popoarele asuprite din România, ca și pentru cele din Polonia și pentru popoarele din toate țările.

Într-adevăr, propunerea Uniunii Sovietice a demonstrat în fața popoarelor vecine ei și în fața popoarelor din toată lumea dorința de pace a Uniunii Sovietice, dorința ei sinceră și eforturile ei consecutive de a pune în calea războiului, pe care imperialismul și vasalii săi răsăriteni îl pregătesc, piedici — fie ele chiar și așa de fragile cum este grăbirea intrării în vigoare a pactului Kellog sau, deschis vorbind, așa de fragile cum este pactul Kellog însuși. Această dorință de pace, aceste eforturi sincere pacifice ale Uniunii Sovietice, au ieșit cu atât mai evident în lumină

prin propunerea Litwinow, cu cât tocmai statele, care sunt inițiatoarele pactului Kellog și care îl semnaseră direct, nu au făcut până acuma nimic pentru a-l și ratifica și a grăbi astfel punerea lui în vigoare. A trebuit să vină tocmai Uniunea Sovietică, pe care marile puteri încercaseră la început, ne-aducem aminte, s'o înlătore dela semnarea pactului Kellog pentru a-i da acestui pact un vârf anti-sovietic, a trebuit să vină tocmai Uniunea Sovietică, pe care marile puteri au acceptat-o mai apoi, numai după ce guvernul sovietic luase în acest scop singur inițiativa, să semneze indirect pactul, pentru ca tocmai ea să dovedească și anume, tocmai pe tema pactului Kellog, că numai dânsa este hotărâtă să facă din acest pact fragil, dacă nu se poate un instrument de pace, dar cel puțin un obstacol mai mult în calea dezlănțuirii unui război.

Propunerea Litwinow a făcut însă mai mult decât atât. Ea a evidențiat, grație energiei și abilității diplomatice sovietice, pedeaparte natura anti-sovietică a legăturilor și angajamentelor dintre Polonia și România, iar pedeaparte dependența, vasalitatea politică a acestor două state reacționare dela granitele Uniunii Sovietice față de imperialismul anglo-francez.

Într-adevăr, Polonia, către care se adresează direct guvernul sovietic, avea un singur mijloc pentru a dovedi (cecece era dealminteri imposibil de dovedit), că nu urmărește intenții ostile și războinice față de Uniunea Sovietică. Anume: să accepte fără înconjur, fără rezerve și fără întârziere propunerea Litwinow. Polonia însă nu a făcut aceasta pentru că — nu a putut-o face. Dacă Polonia nu ar avea angajamente anti-sovietice cu România și ar fi stăpână pe mișcările ei, de ce ar fi trebuit dânsa să facă să depindă acceptarea protocolului Litwinow de acceptarea lui și de către România? Dar mai mult! După ce guvernul sovietic declară, că nimic nu stă în calea semnării și de către România a protocolului, a trebuit să vedem că Polonia și România încă nu fac nici-un gest pentru a se grăbi să-l semneze. De ce? Pentru că guvernele polon și român nu sunt independente, pentru că ele depind de imperialismul anglo-francez și nu puteau semna fără a fi căpătat dezlegare dela Londra și Paris.

Cabinetele din aceste două capitale însă aveau toate motivele să împiedice reușita acțiunii diplomatice întreprinsă de guvernul sovietic. Reușita aceasta ar fi însemnat într-adevăr un succes pentru politica de pace a Uniunii Sovietice și, direct și indirect, o punere în lumină a politicii de falș și ipocrit pacifism și de reale și efective înarmări a guvernelor imperialiste, care nu-și iau în serios propriile pacturi »de pace«. Imperialiștii englezi și francezi au pus deaceia totul în mișcare pentru a discredită și bagateliza propunerea sovietică, de a tergiversa tratativele în jurul ei și a amâna astfel acceptarea ei la infinit. În această străduință cabinetele dela Londra și Paris găsiră în guvernele polon și român instrumente plecate. În special guvernul român a fost acela, care a încercat să împiedice prin fel-de-fel de obiecțiuni semnarea și succesul protocolului sovietic. Între altele, și în primul loc, guvernul român a încercat să împiedice semnarea protocolului ridicând din nou chestiunea Basarabiei. Numai dacă Sovietele recunosc »alipirea« și aparținerea Basarabiei de România, numai în acest caz protocolul poate fi semnat — această linie de conduită a încercat guvernul român s'o adopte.

Guvernul român însă a suferit aici un eșec evident. Guvernul sovietic s'a declarat gata să accepte semnarea și de către România a protocolului, dar fără ca aceasta să prejudicieze asupra problemelor dintre Uniunea Sovietică și România, asupra cărora între aceste două state există diferențe. Guvernul sovietic nu a declarat nicăeri și nicio dată, că aceste chestiuni pedinte, între care în primul rând stă chestiunea Basarabiei, urmează a fi rezolvate pe calea războiului. Dimpotrivă, reprezentanții sovietelor au declarat la repetate prilejuri, că, deși Uniunea Sovietică menține revendicarea sa de plebiscit liber în Basarabia, efectuat după retragerea trupelor și autorităților de ocupație și după reînvoarea emigranților, totuși biruința acestei revindicări nu presupune deloc un război în acest scop al Uniunii Sovietice contra României.

Nu există nici-o îndoială, că dorința și intenția guvernului român, a fost să împiedice reușita propunerii sovietice. Dacă această dorință și intenție a suferit un eșec, apoi asta se datorește faptului, că în sânul populației basarabene și bucovinene mai alse, dar și în sânul celorlalte popoare din România, și nu numai în sânul masselor muncitorești și țărănești, ci și în alte straturi sociale, propunerea sovietică a întâlnit largi simpatii. A refuza semnarea protocolului propus de soviete, ar fi însemnat ca guvernul român să se

demaste in faqja opinie publike pânâ la fund ca un duşman al pácii şî al indrumârii de relaţii de bunâ-vecinâtime cu Uniunea Sovieticâ. Numai de frica de a se demasca şî compromite in chip nâtâng, o parte din burghazia românâ, in special cea din Basarabia şî Bucovina, a exercitat o oarecare presiune asupra guvernului român in senzul adoptârii propunerii sovietice, — chit ca sâ se »despâgubiascâ» de eşec »interpretând» protocolul şî notele lui Litwinow in senzul cã ele ar avea semnificatia unei concesii a Uniunii Sovietice pe chestiunea Basarabiei. Când apoi deveni şî pentru guvernele dela Paris şî Londra evident, cã o tergiversare mai departe a semnârii protocolului sovietic ar fi tot una cu o gravâ compromitere a guvernelor dela Varşovia şî Bucureşti şî cu o demascare grosolanâ a intenţiilor şî scopurilor lor rãzboinice, numai atunci guvernul român a acceptat punctul de vedere al guvernului sovietic.

Succesul acţiunii diplomatice sovietice de demascare a intenţiilor rãzboinice polono-române este inşâ şî in acest caz, dupâ semnarea protocolului de câtre guvernele polon şî român, deplin. Faptul cã pentru semnarea unei propuneri aşa de simple de pace, care creazâ oarecari garanţii de neagresiune şî oarecari piedici in calea dezlântârii rãzboiului contra Uniunii Sovietice, au trebuit sâ treacâ cinci

sãptãmâni; faptul cã Polonia şî România au ridicat o obiecţiune dupâ alta şî au incercat sâ facâ sâ eşueze semnarea protocolului; faptele acestea constituie prin sine-insâşi un considerabil succes al diplomaţiei sovietice. In acelaş timp inşâ ele aratâ, cã guvernul »democratic» naţional-ţărănist nu se deosebeşte prin nimic alta, decât prin reclama democraticâ, de guvernele care l-au precedat. El nu face decât sâ continue politica predecesorilor sâi, de alianţe militare rãzboinice anti-sovietice, de vasalitate politicâ şî militarâ faqâ de imperialismul anglo-francez, de reacţiune in afarâ, — o politicâ externâ care dealminteri se potriveşte de minune cu politica reacţionarâ de continuitate internâ. Nu numai cã guvernul Maniu refuzâ, de pildâ, sâ dea amnistia, dar in Basarabia şî Bucovina starea de asediu este reintrodusâ, iar reprezentanţii muncitorimii continuâ de a fi trimişi in faqja Consiliilor de Rãzboi, cum este recent cazul cu d. Dobrogeanu-Gherea.

Cine aştepta dela guvernul naţional-ţărănesc o altâ politicâ internâ sau externâ, acela are acum ocaziunea — cu prilejul acţiunii diplomatice recente a guvernului sovietic şî a procesului Dobrogeanu-Gherea — sâ se convingâ in-cãodatâ de zãdãrnicia unei asemenea iluzii şî sâ facâ corectura necesarâ.

I. M.

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUER

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYTPUR
BOTOHET NË TË GJITHE GIUHËT BALKANIKE

Kosova

I

Dy shkolla pa libra

Dallaverat nderkombtare rreth problemit shqiptar i msova në Shkodrë, në kohë të »lirave me gjel«, më 1914-1915. Aty gjeta, per të paren herë në jetë t'eme, një tubë faktorësh prej çdo shkallet e prej çdo ngjyret qi më sherbyen me muej per t'a bā ket shkollë. Aty, u binda, po per të paren herë, se Universiteti i Shkodres i kalon, per kah vlera në degë të shkencavet politike, krejt universitetet e botes. Kur më takojte, heraherë, m'u ndeshë më ndonji fenomenë të turbullët, pa pika mbi i, me vrap e gjëjshta çerçis Topullin. Ky, nuk ish i diplomum, njeriu »analfabet«, si thöin universitarët e »ignorant« si pas avazit të kryevagabondve me Konicat në ballë. E verteta asht qi po të më mungojte kisha me mbetë xhahil e xhahil per jetë, pse çegua nuk ish vetëm një prīs livizjesh revolucionare me pushkë, por, një mrrekulli e gjallë me një grusht-syni të pa gjabushëm e me një forcë gjykimi krejt të rallë... Per të çdo fenomenë qiarohëjë per pesë minuta e per pesë minuta ish i zoti me t'a shpiegue dallaveren ma të ngatrrëshme. Në ket mes më pa ndihmue dhë koha: më 1914—1915 fati i çashtjes s'onë pat raa në dorë të malokve e zyrat e konsulatave në Shkodrë ishin transformue në »selamllëqe«. Malokët ishin zemrë-bardhë dhë na kallxoishin qysh priten, si perciellen, shka flasin e, ma në fund, shka u paguhet per sherbime qi bāim... etj. etj. etj. Pra, universiteti i Shkodres na i jepte msimet »à la nature«, pa pikë censuret. Nuk kishim të bāim as me demagogin e patriotve t'asaj kohe e as me buzëqeshjet e konsujve... Nji ditë, per tregim, në shpi të Prenk Bib Dodes, bajraktari i Selites na pat thānë copë: »Krejt krajljat jan nji. Pse unë marë prej krajl Petres e ndokush tjetrë prej krajlit t'Italis apo të Nemces nuk mbushë hesap...«. I shkreti malok, ti qi po vdes urijet, makari kee pasë guxim in me na folë shqipë kur ishim axhamii...

Në Shkodren e asaj kohe msova: 1) Shqipni të lirë nuk ka e nuk mundet me pasë po kje se fati i saj mvaret nga kojshitë; 2) Nji idee nuk mundet me triumfue para se të rānjohet mū në shpirtin e grumbujve, para se vet katundari t'i dali zot dhë t'a mbrojë...

Këtū, në mergim, gjeta nji shkollë, po si ajo e Shkodres, vetëm më nji formë viceversa. Dikur e deri tash vonë isha i bindun se po të keet nji Shqipni të lirë librimi i Kosoves do t'ishte nji çeshtje kohet, si pas rasteve... Shkolla e mergimit më dhā të besojë: 1) Nuk ka e nuk mundet me pasë nji Shqipni të lirë veç se me nji Kosovë të librume; 2) Kosova nuk njiçet po thuej as pak nga grumbujt e Shqipnis së Londres dhë fare pak prej botes intelektuale shqiptare, qi ka per karakteristiken e saja ma në shëj nji merzitje të fellë nga studimi me rānjë; 3) Nji idee nuk mundet me fitue po kje se nuk idealizohet prej grumbujve...

Tash do të mundohem me i pajtue këto dy shkolla per të nxirrë nji bazë studimi mbi çeshtjen e Kosoves e per të provue se kjo çeshtje asht po ajo prej kah mvaret jeta apo deka e popullit t'jnë në Balkanë.

Madrid, më 25. III. 1929.

Bedri Pejani

Lidhja anglo-francese dhe Italia*)

Edhe kjo s'mjafton: Anglia mendon të terheqi me vedi dhe ndonji klysh në Mesdhë qi t'a perdori si gogol kundra Francës. Nji rrol të tillë mund t'a luate vetëm Italia, qi vuan nga hallkat e imperialismit freng, i cili i a ka xanë të gjitha shtigjet dhe s'e lë të marri frymë. Qi t'a lidhi kambë e duer Parizin, në ditët e para Anglia mban anen e Gjermanis tue i qa hallin se gjoja po i a bājnë teper keq (!), mandej luen me Italin fashiste tue i hedhë nga ndonji rrashit qi t'a lpijë: i falë ca shkretina rreth Egjiptit, i len dorë të lirë n'Abissini e sidomos në Shqypni dhe, ma në funt, i premtan mandaten mi Siri. Ndonse në realitet kta s'e zgjidhin problemin e imperialismit italian, Anglia me dhelphin e saj, diku me fjale të mira e diku tue i hedhë nga nji send, e mbajti Italin dhe e perdori si desh. Keq ose mirë, ajo e ngatroi disa herë Romen me Parisin tue i ashprie kundershimitet midis tyne.

Mirpo me ndrrimin e kohës ndrojnë edhe punët. Ndersa Anglia tallet me Italin fashiste, Parisi i luen synin Berlinit dhe në pak kohë industrialët e mdhaj frengj dhe gjerman kryojne kartelin e hekurit, i cili ma vonë mund të kthehej në bllok ekonomik dhe politik kundra Anglis. Anglia trembet edhe ma teper sidomos kur shef se ky blok shiqohet me sy të mirë nga Amerika. Dridhet nga nji hije e tillë në nji kohë si e tashmja, kur relacionet me Amerikën keqsohen, kur imperialismi amerikan i çfaqë sheshit qellimet e tija, kur problem i tregut kollonial vëhet prap n'urdhen të ditës. Konkurrenca per kolloni foreohet sidomos passi filluan fabrikat europiane të prodhojnë në sasi të mjaftë dhe per eksport. Dyert e Europës mbyllen per plaçken amerikane. Kshtu apparati i produktionit amerikan, qi pat ushqye boten disa vjet me rradhë, e ndjen veten pisk, se s'gjen kū t'i derdhi prodhimet. Para tij tfaqet dilema: o me mbyllë fabrikat e teperta dhe m'e paksue prodhimin, ose me forcë me ça çdo gardh qi kanë vū ne per kolloni imperialistet european, e në rradhë të parë Anglia. Faktet tregojne se Washingtoni zgjodh udhen e dytë.

Imperializmi amerikan, si faktor i ri në politiken nderkombtare, vë në pozitë të keqe Anglin dhe e shtyen të ndrojë udhe. Lvizja nacionale e kollonive dhe sulmi amerikan sot per sot u ban ma të rrezikshëm se imperialismi freng. Ame-

*) Pason nga numuri 112.

rika dhe popujt e kollonive lypin shkatrimin e Prendoris Britanike, kurse Franca as q' e ka v'u ket ujë në zjerm, të paken tash per tash. Parizin e interesojne çashtje të tjera, të cilat nuk cenojnë drejt per drejtë interesat vitale t' Anglis; aj kerkon liri veprimi në Mesdhe, në Ballkan, n' Europen gjentrale, n' Afrikë dhe në çashtjen gjermane, me një fjalë perpiqet per hegjemoni në kontinentin europian, pa i preke kerkund dominionet angleze.

Në ç' shkallë mrrini Anglia s' kish çajre pa i lëshue pë një Shteti si Francës q' ka armaten më të madhe në botë dhe të tillë vassalësh (Belgika, Polonia, Rumania, Çekosllovakia dhe Jugosllavia) q' apin 10 million ushtarë. Nji aleat kaq i fuqishëm i duhej me doemos Anglis, pse vetëm s' është e zoja të kacafitet me luainin amerikan, pse s' mund të konkurrojë me të në ndertimin e anive të mdha, q' lypin miliardat. Londoni me kohë e kishte nevojen e pajtimit me Parisin; vetëm priste rrasen q' t' afrohej dhe të bisedonte me të. Pakti i Kellogut, çashtja e çarmatimit, ose e pagjës, siç thonë ata, kje momenti më i volitshëm ku ujqit ran në godi të sigurojnë njëni tjetrin.

Buja me të cilen u-prit aleance anglo-franceze, tregoi se objekti i marreveshtjes s' ka qenë çashtja e çarmatimit, si deshten t' a paraqesin autorët. Marreveshtja pershin po thuej të gjitha problemet nderkombtare dhe s' ka Shtet, as të madh as të vogel, që të mos e perkasë. Londoni dhe Parisi ulidhen midis tyre të veprojnë doradorës në çdo rasë konkrete. Si antarë të »qetsis« e të statu quo-s, ata s' do të lanë kërkend të lozi per së gjalli. Në qoftë se popujt e kollonive ngrejne

krye ose ndonji imperialist i ri dishron të preki plaçken e pleqve, shtabet e Londonit e të Parizit me njëherë do të kshillohen, do të vendosin masat e nevojshme, dhe së bashku do të veprojnë. Shkurt Anglia dhe Franca perkohsisht u-ban »Ortake« q' të shtypin dhe të rjepin mbarë njerzin.

Por para se të i a mrrie ksaj Anglia i lshoi pë Francës në shum pika: 1) hoq dorë t' armatosi paskëtaj kryengritsit sirianë; 2) i dha Francës 24% të vojtit të gurit në Mussull; 3) i premtoi hise në ndertimin e ferrovit transafrikane Kapshat-Kajr; 4) u-lidh të mbajë pikpamjen frenge në çashtje të dam-shperblimeve q' duhet të paguej Gjermania; 5) hoq dorë të perkrahi kerkesat e Italis; 6) i dha hua Jugosllavis të forcohet kundra Italis: d. m. th. Anglia kapitulloi para Francës tue pranue q' influenca e kesaj të rranjoset n' Europë. Londoni dashtë e pa dashtë anmiqsohet me Berlinin e sidomos me Romen.

S' duhet harrue pjesa më me randsi e marreveshtjes, d. m. th. çashtja e Unionit Sovietik, i cili xen vendin e parë në të. Në qoftë se imperializmi amerikan e kerconon Anglin më shum e Francen më pak, Unioni Sovietik në sy të dy palve është njisoj i rrezikshëm. Sa njëni aq edhe tjetri dridhen nga perparimet e Shtetit puntor dhe katundar. Ylli i ri, ylli i socializmes po lshon rrezet e veta në skajet më t' errta të botës. Felahu i kollonive e kupton sot gjendjen e vet, mendohet dhe shpreson. Aj nuk shtrohet më si perpara, nuk hesht, por ankohet dhe ankimi i tij, i mshefun në zemer, shpesh po çfaqet nder kryengritjet kundra »civilizatorve«, kundra »bámiresvet« europian.

(Vijon)

Miles

Marëveshja Anglo-Francezë dhe Diktatura fashiste në Jugosllavi*)

Përsa i përket Bullgarisë, pliani i borgjezisë sërbe është që t' a gëlltitë fare duke e bërë edhe atë një provincje jugosllave. Atëhere mbretërisë S.K.S. do t' i shtohet edhe një shkronjë; mirëpo kjo s' e ngushëllon aspakë borgjezinë bullgare, e cila e di së në një kombinacion të tillë fati që e pret është fati i të mundurit që bëhet ortak me mundësin. Po edhe një traktat »miqësie« midis Sofjes dhe Belgradit është zor që të lidhet me qenë-se qeveria e Liapçefit është nëne influencën direktë të autonomistëve maqedhonas (Mihaillofit etj.) të cilët përkrahen prej Duçes kundër Jugosllavisë. Një marëveshje serioze midis Bullgarisë dhe Jugosllavisë suponen që Bullgaria të heqë dorë me të vërtet nga pretezat e saj mi Maqedhoninë sërbe. Mirëpo »çlirim« i Maqedhonisë nga thundra e militaristëve të Belgradit dhe bashkimi i saj me Bullgarinë nënë sqeptrin e car Borisit, është pika esenciale e programit të autonomistëve. Prandaj gjër sa në Bullgari të jetë në fuqi një qeveri e dominuar prej fashistëve maqedhonas, një afërim i sinqertë me Jugosllavinë duket po-thua i pamundur.

Një tjetër arësye serioze që e shtyn Francën të organizojë bllokun inter-balkanik nënë etiketën »Ballkani ballkanasve«, është aktiviteti që po shvillon Musolini kundër hegjemonisë frënge në Ballkan.

Që të kuptojmë rolin e Italisë në këtë mes duhet të shikojmë pikë së pari se si e pritnë në Romë coup d'état-në e »Dorës së Bardhë«. Pershtypja e pergjithëshme, siç duhej pritur, është negative. Jugosllavia është pengimi m' i math për penetracionin e Italisë në Ballkan, prandaj forcimi i saj, qoftë edhe mi një bazë të kalbur dhe për një kohë të shkurtër, nuk u vjen për hesap imperialistëve të Romës.

Me të shpallur diktatura fashiste në Belgrad. »Tribuna«, pasi konstatoj me kënaqësi edhe një falimento të turpshëm të parlamentarizmës borgjeze, u nxitua t' u japë të kuptojnë militaristëve të Bella Rukës, se çdo përpjekje e tyre për të çporur imperialistët italianë nga pozitat e tyre në Ballkan, do të gjejë përpara »murin e patundur« të bandave fashiste. Organi fashist e caktonte atitudën e Italisë me këto fjalë: »Italia e Musolinit s' ka përsë të ndrojë qëndrim... Në dëshërojmë që marëdhënjet tona me Jugosllavinë të jenë marëdhënjet e një fuqie të madhe me një shtet më të vogël, i cili ka nevojë të madhe të heqë dorë nga aventurat e një hegjemonie ballkanike që s' ka kuptim për të, edhe t' i viret me tërë fuqinë shërimitt të plagëve të brëndëshme«. Eshtë për të vënë re se »Tribuna« më nj'anë i tregon hadin Jugosllavisë duke e këshilluar të mos e lozë tepër bishtin, dhe m' anë tjetër demaçon, me një zëmërim të pa fshehur, rolin e Francës në ngjarjet e fundit të Belgradit. Gazeta e Romës i qan hallin mbretërisë Serbo-Kroato-

Silovene, të cilën e marka më qafë Franca duke i imponuar një politikë të jashtëme anti-shqiptare, anti-italjane, anti-bullgare, për të siguruar hegjemoninë sërbe në Ballkan dhe në Adriatik.

Një konidencë fatale e deshi që pakë ditë pas coup d'état-së në Belgrad, t' i mbarohet afati traktatit miqësie që kishin lidhur Roma me Belgradin në kohërat »sidlike« të Marëveshjeve të Nettunos. (1924). Kështu që çështja e marëdhënjeve italo-jugosllave u shtrua përsëri në tërë ashpërsinë e saj.

Pas direktivave të Parizit kral aleksandri do të përfitojë nga rasti për të vënë përsëri në bisedim nga krei çështjen e Shqipërisë, e cila i është bërë halë në sy borgjezivë sërbe. »Tradhëtinë« e Zogollit borgjezia sërbe nuk munt t' a harojë, me fjalë të tjera nuk munt t' a qajë Shqipërinë, prandaj, tani që siguroj »unitetin nacional« duke mbytur në gjak aspiracionet autonomiste të popullive jo-sërbe, ajo do të fillojë një politikë aktive kundër tendencave ekspansioniste të imperialistëve italljane në Ballkan. Për të vazhduar »miqësinë« që mori funt me traktatin e 1924-ës, Jugosllavia, me përkrahjen aktive të Parizit e të Londrës, do të kërkojë sigurisht që Duçaja të heqë dorë nga kollonizimi i Shqipërisë dhe nga qëllimet anti-sërbe që fshihen prapa këti kollonizimi. Kështu që lufta midis Romës dhe Belgradit reth çështjes shqiptare do të nisë përsëri të elektrizojë atmosferën e turbull të Ballkanit.

Gjër sa kish përkrahjen e Anglisë, Duçaja përgatitte me patërdi të madhe zinxhirin e hekurat reth Jugosllavisë dhe i kërciste dhëmbet Francës, e cila i ka zënë shtigjet kudó që borgjezia italljane shtije sytë për të rëmbyer në një kockë: në Ballkan, në Tunizi, në Siri etj. Pabesia dinake e Albionit, e cila e lá në baltë duke nënëshkruar marëveshjen me Francën, e vuri Musolinin në një pozitë fare kritike. Me gjithë këtë Duçaja s' munt t' a njëhte vehten të mundur dhe të kapitullonte përpara bllokut anglo-francez, me që atëhere duhej të hiqte dorë nga politika e tij plot bujë, e cila është drejtuar sidomos kundër Francës dhe këlyshëve të saj në Evropën jugo-lindore.

Pra që t' i bëjë ballë Antantës së ré, Musolini po mundohet të formojë bllokun midis Turqisë, Greqisë dhe Bullgarisë, nënë hegjemoninë e Italisë fashiste. Grandi, dora e djathtë e Musolinit në punët e jashtme, ka nisur një zhiri nëpër kryeqytetet e shteteve kandidatë të bllokut. Udhëtimi nisi nga Ankaraja ku Grandi u përpoq, po si duket pa sukses, të kandisë Mustafa Qemalin të njohë »mbretin e Shqiptarëve« alias emirin e fashistëve — Zog i I. Tani Grandi ka vajtur në Athinë për të mbyllur ringdjet midis Turqisë dhe Greqisë reth çështjes së çkëmbimit të pakicave dhe për të hedhur bazën e një pakti greko-turk (kryeresh). Pastaj do t' i vijë radha Sofjes. Edhe nga kjo anë nisnë çapet e para. Ministri i luftës Vollkofi, miku i ngushtë i fashistit maqedho-

*) Pason nga numuri 112.

nas Mihaillof, një nga organizatorët e vrasjes së Protogjerofit, njeriu i besuar i fashistëve italianë, po dërgohet si ministër fuqiptotë i Bullgarisë në Romë. Emërimi i Vollkofit është një shënjë karakteristike e forcimit të politikës fashiste në Bullgari dhe të tendencave italofile në politikën e saj të jashtme. Pastaj, fakti që Italia po përgatit bllokun greko-turko-bullgar nënë hegjemoninë e saj, vërtetohet edhe me përgënjeshttrimin — sado që kjo mund të duket një gjë paradoksale — që botoj tani shpejt Zyra e Shtypit e Sofjes. Zyra në fjalë thotë se gjoja bisedimet që po bëhen midis Greqisë dhe Bullgarisë s'kanë të bëjnë me udhëtimin e Z. Grandi në Athinë as me projektin e një aliance midis Turqisë, Italisë, Bullgarisë dhe Greqisë, kështu që lajmet që u botuan në shtyp mi bëjnë çështje s' i përgjigjin së vërtetës. Me një paturpësi qinike fashistët e Sofjes bëjnë sikur zëmërohen kundër »qipifjeve të shtypit që u rëna më qafë, dhe përpiqen të bindin syleshët që mund t'u besojnë akoma, se Bullgaria e Zgovoorit ka vetëm për qëllim të shvillojë marrëdhënjet ekonomike dhe kulturele me shtetin »miqësor« të Elladhës. Kështu qëndron më këmbë shteti kapitalist. Shtypi mban me lajka pacifistë masat e trullësura nga demagogjia, kurse ministrët dhe diplomatët, dora dorës me shtabet ushtëriake, përgatitin blloket që do të përleshin në luftën e afërme.

Plani »madhështor« i Musolinit nuk mund të mohohet, po gjer më sa ay do të mundë t'a realizojë, këtë do t'a tregojë e arthmja. Duhet të kemi gjithënjë parasysh se diplomacia fashiste është e quar veçanërisht me gjyulltin e madhe e të zbrazët që po bën në lëmin politik të Evropës. Po kombinacioneve diplomatike të Duges u mungon baza ekonomike, prandaj më të shumat rëngullin pa u ngritur mirë, si kudo me gjizë. Shtetet e vogëla të Evropës, të handakosura nga kriza e thellë ekonomike kanë nevojë për të holla që të shë-

rojnë plagët e rënda të »fituara« në luftën imperialiste. Prandaj ato janë fatalisht të dënuara të bijen nënë panxhën e kuçdrave imperialiste, dhe kështu të shtërngohen të bëjnë politikën e asaj fuqije që u jep të holla hua. Në Evropën e sotme ari është grumbulluar në bankat e Parizit dhe të Londrës, kurse imperialistët »kopukë« të Romës janë vetë të shtërnguar t' i zgjatin shpesh dorën xha Sam-it, jo që t' u japin hua të tjerëve. Me gjithë këtë, Borgjezia italiane s' mund të kapitulojë fare përpara Antantës Anglo-Franceze, pse kjo do të thënë të heqë dorë nga politika e saj independente në luftën inter-imperialiste për tregje dhe materje të para. Një politikë e Italisë sot për sot nuk mund të mos jetë e drejtuar kundër Francës. Pastaj sukseset sensacionale në politikën e jashtme — të pakën në kartë — janë një nevojë organike e regjimit fashist. Këto succese prej Don Qishotit i duhen Duges për të mbajtur gjithënjë të ngritur shovinizmin e masave të borgjezisë së vogël që mbushin radhët e milicës fashiste dhe që zun' e po dëshpërohen nga rezultatet e brëndëshme të »marcia su Roma«.

Si do që të jetë lufta do të vazhdojë sa vetë më e repte dhe më decizive, pse antagonizmat midis imperialistëve nuk, mund të pajtohen me fjalë të bukura miqësie, singeriteti etj.; do zgjidhen në fushën e luftës me topa dhe tanke, edhe të drejtën e ka ay që del i fituar. Dije u mbushnë dhjetë vjet që mori fund lufta e përgjithëshme, kurse sot imperialistët po mprehin armët për një luftë të ré shumë më të turëruar, shumë më katastrofike se ajo që shkoj. Kjo është një gjë fatale, pse kapitalizma s' mund të qindrojë pa lufta të përgjakëshme. Ka vetëm një mjet për të shpëtuar njerëzimin nga ky rebesht i urrejtur: duhet çkatëruar sistemi social që pjell luftën si murtaja vdekjen, duhen çdukur kllasët sundonjëse që fitojnë të holla duke vënë popujt të vriten në mes të tyre, duhet që fuqinë politike t'a marrin kund' o kllasët e shtypura për të ngrëhur shoqërinë e ré.

Rodhja

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ ΒΙΒΛΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Ο ΦΑΣΙΣΜΟΣ ΣΤΑ ΒΑΛΚΑΝΙΑ

Οι Βαλκανικές χώρες πέτρουν ή μία βότερα από την άλλη κάτω από την φασιστική δικτατορία. Εκτός από την Βουλγαρία, Γιουγκοσλαβία και Αλβανία, όπου έχει εγκαθιδρυθεί ήδη από διάφορες μορφές, βαδίζουν συστηματικά προς την φασιστική δικτατορία επίσης ή, Ελλάς και η Ρουμανία.

Εκτός από τις γενικές αιτίες, οι οποίες σπρώχνουν τις κυρίαρχες τάξεις όλων των χωρών εις το να εγκαταλείψουν, όσο πάει και περισσότερο, το έδαφος της αστικής Δημοκρατίας και να αρχίσουν με την εφαρμογή των μεθόδων και του συστήματος του φασισμού, υπάρχουν στα Βαλκάνια και άλλες ιστορικές, πολιτικές και οικονομικές αιτίες, οι οποίες σπρώχνουν τις χώρες αυτές προς την κατεθνήσχησιν αυτή.

Είναι γνωστό ότι, στις Βαλκανικές χώρες δέν διεξήχθηκε ή ασπιδο-δημοκρατική επανάσταση, ή οποία θά μπορούσε να συνδέσει πολιτικά και ιδεολογικά τις πλατιές λαϊκές μάζες με την μπουρζουαζία. Η μπουρζουαζία των χωρών αυτών συνδέθηκε από την αρχή της κυριαρχίας της στενά με το διεθνές κεφάλαιο. Έγινε ο πράκτορας του, και έτσι μία αντιεπαναστατική τάξη. Οι αγρότες, οι οποίοι αντιπροσωπεύουν την μεγάλη πλειοψηφία του βαλκανικού πληθους, δέν πήραν με την δημοκρατική επανάσταση ενάντια στους ψευδάρχες — και κάτω από την οδηγία της μπουρζουαζίας — ούτε ένα μέτρο γη, όπως έγινε από π. χ. στην Γαλλία και στις άλλες δυτικές χώρες. Απ' επαντίας, ή μπουρζουαζία έβλεπε σ' αυτούς μόνο ένα αντικείμενο για μία απεριόριστο εκμετάλλευση, για τα άχαλινωτα σχέδια της επισώρευσης κεφαλαίων στις Βαλκανικές χώρες. Ο φεουδαλισμός δέν εξαφανίστηκε ακόμη ες ολοκλήρου, ή μεγάλη πλειοψηφία των εργαζομένων μαζών όπως ύπσταται σήμερα ακόμα την κυριαρχία του. Αυτό προσέγει μία βαθειά διάσπαση μεταξύ των κυριαρχουσών τάσεων και των αγροτικών μαζών.

Επίσης και το εθνικό ζήτημα δέν λύθηκε τελειωτικά στα Βαλκάνια. Ολόκληρα εκατομμύρια ανθρώπων στενάζουν κάτω από τόν εθνικό ζυγό. Η μπουρζουαζία προσπαθεί να υπερνικήσει τις μεγάλες δυσκολίες, οι οποίες προέρχονται κυρίως από το αποικιστικό σύστημα που επιβάλλεται στα προσαρτημένα μέρη και από την εις τ' όκρον εφαρμοζόμενη πολιτική της απομίκωσης του πληθους,

και που αποτελούν άλλα προβλήματα. Αυτό το σύστημα οξύνει το εθνικό ζήτημα. Οι καταπιεζόμενοι λαοί σπρώχνονται έτσι σε ένα αδιάλλακτο αγώνα ενάντια στην αστική έξουσία.

Οι οδοιαστικά αγροτικές και βιομηχανικά αδύνατες Βαλκανικές χώρες βρίσκονται στην θέση των μισοαποικιών του διεθνούς κεφαλαίου. Η έξαρτησία τους από αυτό μεγαλώνει από μέρα σε μέρα. Απτες οι χώρες διεξάγουν μεταξύ τους ακατάπαστα οικονομικούς αγώνες και βρίσκονται, χάριν των ιμπεριαλιστικών μεγάλων δυνάμεων, οι οποίες με την κατάκτηση της Βαλκανικής επιδιώκουν τά συμφέροντα τους, συνεχώς πρό άλλων διαφορών. Οι αγορές στο έσωτερικό των χωρών είναι ες αίτιας της πάχυνσης των μαζών πολύ στενές, οι δέ έξωτερικές αγορές είναι γι' αυτές ως επί το πλείστον απρόσητες. Εκτός τούτου είναι πολύ περιορισμένες οι δυνατότητες της σταθεροποίησης και της καταλιστικής συστηματοποίησης. Οι καταστροφές που προσενηθήκαν με τόν τελευταίο παγκόσμιο πόλεμο, τά πολεμικά χρέη και οι επανορθώσεις τις οποίες είναι υποχρεωμένες να πληρώνουν, οξύνουν ακόμη περισσότερο την οικονομική και δημοσιονομική κρίση των χωρών αυτών. Τά έξωτερικά δάνεια, στα οποία καταφεύγει ή μπουρζουαζία και στα οποία διαβλέπει την κυριώτερη έξοδο από αυτή την θέση, μαζέβουν ακόμη πιο καταπιεστικούς φόρους πάνω στις λαϊκές μάζες και μεγαλώνουν την δυσσρέσκεια τους ενάντια της μπουρζουαζίας.

Η μπουρζουαζία των Βαλκανικών χωρών σνναντά τόν συναγωνισμό των βιομηχανικά εξέλιγμένων δυτικών χωρών. Είναι αναγκασμένη να ζητήσει μία διέξοδο στην υπερεκμετάλλευση των αγροτικών και εργατικών μαζών. Δέν μπορεί να κάμει μερικές μικρές συγκαταθέσεις, όπως οι μπουρζουαζίες των μεγάλων ιμπεριαλιστικών χωρών, για να τραβήξει με το μέρος της ένα μέρος των εργαζομένων στραμάτων. Η παραμικρή κατάκτηση των μαζών στο οικονομικό επίπεδο επιτυχάνει μόνο βότερα από ένα μακρύ και σκληρό αγώνα εναντίον της. Αυτό μεγαλώνει ακόμη περισσότερο την βαθειά διάσπαση που υπάρχει μεταξύ της μπουρζουαζίας και του προλεταριάτου. Αυτό εξηγεί εν μέρη το επαναστατικό πνεύμα των εργαζομένων μαζών και την αποφασιστική τους θέληση για την πάλη ενάντια στην μπουρζουαζία.

Αυτό εξηγεί παρακάτω την αδυναμία της εργατικής άριστοκρατίας και της σοσιαλδημοκρατίας στις Βαλκανικές χώρες, εν αντιθέσει προς τις μεγάλες ιμπεριαλιστικές χώρες. Η νικηφόρα επανάσταση του Οκτώβρη, ή οποία απελευθέρωσε τό καταπιεζόμενο προ-

λεταριάτο, τους αγρότες και τους καταπιεζομένους λαούς στην μεγάλη ρωσική αυτοκρατορία, πρόξενε στα Βαλκάνια, τα οποία έχουν να δεξούν πολλά κοινά με την οικονομική διαρρύθμιση της τσαριστικής Ρωσίας, μια βαθειά αντίθεση πάνω στις εργαζόμενες μάζες. Απτή η εξέλιξη μεγάλως σταθερά κατά τα ένδεκα χρόνια της ύπαρξης της Ε.Σ.Σ.Δ. και εκέριζε σε βάθος και σε πλάτος με την επαναστατική της πολιτική και την σοσιαλιστική ανοικοδόμηση, με τον αποφασιστικό της αγώνα ενάντια στον ιμπεριαλισμό και για την διεθνή ειρήνη.

Γι' αυτό δεν είναι σε θέση οι μπουρζουαζίες της Βαλκανικής να διατηρήσουν την εξουσία τους με τις μεθόδους της μπουρζουαζικιστικής μοκρατίας και του κοινοβουλευτισμού. Ο δυτικός ιμπεριαλισμός δεν μπορεί ούτε καν με αυτές τις μεθόδους να βάλει τελευταία το χέρι του πάνω στα Βαλκάνια. Αυτές ενεργούν τώρα άκομη πιο έντονα, αφού πρόκειται για μόνο για το εξής, να τράβηξουν τα Βαλκάνια και τους βαλκανικούς λαούς στον προσεχόμενο πόλεμο ενάντια στην Σοβιετική Ένωση, οι δε λαϊκές μάζες εκφράζονται αποφασιστικά εναντίον. Γι' αυτό απομένουν στην βαλκανική μπουρζουαζία και στον διεθνή ιμπεριαλισμό μόνο οι μέθοδοι της φασιστικής δικτατορίας και η εγκαθίδρυση της. Οι αναφερόμενες ιστορικές, οικονομικές και πολιτικές μορφές εμφάνισης των βαλκανικών χωρών δίδουν στον φασισμό ένα εξαιρετικά ιδιαίτερο χαρακτήρα. Αυτό το εξαιρετικό του βαλκανικού φασισμού υπάρχει πρῶτ' ἄλλα στο γεγονός ότι, εν αντιθέσει απ' ότι βλέπουμε στην Γαλλία και στην Πολωνία, ο φασισμός αυτός δεν γεννιέται εκ των κάτω με ένα μαζικό κίνημα για να κυριασεί την εξουσία, αλλά απ' εναντίας έρχεται εκ των ἄνω: από τον κρατικό μηχανισμό υποστηριγμένος από την στρατιωτική δύναμη της μπουρζουαζίας και ενωμένος κάτω από τις διαταγές του χρηματιστικού κεφαλαίου, καθώς δε και από όλες τις αντιεπαναστατικές δυνάμεις της μπουρζουαζίας, των μεγαλοκτηματιῶν, των πλουσίων χωρικών, των ἄνω στρωμάτων των μικροαστών, της γραφειοκρατίας — ενάντια στο προλεταριάτο, τις εργατο-ἀγροτικές μάζες και τις εθνικές μειονότητες, οι οποίες αγωνίζονται για την ἀπελευθέρωση τους.

Ένα εξαιρετικά αποτελεσματικό όπλο του βαλκανικού φασισμού είναι δίχως ἀμφιβολία το όπλο του μπουρζουαζικού εθνικισμού: τα εθνικά και εθνωγιστικά πάθη εξέλισσονται στα φάσματα μιας μεγάλης Βουλγαρίας, μιας μεγάλης Σερβίας (Γιουγοσλαβίας), μιας μεγάλης Ελλάδας, μιας μεγάλης Ρουμανίας. Εκμεταλλεζόμενος αυτήν την εθνικιστική ιδεολογία, προσπαθεί ο φασισμός στις Βαλκανικές χώρες να ἐναγεί με τα λίγο συνηθιστά στρώματα της μικρής μπουρζουαζίας των ἀγροτών και των εργατών, ἔν και πολλὰ ἀδύνατα, για να πλατύνει την κοινωνική βάση της δικτατορίας του

και για να κάμει υποφερτή την ἀντιεπαναστατική του ἀστική πολιτική (της ἀποικιοποίησης και της ἀραιοποίησης). Για την φασιστική δικτατορία ἀποτελεί ένα πολύ σοβαρό ἔμπόδιο το επαναστατικό κίνημα των εθνικο-επαναστατικῶν ὀργανώσεων των Μακεδόνων, Δοβρουτζανῶν, Ἀλβανῶν κτλ. Γι' αὐτὸ ἐφαρμόζει ὁ βαλκανικός φασισμός ἐνάντια σ' αὐτές τις ὀργανώσεις και ἐνάντια στο ἐπαναστατικό κίνημα τοῦ προλεταριάτου και τῶν ἀγροτῶν μιά πολιτική ἀνήκουστη τρομοκρατίας. Μεταχειρίζεται σὲ ένα μεγάλο βαθμὸ τις φασιστικές ἐθνικές ὀργανώσεις για νὰ ἐγκαθιδρύσει και διατηρήσει την δικτατορία του και για νὰ σπῆσει τις ἐπαναστατικές δυνάμεις τοῦ προλεταριάτου, τῶν εργατῶν, τῶν ἀγροτῶν και τοῦ ἐθνικο-επαναστατικῶν κινήματος. Οι προσπάθειες τοῦ σ' αὐτὸ τὸ ἐπίπεδο στην μακεδονική ὀργάνωση τοῦ Ἀλεξάνδρου Πρωτοῦ ἔρωφ και στην φασιστική ὀργάνωση της Δοιμτρούζας ἔγινον ἴση κλάσεις. Πάνω στον ἴδιο δρόμο βαδίζει ἡ γιουγοσλαβική στρατιωτική-φασιστική δικτατορία, ἡ ὁποία χρησιμεύει ὡς ὄργανα της τοῦ σέρβου ἀποικιστῆ και τις συμφορίες τους στην Μακεδονία και ἡ ὁποία προσπαθεῖ νὰ κάμει τὸ ἴδιο και με τὰ ἄλβανικά μακεδονοδίτικα κτλ. κινήματα.

Με τὸν ἴδιο τὸν χαρακτήρα του είναι ὁ φασισμός πολλὰ στενά δεμένος με την εξουσία της καπιταλιστικής μπουρζουαζίας και με τὸν διεθνή καπιταλισμό. Δεν είναι ἕνα ἐπισοδικὸ γεγονός της στιγμῆς. Ἡ τελευταία του ἐξόντωση είναι δυνατό μόνο με τὸ ριζημὸ της μπουρζουαζίας. Γι' αὐτὸ θὰ είναι ὁ ἀγῶνας ποὺ θὰ διεξαχθεῖ ἐναντίον του ἕνας ἐπαναστατικὸς ἀγῶνας. Καμμιά ὁμάδα της μπουρζουαζίας, τῶν μεγαλοκτηματιῶν, τῶν πλουσίων χωρικών ἔχει συμφέρο γι' αὐτὸν τὸν ἀγῶνα ἐνάντια στον φασισμό, ἀπ' ἐναντίας αὐτοὶ ὅλοι ἔχουν ἀμεσο συμφέρο στην περαιτέρω ἔπαρση της δικτατορίας αὐτῆς. Χρειάζεται την φασιστική δικτατορία ὡς ἕνα πρόχρημα ἐνάντια στο ἐπαναστατικὸ ἀπελευθερωτικὸ κίνημα τῶν εργαζομένων μάζων και τῶν καταπιεζομένων ἐθνικοτήτων. Αὐτὸς ὁ ἀγῶνας είναι και μπορεί μόνο νὰ είναι, ὁ ἀγῶνας τῶν εργαζομένων μάζων της πόλης και τοῦ χωριοῦ, κάτω ἀπὸ την ὄδηγία τοῦ προλεταριάτου, της ἐπαναστατικῆς δοκιμασμένης και καλύτερα ὀργανωμένης τάξης, ἐνωμένο με τις ἐθνικά καταπιεζόμενες μάζες. Μόνο τὸ ἐπαναστατικὸ μπλόκ τῶν λαϊκῶν μάζων της Βαλκανικῆς θὰ είναι σε θέση νὰ διεξάγει ὡς την τελική νίκη τῶν ἀγῶνα ἐνάντια στον φασισμό και στην δικτατορία του.

Οἱ εθνικο-επαναστατικὲς ὀργανώσεις της Βαλκανικῆς, για τις οποίες ὁ φασισμός ὁ θανάσιμος ἐχθρὸς είναι, θεωροῦν δικαίως τὸν ἀγῶνα ἐνάντια στον φασισμό και την φασιστική δικτατορία ὡς τὸν δικὸ τους ἀγῶνα, ὡς ἕνα ἀναπόσπαστο μέρος τοῦ μεγάλου ἀγῶνα ἐνάντια στην ἐθνική καταπίεση και για την ἀπελευθέρωση.

Γ. Δημήτρωφ

Η ΚΟΙΝΩΝΙΑ ΤΩΝ ΕΘΝΩΝ ΚΑΙ ΟΙ ΕΘΝΙΚΕΣ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΕΣ

Πριν από τὸν πόλεμο δὲν ἴταν μικρὸς ὁ ἀριθμὸς τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων. Ὑπῆρχαν ὀλόκληρες χώρες, στις οποίες οἱ μειονότητες αὐτὲς ἀποτελοῦσαν τὴν πλειοψηφία τοῦ πληθυσμοῦ. Ὑστερα ἀπὸ τὸν πόλεμο ὅμως ἄλλοτε αὐτὴ ἡ κατάσταση. Ένας μεγάλος ἀριθμὸς τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων ἔλαβε ἐθνικά και πολιτικά δικαιώματα. Στην πρῶην ἀυτοκρατορία τῶν Ρωμανῶφ ἔλαβον ὅλες οἱ ἐθνικὲς μειονότητες τὴν ἐθνική τους ἀνεξαρτησία, ἀκόμα δὲ μερικοὶ ἀπὸ τους καταπιεζομένους λαούς τοῦ ρωσικοῦ τσαρισμοῦ ἔλαβον τὴν πλήρη ἀνεξαρτησία τους. Ἐπίσης και ἄλλες ἐθνικὲς μειονότητες ἄλλων χωρῶν ἴπραν τὴν ἀνεξαρτησία τους, ὅπως π. χ. στην πρῶην Αὐστρο-οὐγγρική μοναρχία, στην Γερμανία. Συγχρόνως ὅμως δεκάδες ἐθνικοτήτων ἔπεσαν κάτω ἀπὸ την χειρότερη ἐξαρτησία. Ένα μέρος τῶν μέχρι τὸν πόλεμο ἐλευθέρων λαῶν ἔπεσε κάτω ἀπὸ ξένο ζυγὸ, ἕνα ἄλλο μέρος τῶν πρὸ τοῦ πολέμου καταπιεζομένων λαῶν ἔμειναν ὑποδουλωμένοι. Μόνο ὁ ἀριθμὸς τῶν καταπιεζομένων ἐθνικῶν μειονοτήτων στην Κεντρική και Νοτιο-ανατολική Ἐυρώπη ἀνέρχεται σήμερα πρὸς 60. Αὐτὲς οἱ ἐθνικὲς μειονότητες ἀποτελοῦν 15% τοῦ πληθυσμοῦ της Ἐυρώπης, σὲ μερικὲς δε χώρες ἀποτελοῦν τὴν πλειοψηφία. Στην Κεντρική και Νοτιο-ανατολική Ἐυρώπη ὑπάρχουν κράτη, σὰ ὅποια ὁ ἀριθμὸς τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων συχνὰ σχεδὸν ἢ ἀπόλυτα ὑπερβαίνει τὸ ἀριθμὸ τοῦ «κυριαρχούντος» ἔθνους: ἔτσι ἀποτελοῦν οἱ ἐθνικὲς μειονότητες στην Πολωνία 40% τοῦ πληθυσμοῦ, στην Ρουμανία 35%, στην Τσεχοσλαβία 60% και στην Γιουγοσλαβία 62%.

Οἱ μιλιταριστὲς ἱμπεριαλιστὲς διεδήλωσαν κάτω τὸν πόλεμο, ὅτι διεξήγαγαν τὸν πόλεμο για τὴν ἀπελευθέρωση τῶν καταπιεζομένων λαῶν και τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων. Αὐτὸ ὅμως γίνονταν μόνο και μόνο για νὰ πάρουν μετ' ἑαυτῶν τους τοὺς λαούς αὐτούς. Ἐτσι ἐξαναγκάστηκαν νὰ δαλοῦν στις Συνθήκες «Ειρήνης» ιδιαίτερον ὅρον για τὴν προστασίαν τῶν κάτω ἀπὸ ξένο ζυγὸ στεναζόντων λαῶν, για νὰ ριζοῦν στάση σὰ μάτια ἐκείνων τῶν λαῶν ποὺ σκλαβώθηκαν ἐθνικά.

Σὲ ὅλες τις Συνθήκες ποὺ ἐπεβλήθηκαν σὰ νικημένα κράτη, προστέθηκαν ιδιαίτεροι ὄροι για τὴν προστασία τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων, με τὴν δὲ Πολωνία, Γιουγοσλαβία, Τσεχοσλαβία,

Ρουμανία και Ἑλλάδα κλειστήκαν ιδιαίτερες Συνθήκες, στις οποίες ἀνεγνωρίστηκαν ἐθνικά και μορφωτικά δικαιώματα στις ξένες ἐθνικότητες. Τέλος ἐδήλωσαν μερικὰ κράτη στην Κοινωνία τῶν Ἐθνῶν, ὅπως ἡ Λιθουανία, ἡ Λεττανία, ἡ Ἀλβανία, ὅτι, εἰνα ἔτοιμα νὰ προστατεύσουν τις ξένες ἐθνικότητες ποὺ ζοῦν σ' αὐτὲς τις χώρες.

Οἱ ἴτεροι οἱ εἶδους είναι οἱ ἀποχρεώσεις ποὺ ἀπέρηκαν για τὴν προστασία τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων.

Ἡ ἀπὸ τους «νικητῆς» δημιουργηθῆσα Κ.Τ.Ε. εἶχε ἐπίσης ὡς καθῆκον νὰ ἐλέγχει τὴν ἀστική και ἀκριβή ἐφαρμογή τῶν ὄρων αὐτῶν. Καὶ τὴ ἔκαμε αὐτὴ ἡ Κοινωνία τῶν Ἐθνῶν? Οἱ ἐθνικὲς μειονότητες καταπιεζοῦνται ἀκόμα. Τὰ ἐθνικά και μορφωτικά τους δικαιώματα περιορίζονται. Ὀλόκληροι λαοὶ, ὅπως οἱ Μακεδόνες, οἱ Ἀλβανοὶ τοῦ Κόσοβο και ἄλλοι δὲν ἀνεγνωρίστηκαν ὡς ἐθνικὲς μονάδες οὔτε ὡς ἐθνικὲς μειονότητες. Οικονομικὰ τέθηκαν αὐτὲς οἱ μειονότητες ἐκτὸς νόμου. Τοὺς ἀποχρεῶσαν νὰ πληρῶνουν φόρους, ὅι ὅποιοι ὑπερβαίνον κατά πολὺ τους φόρους τοῦ «κυριαρχούντος» ἔθνους. Δὲν ἀπολαμβάνουν τὰ πολιτικά και ἀστικά δικαιώματα της κυριαρχούσης ἐθνικότητας. Ἡ θέση τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων είναι ἀνυπόφορη, κατὰ τὸν τόπο δὲ, σὲ μικρότερο ἢ σὲ μεγαλύτερο βαθμὸ.

Αὐτὲς οἱ μειονότητες, ἡ τουλάχιστον ἕνα μέρος ἀπὸ αὐτὲς ἐνόμιζαν ὅτι ἡ Κ.Τ.Ε. θὰ τους καλύτερευε τὴν θέση τους. Ἀρχισαν νὰ στέλλουν σ' αὐτὴν παράπονα και ἀναφορές. Αὐτὰ τὰ ἔγγραφα σχημάτιζαν μεγάλους ὄγκους. Με τὴν ἐξέταση τους ἐσφορίστηκε μιά ἐπιτροπή ποὺ ἀποτελοῦνταν ἀπὸ τρεῖς ἀντιπροσώπους. Κανένας ὅμως ὡς τώρα δὲν ἔλαβε τί συνέβαινε μ' αὐτὴν τὴν ἐπιτροπή και τί ἀποφάσεις ἔχει λάβει. Δὲν ἔχει δημοσιευθεῖ τίποτε, και ὅτε κιν οἱ ἐνδιαφερόμενοι ζητοῦν τί συνέπειες εἶχαν αὐτὰ τὰ διαβήματα τους. Ἡ θέση τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων γίνονταν ὅμως πάντα και περὶ ἀνυπόφορη. Ἀκόμη περισσότερο. Χειρότερες. Ἄν και δὲν μάθαιναν τίποτα ἢ κοινή γῆμῃ και οἱ ἐθνικὲς μειονότητες για τὴν ἐργασία της ἐπιτροπῆς, τὰ ἐνδιαφερόμενα καταπιεζοῦντα κράτη, τὰ ὅποια ἴπραν σὲ θέση νὰ πληροφορηθοῦν τὰ διαβήματα τῶν ὑπῆκοῶν των στην Κ.Τ.Ε., διπλάσιασαν τὴν τρομοκρατία τους και τὴν καταπίεση ἐνάντια στην παραπονούμενη ἐθνική μειονότητα.

Οι εθνικές μειονότητες όμως, δεν άρκέστηκαν μόνο στα πα-
ράπονα τους προς την Κ.Τ.Ε. Έγγραφοποίησαν δημοσία την θέση,
στην οποία βρίσκονταν, διαμαρτυρόμενοι ενάντια στο καθεστώς
σε όποιο ήταν υποταγμένοι.

Υστερα απ' αυτό άναγκάστηκε η Κ.Τ.Ε. να άπασχοληθεί
άνοικτά με το ζήτημα αυτό.

Τό έχει κάνει εξ' άλλου επανειλημμένα. Αυτό το ζήτημα
έως παρουσιάζονταν στην Κ.Τ.Ε. πάντα μόνο τυπικά. Όλοι οι
άντιπρόσωποι, οι όποιοι έκαναν λόγο στην γενική συνέλευση ή στο
συμβούλιο της Κ.Τ.Ε., πάνω σ' αυτό το ζήτημα, όπως π. χ. ο όλ-
λανδός αντιπρόσωπος Φάν Μπλόκλαντ, ο έλθετός αντιπρόσωπος
Μόττα, δεν διέβλεψαν την ουσία του ζητήματος αυτού, άρκέστηκαν
μόνο με την πιστοποίηση ότι, ήταν άτελής ή διαχείριση της εξέτα-
σης των άναφορών των εθνικών μειονοτήτων ή όποια άκολουθή-
θηκε ως τώρα. Άντοι οι αντιπρόσωποι πρότειναν π. χ. ότι αυτά τα
ζήτήματα πρέπει να εξετάζονταν από μια τακτική επιτροπή όπως
γίνεται με τα άποικιακά μαντάτα. Άλλά και αυτή η περιορισμένη
πρόταση δεν έγινε δεκτή. Τα κράτη τα όποια κρατούν κάτω από
τον ζυγό τους εκατομμύρια όλόκληρα εθνικών μειονοτήτων, όπως
π. χ. η Πολωνία, η Ρουμανία, η Τσεχοσλαβία, η Γιουγκοσλαβία
έφεραν αντίσταση σ' αυτήν την πρόταση, υποστηρίχθηκαν δε από την
Γαλλία, Άγγλία και Ιταλία. Στην Κ.Τ.Ε. άνεφανίστηκαν γινόμε-
νοι όποιοι βρίσκονταν όλος δι' όλου σέ αντίθεση με τους ύάρ-
χοντας όρους προς προστασία των μειονοτήτων, οι όποιοι είναι
έπίσης προσηρημένοι στις Συνθήκες «ειρήνης». Ο αντιπρόσωπος
Φράνκο Μέλλο π. χ. έδήλωσε στα 1923 ότι το καθεστώς που έφαρ-
μόζεται πάνω στις εθνικές μειονότητες έχει μόνο ένα προσωρινό
χαρακτήρα, άχού ο τελικός σκοπός ήταν η πλήρη άφομοίωση. Και
αυτή η θέση της άφομοίωσης των εθνικών μειονοτήτων χειροκροτή-
θηκε από τους αντιπροσώπους των καταπιεζόντων κρατών.

Τό ζήτημα των εθνικών μειονοτήτων ζαναπαρουσιάστηκε
στην συνέλευση του Δεκεμβρίου της Κ.Τ.Ε., όταν ο καναδός αντι-
πρόσωπος Ντανδουράν έκανε την πρόταση να αλλάξει η διαχείριση
της εξέτασης των άναφορών των εθνικών μειονοτήτων. Όταν
σ' αυτήν την συνέλευση ο πολωνός αντιπρόσωπος Ζαλέσκι μίλησε
ενάντια στην γερμανική όργάνωση «Volksbund» (Ασική Ένωση)
ή όποια έχει ως σκοπό την προστασία των γερμανών στην
Άνω Σιλεσία — και της όποιας οι άρχηγοί καταδιώκονταν —,
κτύπησε ο κ. Στρέζερμαν με την γροθιά του πάνω στο τραπέζι και
έδήλωσε ότι, θα φέρει το ζήτημα αυτό στην έρχόμενες συνέλευση
της Κ.Τ.Ε.

Έτσι ήλθε το ζήτημα αυτό στην ήμερησία διάταξη της συνέ-
λευσης του Μαρτίου της Κ.Τ.Ε. Όλόκληρη η συνεδρίαση άφιερώ-
θηκε σ' αυτό το ζήτημα. Συγχρόνως άρχισε σ' όλο τον κόσμο των
καταπιεζόντων κρατών μια σφοδρή καμπάνια ενάντια στις εθνικές
μειονότητες. Η θέση των καταπιεζόντων κρατών, της Πολωνίας
και της Ρουμανίας, τα όποια ήταν αντιπροσωπευμένα στο συμβούλιο,
βρίκε την τακτική υποστήριξη της Άγγλιας του καταπιεστού των
Ίρλανδών, Αιγυπτών, Ίνδών και άλλων λαών, της Ιαπωνίας, του
καταπιεστού των Κορεανών, της Ιταλιας του καταπιεστού των Σλο-
βένων και των Γερμανών του Νοτίου Τυρόλου, και ιδίως της
Γαλλίας ή όποια είναι ο ιδιαίτερος προστάτης της Πολωνίας, Ρου-
μανίας και της Μικράς Άνταντ.

Αυτή η θέση έχει ως εξής: Οι Συνθήκες ειρήνης είναι άπα-
ραβίαστες, οι εθνικές μειονότητες δεν καταπιέζονται στα κράτη στα
όποια μοιράστηκαν (τι κυνισμός!), κανέννας, κανένα κράτος, απ'
έκείνα τα όποια περικλύουν εθνικές μειονότητες δεν σκέπτεται ούτε
κατά παρακμή να επιφέρει διά της βίας μια άφομοίωση. Άν
όμως είναι έγκλημα ή καταπίεση των εθνικών μειονοτήτων, έτσι
είναι και η υποστήριξη μιας πολιτικής ή όποια έχει ως σκοπό να
έξγειρει τις εθνικές μειονότητες ενάντια στο κράτος και να ταραξει
την ενότητα του (θέλουν μ' αυτό να χαρακτηρίσουν τους Γερμανούς
που υπερασπίστηκαν από τον Στρέζερμαν) ένα άκόμη πεύο μεγάλο
έγκλημα.

Οι Μπράν, Τιτουλέσκου και Ζαλέσκι έπυστηρίζαν άνοικτά
την μέχρι σήμερα καταπιεστική πολιτική, ή όποια επιδιώκει μόνο
την άφομοίωση των εθνικών μειονοτήτων.

Άνάλογα με την ταρινή έσωτερική κατάσταση στην Άγγλια,
ήθελε ο Τσάμπερλαϊν να φανεί ότι, δεν είναι ενάντια στις εθνικές
μειονότητες: Έξεδηλώθηκε για την άνοικτη διαχείριση στην εξέ-
ταση των αιτημάτων των εθνικών μειονοτήτων, παρ' όλα ότι προ-
σέθεσε, για εφεδρία, ότι, το ζήτημα δεν πρέπει να εκμεταλλευθεί
για πολιτικούς σκοπούς, ότι, οι εθνικές μειονότητες «πρέπει να
έχουν καθαρά τα χέρια όταν στρέφονται προς την Κ.Τ.Ε.»

Τι σκοπεύουν στην πραγματικότητα τα καταπιεζόμενα κράτη,
και τι εν γένει οι άρχηγοί του συμβουλίου της Κ.Τ.Ε., άντοι οι
έχθροι των καταπιεζόμενων λαών και των εθνικών μειονοτήτων;

Αυτό το βλέπει κανείς σέ μια έκφραση του Μπράν, ο όποιος
είπε: «Πρέπει να προξενήσουμε στις εθνικές μειονότητες την ενεί-
κωση ότι σκεπτόμαστε γι' αυτές.»

Μάλιστα, πρέπει να προξενηθεί σ' αυτές η ενείκωση ότι
σκέπτονται γι' αυτές οι καταπιεστές και οι ιμπεριαλιστές. Οι κατα-
πιεζόμενοι λαοί όμως και οι εθνικές μειονότητες βλέπουν πολύ
καλά, ότι δεν έχουν να φυλάγουν τίποτα απ' αυτήν την Κ.Τ.Ε.
άφου είναι η έκφραση των δυνάμεων αυτών, οι όποιες δημιούργη-
σαν την κατάσταση αυτή.

Οι συζητήσεις της Γενεύης και η άπόφαση που πάρθηκε —
ή εξέταση του ζητήματος από μια επιτροπή άποτελούμενη από αντι-
προσώπους της Ιαπωνίας, Άγγλιας και της Ισπανίας του καταπιε-
στού των Καταλανών, άπαγοίτευσαν τελείως και άπό τους τους κατα-
πιεζόμενους λαούς και εθνικές μειονότητες, οι όποιοι ήλπιζαν ως
τώρα από την Κ.Τ.Ε. την καλύτερευση της θέσας τους. Παρ' όλα
όμως που οι καταπιεζόμενοι Βαλκανικοί λαοί και οι εθνικές μει-
ονότητες ξαίρον, ότι δεν έχουν να φυλάγουν τίποτα από την Κ.Τ.Ε.,
άπεθύναν οι αντιπρόσωποι των εθνικο-επαναστατικών όργανώσεων
μιαν έπιστολή προς την Κ.Τ.Ε. στην όποια διαμαρτύρονται ένεργά
ενάντια στην άνυπόφορη κατάσταση των λαών αυτών και των
μειονοτήτων, και στην όποια τονίζουν την εθνήν την όποια φέρει
η Κ.Τ.Ε. όταν υποστηρίζει τους καταπιεστές των λαών αυτών.

Γι' αυτούς τους καταπιεζόμενους Βαλκανικούς λαούς και για
τις εθνικές μειονότητες, μόνο ένας δρόμος υπάρχει για την άπελευ-
θέρωση και για την εθνική άνεξαρτησία: ο επαναστατικός άγώνας
των μαζών ενάντια στους καταπιεστές.

Δ. Βλάχωφ

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Au-
triche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous
les autres pays.

Texte français (pages 2489—2500)

P. Louis: La Quinzaine Internationale
P. Davila: Dans le Filet des Traités Balkaniques
L. Werth: Impressions d'un Congrès
F. Jourdain: Après le Congrès Antifasciste de Berlin
Le Congrès Antifasciste
Télégrammes de protestation
Une Déclaration des organisations national-révolutionnaires balkaniques
Résolution du Congrès International Antifasciste
N. Matijević: La fascistisation complète de la Yougoslavie
I. Mateescu: Après la stabilisation en Roumanie
N. Amaru: La fin d'une illusion
S. Nurmi: Les Turcs de Dobroudja
Contre la dissolution de l'Union de la Jeunesse Dobroudjanaise
Un Démenti de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD

Texte allemand (pages 2500—2506)

P. Davila: Charakteristik des italienischen Faschismus und des balkanischen
Faschismus
G. Salvi: Vom italienischen Faschismus zum Balkan-Faschismus
Melingos: Senat und Parlament in Hellas
N. Amaru: Der Prozeß Al. Dobrogeanu-Ghereas ist der Prozeß der arbeiten-
den Massen Rumäniens
N. Matijević: Das griechisch-jugoslawische Uebereinkommen
Kr. Ivačić: Neues Budget — neue Lasten in SHS
Ein Aufruf gegen den erneuten faschistischen Terror in Bulgarien
Rettet Mladen Stojanoff!

Texte bulgare (pages 2507—2511)

Г. Димитров: Фашизма на Балканите
И. Давиля: Обществото на народите и въпроса за малцин-
ствата

Д. Влахов: Обществото на народите и националните мал-
цинства
Балканските национал-революционни организации и Обще-
ството на народите
Едно опровержение на ДРО
Против фашистката диктатура в България—Апел

Texte serbe (pages 2512—2513)

Напредна Европа против фашистичке УМРО и против бугар-
ске војничке владе

Texte croate (pages 2513—2514)

N. Matijević: Grčko-jugoslavenski sporazum
Kr. Ivačić: Novi budget — novi nameti u SHS

Texte roumain (pages 2514—2516)

I. Mateescu: După stabilizare
I. M.: România și protocolul Litwinow

Texte albanais (pages 2516—2518)

B. Pejani: Kosova
Miles: Lidhja anglo-franceze dhe Italia—II
Rodhja: Marëveshja Anglo-Francezë dhe Diktatura fashiste n jugosllavi—II

Texte grec (pages 2518—2520)

Γ. Δημήτριωφ: Ο φασισμός στα Βαλκάνια
Δ. Βλάχωφ: Η Κ.Τ.Ε. και οι εθνικές μειονότητες

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.
Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.